

RÉSILIENCES ET TRANSFORMATIONS

Nouvelles dynamiques
pour un monde en mutation



LIVRE BLANC
des ENTRETIENS JACQUES CARTIER 2025
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

RÉSILIENCES ET TRANSFORMATIONS

Nouvelles dynamiques
pour un monde en mutation

LIVRE BLANC
des ENTRETIENS JACQUES CARTIER 2025
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ÉDITO



Dans un monde traversé par des mutations profondes — environnementales, sociales, économiques, technologiques, géopolitiques ou dans les milieux de la santé et de la recherche — la capacité de nos sociétés à s'adapter et à se transformer n'a jamais été aussi déterminante. C'est dans ce contexte que s'est imposée, comme fil conducteur des Entretiens Jacques Cartier 2025, la thématique « **Résilience et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation** ».

Les pages qui suivent proposent une synthèse des échanges tenus lors des 25 colloques de cette édition, qui se sont tous emparés de cette thématique. Elles apportent des éclairages sur les résiliences et transformations à l'œuvre dans nos sociétés et esquissent des pistes de solutions face aux différentes problématiques observées.

Nous sommes fiers de livrer cette contribution du Centre Jacques Cartier au débat public, qui s'inscrit pleinement dans notre mission : offrir des clés de lecture, croiser les regards et proposer des pistes d'action face à des défis complexes. Nous espérons qu'elle pourra stimuler le dialogue et apporter des éléments de réponse utiles aux décideurs, aux chercheurs et à l'ensemble des citoyens.

Ce livre blanc n'aurait pu voir le jour sans l'engagement des porteuses et porteurs de projets qui ont toutes et tous répondu avec enthousiasme à l'appel que nous leur avons lancé. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

Le Centre Jacques Cartier poursuivra cette dynamique en 2026 avec une nouvelle thématique, toujours en résonance avec les enjeux de société contemporains : « **Liberté, responsabilité, souveraineté : des défis pour innover ensemble** ». Un nouveau livre blanc viendra prolonger cette démarche, à la lumière des échanges qui se tiendront **du 9 au 11 novembre, à Montréal, Québec, Sherbrooke et Ottawa**, à l'occasion des Entretiens Jacques Cartier 2026 auxquels nous vous attendons nombreuses et nombreux. •

Isabelle Bourgade
Présidente du Centre Jacques Cartier

SOMMAIRE

P.04

Les grands enjeux transversaux révélés par les colloques

Des crises multiples, un diagnostic commun

P.10

Les formes de résilience observées

Des résiliences plurielles ancrées dans les pratiques

P.18

Des transformations à l'œuvre

Changer les modèles plutôt que s'adapter à leurs limites

P.24

Ce qu'il faut retenir

Résilience et transformations

P.26

Le rôle concret des Entretiens Jacques Cartier

Faire dialoguer les territoires pour transformer durablement

P.32

Conclusion

3 questions à... Mathias Bernard, président du comité de programmation et de prospective

P.38

Fiches de synthèse des colloques et rencontres

Chapitre 1

Les grands enjeux transversaux
révélés par les colloques

Des crises multiples, un diagnostic commun

Derrière la diversité des thématiques abordées, les colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 font émerger un diagnostic commun : les crises contemporaines ne peuvent plus être pensées ni traitées séparément. Environnement, santé, innovation, territoires ou cohésion sociale s'entremêlent désormais, révélant des tensions structurelles profondes. Les échanges ont mis en lumière à la fois l'imbrication des crises, les limites d'innovations insuffisamment gouvernées, et des inégalités croissantes face aux capacités d'adaptation. Autant de constats qui soulignent l'urgence de réponses collectives, transversales et coopératives pour faire face aux transformations en cours.

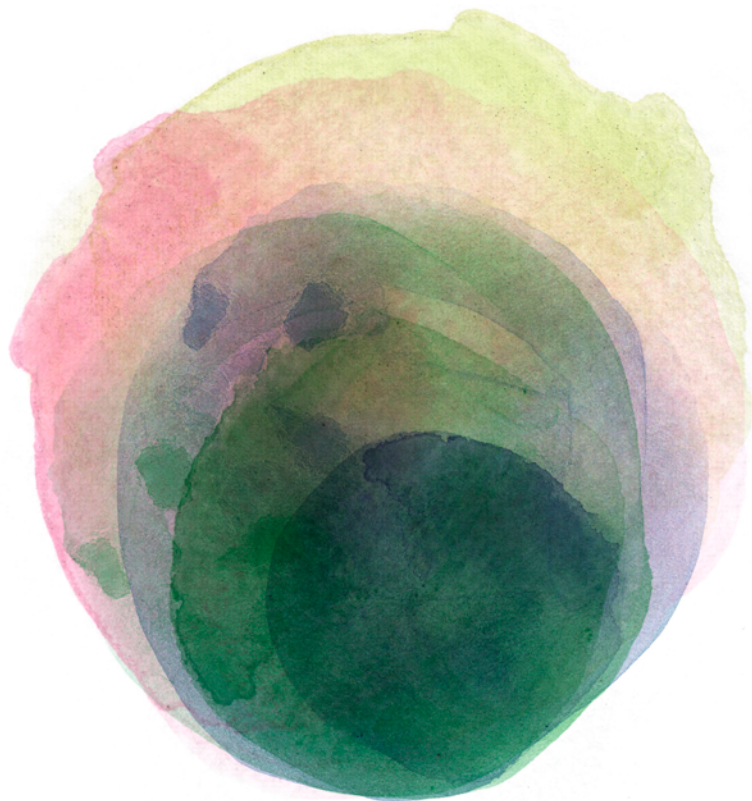
Un monde sous tension : l'imbrication des crises

Les échanges tenus lors des colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 révèlent une même bascule : **les enjeux contemporains ne se présentent plus comme des problématiques distinctes, mais comme des systèmes interdépendants.** Qu'ils portent sur la santé, l'environnement, les territoires ou l'innovation, ces travaux convergent vers une même réalité : les crises ne se succèdent plus selon une logique linéaire. Elles s'entrecroisent, se renforcent et produisent des effets systémiques qui débordent largement les cadres sectoriels habituels.

Les problématiques environnementales en offrent une illustration particulièrement parlante. Les travaux

consacrés aux polluants émergents, comme les PFAS, montrent à quel point une question initialement scientifique engage, en cascade, des enjeux sanitaires, industriels, économiques et réglementaires. Persistantes dans l'environnement, ces substances interrogent à la fois la protection des milieux, la santé humaine, les modèles de production et la capacité des pouvoirs publics à encadrer et anticiper les risques. Une même problématique traverse ainsi plusieurs champs et appelle des réponses coordonnées, bien au-delà d'une seule discipline.

Cette imbrication des crises apparaît également avec force dans le champ sanitaire. Les colloques consacrés aux urgences sanitaires ou à la santé mentale ont mis en évidence des systèmes de soins soumis à des



tensions multiples : augmentation des besoins, fragilisation des professionnels, inégalités d'accès, contraintes budgétaires. Là encore, les causes sont plurielles : effets à long terme des crises environnementales, transformations des modes de vie, facteurs sociaux, mais aussi évolutions rapides des technologies médicales. La santé se révèle ainsi comme un point de convergence où s'expriment les vulnérabilités structurelles de nos sociétés.

À travers des thématiques pourtant très différentes, les colloques convergent vers un même diagnostic : **il ne s'agit plus de faire face à des crises ponctuelles, mais à un changement d'état durable.** Cette situation impose de renouveler les cadres d'analyse et d'action, en dépassant les approches en silos pour adopter des lectures globales, capables de saisir les interactions entre territoires, populations, environnements et systèmes techniques. C'est dans cet entrelacement des enjeux que prennent forme les premières réflexions sur les conditions d'une résilience véritablement transformatrice — qui ne peut se penser sans interroger les modes de gouvernance et de décision.

Innover ne suffit plus : la question de la gouvernance

Face à l'ampleur et à la complexité des crises contemporaines, l'innovation apparaît souvent comme une réponse évidente. Nouvelles technologies, outils numériques, solutions scientifiques ou organisationnelles se multiplient, portés par une

promesse d'efficacité et de progrès. Pourtant, les échanges tenus lors des colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 convergent vers un constat partagé : **l'innovation, à elle seule, ne garantit ni la résilience ni la transformation des systèmes.**

Dans de nombreux domaines, les participants ont souligné un décalage croissant entre la rapidité des innovations et la capacité des cadres de gouvernance à les accompagner. Ce déséquilibre se manifeste particulièrement dans le champ des technologies numériques et de l'intelligence artificielle. Les travaux consacrés aux transformations organisationnelles ont mis en évidence des outils de plus en plus puissants, capables de modifier en profondeur les modes de travail, de décision et de production de connaissances. **Mais, sans règles claires, sans réflexion éthique partagée et sans pilotage collectif, ces innovations peuvent aussi renforcer les déséquilibres existants, voire créer de nouvelles formes de vulnérabilité.**

Cette tension entre innovation et gouvernance traverse également les enjeux environnementaux et sanitaires. Les colloques ont montré que des solutions techniques existent pour mieux détecter, mesurer ou traiter certains risques — qu'il s'agisse de polluants émergents, de données de santé ou de dispositifs de prévention. Pourtant, leur déploiement se heurte souvent à l'absence de cadres réglementaires adaptés, à des responsabilités mal définies ou à une gouvernance fragmentée entre acteurs publics et privés.

L'enjeu ne réside donc pas uniquement dans la capacité à innover, mais dans celle à organiser, encadrer et rendre collectivement possibles ces innovations.

Au fil des échanges, une idée s'impose : gouverner l'innovation devient un enjeu central des transformations à l'œuvre. Cela implique de penser en amont les finalités, les usages et les impacts des solutions développées, mais aussi de construire des espaces de dialogue entre chercheurs, décideurs, entreprises et citoyens. Sans ces conditions, l'innovation risque de rester un levier partiel, voire contre-productif. À l'inverse, lorsqu'elle s'inscrit dans des cadres de gouvernance partagés, elle peut devenir un véritable moteur de résilience, au service des territoires et des sociétés.

**Gouverner
l'innovation
devient un enjeu
central des
transformations
à l'œuvre.**



Des inégalités face aux crises : pourquoi coopérer devient indispensable

Si les crises contemporaines sont systémiques, leurs effets ne sont ni uniformes ni équitablement répartis. L'un des constats récurrents des colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 concerne les inégalités d'exposition, d'accès et de capacités d'adaptation face aux transformations en cours. **Selon les territoires, les populations ou les ressources disponibles, les crises ne se vivent pas de la même manière — et n'appellent pas les mêmes réponses.**

Les enjeux de mobilité et d'aménagement du territoire illustrent particulièrement ces disparités. L'accès aux transports, aux services essentiels ou aux infrastructures, conditionne directement la capacité des individus et des collectivités à faire face aux transitions écologiques, numériques ou sanitaires. Dans certains contextes, les transformations engagées peuvent renforcer l'attractivité et la résilience locale ; dans d'autres, elles risquent au contraire

d'accentuer les fractures existantes, en laissant à l'écart des territoires déjà fragilisés.

Ces inégalités se retrouvent également dans la capacité à mobiliser les ressources nécessaires pour innover, prévenir ou s'adapter. Les travaux autour de l'économie circulaire, par exemple, ont mis en lumière un décalage entre les ambitions affichées et les moyens concrets dont disposent les acteurs pour transformer leurs pratiques. Données insuffisantes, manque d'ingénierie, difficultés de coordination : autant d'obstacles qui limitent la portée des solutions, malgré leur pertinence.

Face à ces constats, une idée traverse l'ensemble des échanges : **aucun acteur ne peut, seul, répondre à la complexité des défis actuels.** Les approches en silos — qu'elles soient disciplinaires, institutionnelles ou territoriales — montrent leurs limites. À l'inverse, les colloques soulignent l'importance de coopérations renforcées entre chercheurs, collectivités, entreprises, institutions et citoyens.

C'est en partageant, de part et d'autre de l'Atlantique, des savoirs, des expériences et des capacités d'action que peuvent émerger des réponses plus justes, plus adaptées et plus durables.

Ainsi, les inégalités face aux crises ne constituent pas seulement un enjeu social ou territorial ; elles posent une question profondément politique et collective. **Coopérer ne relève plus d'un choix ou d'une posture, mais d'une nécessité structurelle pour concevoir et mettre en œuvre des transformations capables de bénéficier au plus grand nombre.** Cette exigence de coopération ouvre, en creux, la réflexion sur les formes de résilience à construire. •

C'est en partageant,
de part et d'autre
de l'Atlantique,
des savoirs, des
expériences et des
capacités d'action que
peuvent émerger des
réponses plus justes,
plus adaptées et plus
durables.

Ce que disent les colloques, tous domaines confondus

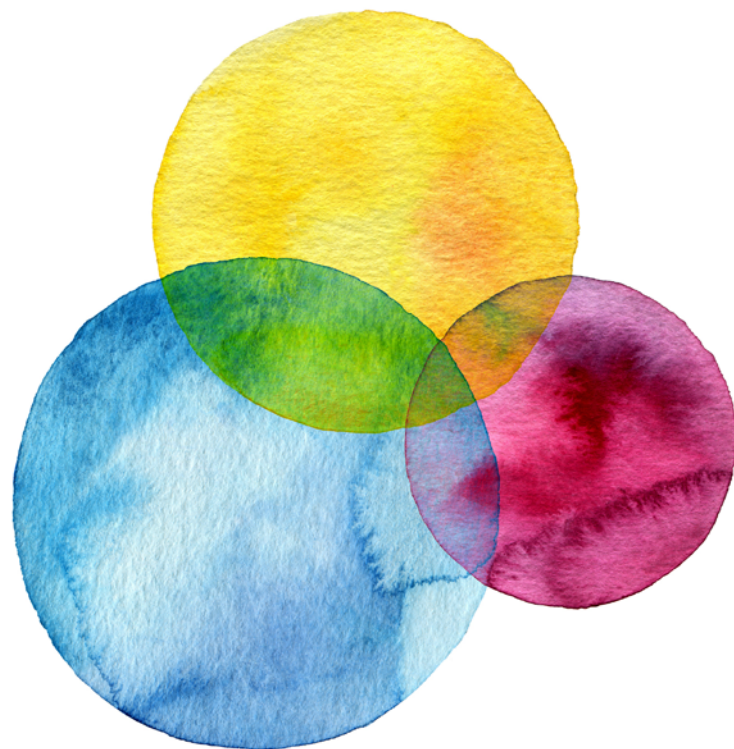
- **Les crises sont systémiques :** environnement, santé, innovation, territoires et cohésion sociale sont désormais étroitement imbriqués.
- **L'innovation ne suffit pas :** sans cadres de gouvernance adaptés, elle peut accentuer les déséquilibres existants.
- **Les inégalités face aux crises sont réelles :** selon les territoires, les populations et les ressources disponibles, les capacités d'adaptation varient fortement.
- **Les approches en silos montrent leurs limites :** les réponses sectorielles peinent à saisir la complexité des enjeux contemporains.
- **La coopération devient une condition de réussite :** faire dialoguer chercheurs, décideurs publics, entreprises et citoyens apparaît indispensable pour construire des réponses durables. •



Chapitre 2

Les formes de résilience observées

Des résiliences plurielles ancrées dans les pratiques



Loin d'un concept uniforme ou théorique, la résilience prend des formes multiples selon les contextes, les acteurs et les échelles d'action. Les colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 montrent qu'elle se construit au plus près des réalités : dans les territoires, au sein des collectifs, dans les usages des technologies ou dans les relations aux ressources et aux milieux. À travers des initiatives concrètes et des pratiques situées, les échanges révèlent une résilience en mouvement, évolutive, qui se nourrit de coopérations, d'expérimentations et d'apprentissages partagés.

Résilience territoriale : agir au plus près des réalités locales

Face à des crises aux effets profondément différenciés selon les contextes, **les territoires apparaissent comme des échelles clés de la résilience**. Les colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 mettent en lumière que les réponses les plus robustes se construisent souvent à l'échelle des réalités locales, là où les enjeux se vivent concrètement et où les marges de manœuvre peuvent être adaptées aux spécificités sociales, économiques et environnementales.

Qu'il s'agisse de transition écologique, de santé publique ou de mobilités, **les échanges ont mis en évidence le rôle central des collectivités**

territoriales et des acteurs de proximité. Leur capacité à articuler politiques publiques, initiatives locales et participation citoyenne constitue un levier essentiel pour anticiper les chocs, limiter leurs impacts et accompagner les transformations. La résilience territoriale ne repose pas sur des modèles standardisés, mais sur une fine compréhension des dynamiques locales et des ressources disponibles.

Dans le champ de la santé, par exemple, plusieurs colloques ont souligné l'importance d'approches centrées sur les objectifs de vie des personnes — une logique qui dépasse la seule réponse médicale pour intégrer les dimensions sociales, environnementales et relationnelles. En s'appuyant sur des réseaux locaux de soins, d'entraide

et d'accompagnement, ces démarches contribuent à renforcer la capacité des territoires à faire face aux vulnérabilités, tout en améliorant la qualité de vie des populations concernées.

Les enjeux de mobilité et d'accessibilité illustrent également cette approche territorialisée de la résilience. Adapter les infrastructures, repenser les usages de l'espace public ou favoriser des solutions de proximité permet non seulement de réduire l'empreinte environnementale, mais aussi de lutter contre les inégalités d'accès aux services essentiels. Là encore, les colloques montrent que les solutions les plus pertinentes émergent lorsque les acteurs locaux — élus, techniciens, associations, citoyens — travaillent ensemble, dans une logique de co-construction. Ainsi conçue, la résilience territoriale ne se limite pas à une capacité de réaction face aux crises. Elle devient un processus d'apprentissage collectif, fondé sur l'expérimentation, la coopération et l'adaptation continue. **En valorisant les savoirs locaux et en renforçant les liens entre acteurs, les territoires s'affirment comme des espaces privilégiés pour inventer des réponses durables aux transformations en cours.**

Résilience sociale et citoyenne : faire collectif face aux vulnérabilités

Au-delà des réponses institutionnelles et territoriales, les colloques des EJC soulignent une autre dimension essentielle de la résilience : sa dimension sociale et citoyenne. **Face à des crises qui fragilisent les individus autant que les structures,**

la capacité à faire collectif, à créer des solidarités et à reconnaître les vulnérabilités apparaît comme un levier central pour traverser les transformations en cours.

De nombreux échanges ont souligné le rôle clé des dispositifs de pair-aidance, de participation citoyenne et d'inclusion sociale. Dans le domaine de la santé, notamment, les approches fondées sur l'expérience vécue des personnes concernées contribuent à renouveler les pratiques de soin et d'accompagnement. En reconnaissant la valeur des savoirs issus de l'expérience, ces démarches renforcent l'autonomie des individus tout en favorisant des réponses plus adaptées aux besoins réels des populations.

Les colloques consacrés aux jeunes francophones ont également mis en évidence l'importance de créer des espaces d'expression, d'engagement et de reconnaissance pour des publics souvent confrontés à des formes multiples de précarité. Qu'il s'agisse d'accès à l'éducation, à l'emploi ou à la participation citoyenne, les échanges montrent que la résilience sociale passe par la capacité à inclure des voix diverses et à soutenir des parcours différenciés, en tenant compte des contextes culturels et territoriaux.

Cette dynamique citoyenne se manifeste aussi dans des initiatives culturelles et festives repensées comme des espaces d'inclusion et de lien social. Les réflexions autour de la ville festive ont mis en lumière le potentiel de ces événements pour renforcer le sentiment d'appartenance, favoriser les rencontres et réinvestir l'espace public de manière plus équitable.

La résilience sociale et citoyenne repose sur la capacité à reconnaître les vulnérabilités, à valoriser les solidarités existantes et à créer les conditions d'une participation élargie.

En ce sens, la résilience sociale ne se construit pas uniquement dans les politiques publiques ou les dispositifs formels, mais aussi dans les pratiques du quotidien et les formes d'engagement informelles.

À travers ces exemples, les colloques convergent vers une même idée : la résilience sociale et citoyenne repose sur la capacité à reconnaître les vulnérabilités, à valoriser les solidarités existantes et à créer les conditions d'une participation élargie. En faisant place à la diversité des expériences et des parcours, ces approches contribuent à construire des sociétés plus inclusives, capables de faire face collectivement aux crises et aux transformations à venir.

Résilience sociotechnique : gouverner les usages pour renforcer la confiance

Les transformations technologiques occupent une place croissante dans les réponses apportées aux crises contemporaines. Intelligence

artificielle, outils numériques, exploitation des données ou innovations médicales sont souvent présentés comme des leviers majeurs d'adaptation. Pourtant, **les colloques rappellent avec force que la technologie ne constitue pas, en soi, une solution. C'est dans la manière dont elle est intégrée, régulée et appropriée collectivement que se joue sa contribution réelle à la capacité des sociétés à faire face aux transformations.**

Plusieurs échanges ont mis en évidence les risques liés à une adoption rapide de solutions technologiques sans réflexion suffisante sur leurs usages, leurs finalités et leurs impacts. Dans le champ de l'intelligence artificielle, par exemple, les transformations organisationnelles qu'elle induit interrogent autant les modes de travail que les processus de décision, la circulation de l'information ou la responsabilité des acteurs. Sans cadres de gouvernance clairs, ces technologies peuvent fragiliser la confiance, accentuer les asymétries de pouvoir ou renforcer certaines inégalités.

À l'inverse, plusieurs colloques montrent que des approches fondées sur la gouvernance des données et la transparence des usages permettent de faire de la technologie un véritable outil de résilience. Dans le domaine de la santé notamment, les réflexions autour de l'approche « Une seule santé » (*One Health*) illustrent cette articulation entre innovation scientifique, coordination des acteurs et prise en compte des interdépendances entre santé humaine, animale et environnementale. En reliant les systèmes d'information, les disciplines et les territoires, ces démarches favorisent une compréhension globale des risques et une action plus cohérente.

La résilience sociotechnique repose ainsi sur un équilibre délicat : tirer parti du potentiel des innovations tout en construisant des cadres collectifs capables d'en orienter les usages. Cela suppose d'associer chercheurs, décideurs publics, entreprises et citoyens à la définition des règles du jeu, mais aussi de reconnaître les enjeux éthiques, sociaux et politiques liés aux technologies. Les colloques soulignent que cette co-construction est une condition essentielle pour maintenir la confiance et assurer l'acceptabilité des solutions déployées.

En ce sens, la technologie devient un vecteur de résilience non pas lorsqu'elle s'impose, mais lorsqu'elle s'inscrit dans des pratiques partagées, gouvernées et discutées. En plaçant les usages au cœur des réflexions, les échanges montrent que la résilience sociotechnique

se construit dans le temps long, à travers des processus d'apprentissage collectif et d'adaptation continue.

Résilience environnementale et matérielle : repenser nos relations aux milieux et aux ressources

Les crises environnementales rappellent avec force la dépendance des sociétés humaines aux milieux naturels et aux ressources matérielles. Les colloques montrent que la résilience environnementale ne peut se réduire à une simple capacité de protection ou de réparation : elle implique une transformation profonde des relations entre activités humaines, écosystèmes et flux de matière.

Plusieurs échanges ont mis en lumière la nécessité de dépasser les logiques extractives et linéaires au profit de modèles plus sobres, circulaires et attentifs aux limites planétaires. Les réflexions autour de l'économie circulaire, de la bioéconomie ou de la gestion des ressources soulignent que la résilience passe par une meilleure connaissance des cycles de la matière, mais aussi par une capacité à repenser les modes de production, de consommation et de valorisation des déchets. Là encore, les solutions techniques existent, mais leur efficacité dépend étroitement des cadres économiques, réglementaires et territoriaux dans lesquels elles s'inscrivent.

La résilience environnementale ne peut se réduire à une simple capacité de protection ou de réparation : elle implique une transformation profonde des relations entre activités humaines, écosystèmes et flux de matière.



La résilience environnementale s'exprime également dans la manière dont les territoires composent avec leurs contraintes écologiques. Préserver les sols, les ressources en eau ou la biodiversité tout en répondant aux besoins des populations suppose des arbitrages complexes, souvent traversés par des tensions entre développement, usages et protection des milieux. Les colloques montrent que **ces arbitrages gagnent à être pensés collectivement, en intégrant les savoirs scientifiques, les connaissances locales et les attentes sociales.**

Enfin, cette approche environnementale de la résilience invite à réhabiliter une relation plus attentive à la matérialité des activités humaines. Derrière les innovations et les transitions affichées,

les échanges rappellent que tout changement structurel repose sur des ressources concrètes, des infrastructures et des chaînes de valeur souvent invisibilisées. En rendant visibles ces dimensions matérielles, les colloques contribuent à une compréhension plus réaliste des transformations nécessaires et des compromis qu'elles impliquent.

Ainsi envisagée, la résilience environnementale et matérielle ne se limite pas à une adaptation aux contraintes écologiques. Elle devient un levier de transformation des modèles de développement, fondé sur la sobriété, la coopération et une réinscription des activités humaines dans les limites des écosystèmes. Une perspective qui fait écho aux autres formes de résilience observées et souligne leur profonde interdépendance. •

Santé : quand la résilience part des objectifs de vie

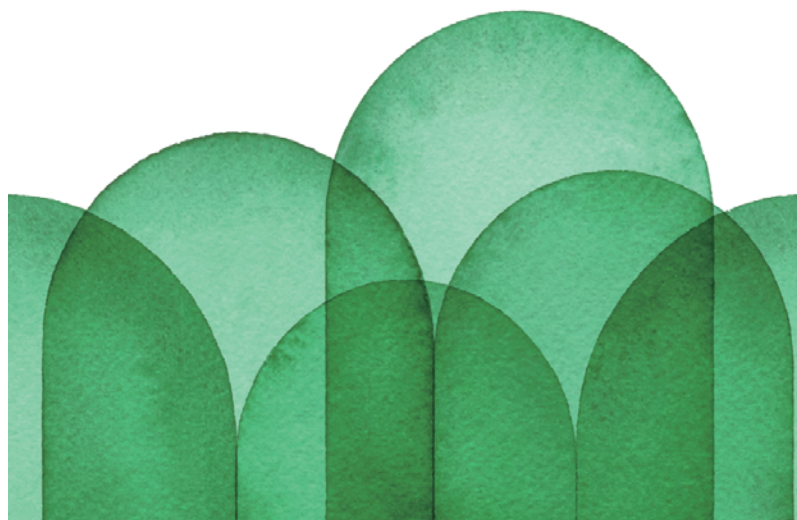
Et si la résilience en santé consistait avant tout à repartir de ce qui compte pour les personnes ?

C'est le principe des « Soins orientés vers les objectifs » (ou *goal-oriented care*), une approche qui place les objectifs de vie des patients au cœur des décisions de soin et d'accompagnement.

Présentée lors des Entretiens Jacques Cartier 2025, cette démarche rompt avec une logique strictement biomédicale pour intégrer les dimensions sociales, environnementales et relationnelles de la santé. Plutôt que de se focaliser uniquement sur la maladie, elle invite à s'interroger sur ce que les personnes souhaitent préserver ou retrouver — autonomie, qualité de vie, participation sociale. Comme l'ont souligné les échanges, il s'agit de « partir des objectifs de vie plutôt que des seuls symptômes ».

Cette démarche repose sur une coordination étroite entre professionnels de santé, services sociaux, collectivités, proches aidants et patients eux-mêmes. En s'appuyant sur des réseaux locaux, cette approche favorise des réponses plus adaptées aux réalités des territoires et aux vulnérabilités spécifiques des populations. Elle illustre ainsi une résilience à la fois territoriale et sociale, ancrée dans les pratiques de proximité.

En reconnaissant l'expertise des personnes concernées et en valorisant leur capacité à participer aux décisions qui les touchent, cette démarche contribue également à renforcer l'autonomie et l'inclusion. Elle mobilise enfin des outils de coordination pensés au service des usages, montrant que la résilience ne se décrète pas, mais se construit dans le temps, par la coopération et l'ajustement continu des pratiques. •



Chapitre 3

Des transformations à l'œuvre

Changer les modèles plutôt que s'adapter à leurs limites

Si la résilience permet de faire face aux crises, elle ne suffit plus lorsque les déséquilibres deviennent structurels. Les colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 montrent qu'au-delà de l'adaptation, de véritables changements sont déjà à l'œuvre, touchant les systèmes de santé, les organisations, l'éducation, la culture ou encore les modèles économiques. Ces transformations ne relèvent ni de l'innovation technologique seule ni de solutions clés en main, mais de changements plus profonds dans les manières de produire, de décider, de former et de transmettre. À l'interface des disciplines et des secteurs, les échanges mettent en lumière des dynamiques en cours, encore fragiles parfois, mais porteuses de nouvelles trajectoires de développement.

Transformer les systèmes de santé : du soin à l'accompagnement global

Les échanges tenus lors des Entretiens Jacques Cartier 2025 montrent que **la transformation des systèmes de santé ne se joue plus uniquement sur le terrain des innovations médicales, mais dans une redéfinition plus profonde de ce que signifie « soigner »**. Face à l'augmentation des maladies chroniques, au vieillissement des populations et à la complexification des parcours de vie, les approches centrées exclusivement sur la pathologie atteignent leurs limites.

Plusieurs colloques mettent en avant un déplacement progressif vers des modèles d'accompagnement global, intégrant les dimensions sociales, environnementales et relationnelles de la santé. Il ne s'agit plus seulement de traiter une maladie, mais de soutenir les personnes dans leurs objectifs de vie, en tenant compte de leur autonomie, de leur environnement et de leurs ressources. Cette transformation implique une meilleure articulation entre soins, prévention, accompagnement social et acteurs de proximité.

Ce changement de paradigme transforme également l'organisation des systèmes de santé.



Il appelle à une coordination renforcée entre professionnels, institutions et territoires, mais aussi à une reconnaissance accrue de l'expertise des patients et des proches aidants. Les colloques montrent que ces évolutions, encore en construction, dessinent des systèmes de santé plus adaptatifs, capables non seulement de résister aux crises, mais de se transformer durablement pour répondre aux besoins des populations.

Transformer les organisations : gouvernance, IA et responsabilité

Les transformations à l'œuvre dans les organisations ne se résument pas à l'adoption de nouveaux outils. Les colloques montrent que **l'enjeu central réside dans l'évolution des modes de gouvernance, de décision et de responsabilité**, notamment face à l'intégration croissante de l'intelligence artificielle et aux exigences accrues en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Dans ce contexte, l'IA apparaît moins comme une révolution technologique autonome que comme un révélateur des fragilités organisationnelles existantes. Son déploiement interroge la répartition des responsabilités, la transparence des décisions, la circulation de l'information et la capacité des organisations à maintenir la confiance, en interne comme vis-à-vis de leurs parties prenantes. Les échanges soulignent que sans cadres clairs et partagés, ces outils peuvent accentuer les déséquilibres plutôt que les corriger.

Parallèlement, les réflexions autour des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) montrent que la transformation des organisations passe par une redéfinition de leur finalité. **Il ne s'agit plus seulement d'optimiser la performance économique, mais d'intégrer durablement des enjeux sociaux, environnementaux et éthiques dans les stratégies de développement.** Les colloques mettent en lumière des dynamiques encore hétérogènes, mais convergentes : celles d'organisations qui cherchent à articuler innovation, responsabilité et gouvernance, pour faire évoluer leurs modèles dans un monde en mutation.

Transformer par l'éducation et la culture : former, transmettre, faire évoluer les pratiques

Les transformations durables ne peuvent s'opérer sans une évolution profonde des manières de former, de transmettre et de produire des savoirs. Les colloques des EJC 2025 soulignent le rôle central de l'éducation et de la culture dans l'accompagnement des transitions, en préparant les individus et les organisations à évoluer dans des contextes incertains et en mutation rapide.

Les échanges consacrés à l'enseignement supérieur et à la formation mettent en évidence des transformations déjà engagées, notamment face au développement de l'intelligence artificielle générative. Il ne s'agit plus seulement d'intégrer de nouveaux outils pédagogiques, mais de repenser

Les transformations durables ne peuvent s'opérer sans une évolution profonde des manières de former, de transmettre et de produire des savoirs.

les compétences à transmettre, les modalités d'apprentissage et la place des enseignants comme médiateurs des savoirs. Cette évolution interroge en profondeur les finalités de l'éducation : former à des métiers, mais aussi à l'esprit critique, à l'éthique et à l'adaptabilité.

Du côté des pratiques culturelles et des savoir-faire, les colloques soulignent également l'importance de la transmission comme levier de transformation. Qu'il s'agisse des métiers d'art, des pratiques culturelles ou des dynamiques patrimoniales, les échanges montrent que préserver et faire évoluer les savoir-faire implique de créer des ponts entre générations, territoires et disciplines. La transformation ne passe pas par la rupture, mais par une capacité à réinventer les pratiques en restant fidèle à leurs valeurs.



À travers ces réflexions, les colloques convergent vers une même idée : **l'éducation et la culture constituent des espaces privilégiés pour penser le changement dans la durée.** En articulant innovation, transmission et réflexion critique, elles contribuent à faire émerger des transformations profondes, capables d'accompagner les sociétés dans un monde en mutation.

Transformer les modèles économiques et industriels : sobriété, circularité, ancrage territorial

Les transformations à l'œuvre touchent également les modèles économiques et industriels, confrontés à la fois aux limites des ressources, aux exigences environnementales et aux attentes sociales

croissantes. Les colloques des Entretiens Jacques Cartier 2025 montrent que **la transition ne repose pas uniquement sur l'innovation technologique, mais sur une remise en question plus profonde des logiques de production, de valeur et d'ancrage territorial.**

Les réflexions autour de l'économie circulaire, de la bioéconomie ou des filières industrielles durables mettent en lumière un déplacement progressif vers des modèles plus sobres et plus résilients. Il s'agit moins de produire davantage que de produire autrement, en optimisant l'usage des ressources, en valorisant les flux existants et en réduisant les dépendances aux chaînes d'approvisionnement globalisées. Ces transformations supposent une meilleure articulation entre innovation, réglementation et dynamiques territoriales.

Il s'agit moins de produire davantage que de produire autrement.

Les échanges soulignent également le **rôle clé des territoires dans ces mutations économiques.** En s'appuyant sur des écosystèmes locaux — entreprises, centres de recherche, collectivités, acteurs de la formation —, de nouvelles formes de coopération émergent, favorisant l'expérimentation et l'adaptation des modèles industriels aux réalités locales. Cette approche territorialisée permet de concilier performance économique, responsabilité environnementale et développement local.

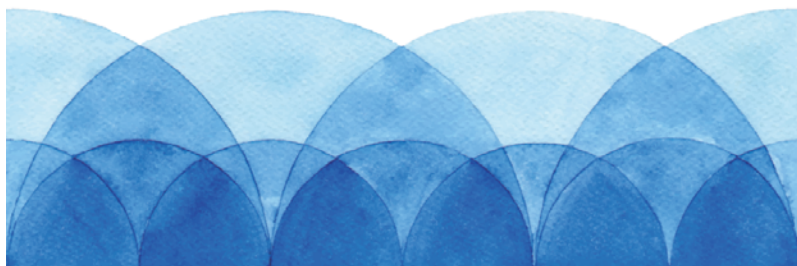
Enfin, les colloques consacrés aux métiers d'art et aux savoir-faire rappellent que la transformation économique ne se joue pas uniquement dans les secteurs technologiques ou industriels. La transmission des compétences, la valorisation du travail manuel et la reconnaissance des savoir-faire contribuent elles aussi à faire évoluer les modèles de production, en réinscrivant l'économie dans des logiques de durabilité, de qualité et de sens. •

Transformer n'est pas innover à tout prix

Les transformations mises en lumière lors des Entretiens Jacques Cartier 2025 rappellent une évidence souvent occultée : innover ne suffit pas à transformer. Si l'innovation technologique occupe une place centrale dans de nombreux discours, elle peut aussi produire des effets limités, voire contre-productifs, lorsqu'elle n'est pas pensée dans ses usages, ses impacts et ses finalités.

Les échanges soulignent que la véritable transformation s'opère moins par l'accumulation de solutions nouvelles que par un changement de cadre : repenser les modes de gouvernance, les modèles économiques, les organisations du travail ou les priorités collectives. Dans certains cas, transformer implique aussi de ralentir, de simplifier ou de renoncer à des dispositifs inadaptés, plutôt que d'ajouter de nouvelles couches d'innovation.

À travers des domaines aussi variés que la santé, l'éducation, l'économie ou la culture, les colloques convergent vers une même idée : l'innovation devient un levier de transformation lorsqu'elle est située, gouvernée et partagée, au service de projets collectifs clairement définis. Transformer, ce n'est donc pas innover plus, mais innover autrement, en tenant compte des contextes, des acteurs et des limites des systèmes existants. •



RÉSILIENCES ET TRANSFORMATIONS

Entretiens Jacques Cartier 2025

25 colloques



≠ des problématiques distinctes,

= des systèmes interdépendants

Il ne s'agit plus de faire face à des crises ponctuelles, mais à un **changement d'état durable**.

INNOVATIONS



SANS

- règles claires
- réflexion éthique partagée
- pilotage collectif

peuvent aussi renforcer les déséquilibres existants, voire créer de nouvelles formes de vulnérabilité.

Gouverner l'innovation devient un enjeu central des transformations à l'œuvre.

Mise en commun

Savoirs

Capacités d'action

Expériences

DES RÉPONSES

- + JUSTES
- + ADAPTÉES
- + DURABLES

2 RÉSILIENCES PLURIELLES

territoriales

- Valorisation des savoirs locaux
- Renforcement des liens entre acteurs
- Rôle central des collectivités territoriales

sociale et citoyenne

- Capacité :
- à faire collectif
 - à créer des solidarités
 - à reconnaître les vulnérabilités

sociotechnique

Technologie intégrée, régulée et appropriée collectivement

environnementale et matérielle

Sobriété, coopération et réinscription des activités humaines dans les limites des écosystèmes

3 Des transformations à l'œuvre

Systèmes de santé

- Accompagnement global
- Coordination renforcée entre professionnels, institutions et territoires
- Reconnaissance de l'expertise des patients



Organisations

- Cherchent à articuler innovation, responsabilité et gouvernance

Éducation et culture

- Repenser les compétences à transmettre, les modalités d'apprentissage et la place des enseignants comme médiateurs des savoirs.
- Former à des métiers, mais aussi à l'esprit critique, à l'éthique et à l'adaptabilité.

Modèles économiques et industriels

- ≠ L'innovation technologique = remise en question plus profonde des logiques de production, de valeur et d'ancrage territorial.

Il s'agit moins de produire davantage que de produire autrement !

Le rôle concret des
Entretiens Jacques Cartier

Faire dialoguer les territoires pour transformer durablement

À l'heure où les transformations à engager dépassent les frontières sectorielles comme géographiques, les Entretiens Jacques Cartier apparaissent comme un espace singulier de coopération et d'action. En mettant en dialogue les acteurs d'Auvergne-Rhône-Alpes et du Québec, les EJC ne se contentent pas de faire circuler des idées : ils créent les conditions d'une fertilisation croisée entre territoires, disciplines et secteurs, propice à l'émergence de projets concrets et durables. Les colloques de l'édition 2025 montrent que cette dynamique franco-québécoise permet d'articuler des contextes différents, mais comparables, de confronter les approches et d'accélérer la mise en réseau des acteurs. Une capacité d'agir collective, au service des territoires, qui constitue l'un des apports majeurs des Entretiens Jacques Cartier.



1. Coopérer entre territoires : la force du dialogue Auvergne- Rhône-Alpes / Québec

Au cœur des Entretiens Jacques Cartier se trouve une conviction forte : **les transformations contemporaines gagnent à être pensées à partir de dialogues entre territoires confrontés à des enjeux similaires, mais inscrits dans des contextes différents.** La coopération entre l'Auvergne-Rhône-Alpes et le Québec illustre pleinement cette approche. En croisant des cadres institutionnels, des cultures de l'action publique et des traditions de recherche distinctes, les EJC créent un espace de décentrement propice à l'apprentissage mutuel.

Les colloques de l'édition 2025 montrent que **cette relation franco-québécoise permet d'interroger les évidences, de comparer les modes de gouvernance et de mettre en perspective les solutions envisagées de part et d'autre de l'Atlantique.** Les échanges ne visent pas à transposer des modèles, mais à enrichir les pratiques par la confrontation des expériences, en tenant compte des réalités propres à chaque territoire. En favorisant ces regards croisés, les EJC contribuent à faire émerger des réponses plus robustes et mieux adaptées aux enjeux locaux. La coopération Auvergne-Rhône-Alpes / Québec apparaît ainsi comme un levier stratégique de transformation, capable de nourrir des dynamiques territoriales durables et de renforcer la capacité collective à agir face aux mutations en cours.

2. Croiser les disciplines pour faire émerger des solutions transversales

L'un des apports majeurs des Entretiens Jacques Cartier réside dans leur capacité à **faire dialoguer des disciplines et des secteurs qui, en temps ordinaire, évoluent rarement ensemble**. En réunissant chercheurs, décideurs publics, acteurs économiques, praticiens et représentants de la société civile, les EJC créent un espace propice à la confrontation des points de vue et à l'émergence de lectures transversales des enjeux.

L'édition 2025 confirme que cette fertilisation croisée permet de dépasser les approches en silos, en

mettant en relation des problématiques de santé, d'environnement, d'innovation, de culture ou d'économie. Ce croisement des disciplines ne vise pas à produire des solutions uniformes, mais à enrichir les diagnostics et à ouvrir de nouvelles pistes d'action, plus ajustées à la complexité des situations.

En favorisant ces dialogues interdisciplinaires, les EJC contribuent à faire émerger des solutions plus systémiques, capables de prendre en compte les interdépendances entre enjeux et acteurs. Une dynamique essentielle pour accompagner des transformations qui ne peuvent être pensées ni mises en œuvre de manière isolée.



3. Mettre en réseau pour agir : des échanges aux projets

Au-delà des temps de réflexion et de débat, les Entretiens Jacques Cartier se distinguent par leur capacité à **mettre en réseau des acteurs dans la durée**. Les colloques de l'édition 2025 montrent que les échanges engagés lors des EJC constituent souvent un point de départ — ou un accélérateur — pour des coopérations concrètes, à l'échelle des territoires et des secteurs.

Dans des domaines tels que la santé, l'environnement, l'innovation ou l'entrepreneuriat, les EJC facilitent la rencontre entre porteurs de projets, institutions, chercheurs, acteurs économiques et décideurs publics. Cette mise en relation favorise la structuration de réseaux thématiques, l'émergence de partenariats et le développement de projets collaboratifs, parfois prolongés bien au-delà de l'événement. Les travaux autour des polluants émergents ou des enjeux sanitaires illustrent notamment cette dynamique de coopération renforcée. **En inscrivant les échanges dans une temporalité qui dépasse celle des colloques, les EJC contribuent à transformer des discussions en leviers d'action.** Cette capacité à faire circuler les idées, à connecter les acteurs et à accompagner les projets dans le temps constitue l'un des ressorts essentiels de leur impact sur les territoires.



4. Donner une visibilité politique aux transformations en cours

En réunissant une diversité d'acteurs autour d'enjeux communs, les Entretiens jouent également un rôle clé de mise en visibilité politique et institutionnelle des transformations à l'œuvre. **Les colloques offrent un espace où des problématiques émergentes, parfois encore peu présentes dans les agendas publics, peuvent être formulées, discutées et portées collectivement.**

Les échanges de l'édition 2025 montrent que cette visibilité constitue un levier important pour les décideurs publics et les institutions. En croisant les regards de la recherche, des territoires et des acteurs de

terrain, les EJC contribuent à éclairer la décision publique, sans prescrire de solutions toutes faites. Ils permettent d'identifier des tendances de fond, de mieux comprendre les enjeux systémiques et d'anticiper les évolutions à venir.

En ce sens, **les EJC agissent comme une interface entre réflexion et action publique.** En donnant une scène à des coopérations en construction et à des initiatives encore fragiles, ils participent à leur reconnaissance et à leur légitimation. Une fonction essentielle pour accompagner des transformations qui nécessitent, pour s'inscrire dans la durée, un dialogue constant entre acteurs scientifiques, politiques et institutionnels. •



Ce que permettent les Entretiens Jacques Cartier

Les Entretiens Jacques Cartier ne sont pas seulement un temps de réflexion. Ils constituent un outil de coopération et d'action, au service des territoires et des transformations en cours.

À travers cette dynamique, les Entretiens Jacques Cartier permettent de :

- **Mettre en dialogue des territoires aux contextes différents** mais confrontés à des enjeux comparables.
- **Croiser les disciplines et les secteurs**, en réunissant recherche, action publique, monde économique et société civile.
- **Faire émerger des diagnostics partagés**, au-delà des approches en silos.
- **Structurer des réseaux durables**, favorisant la continuité des échanges après les colloques.
- **Accélérer des coopérations et des projets**, à l'échelle locale, nationale et internationale.
- **Donner une visibilité politique** à des enjeux émergents et à des dynamiques en construction.

En créant ces conditions, les EJC contribuent à renforcer la capacité collective à agir, face à des transformations qui nécessitent coopération, transversalité et inscription dans le temps long.

Conclusion

3 questions à... Mathias Bernard



En conclusion de ce livre blanc, Mathias Bernard, président de l'Université Clermont Auvergne et du Comité de programmation et de prospective du Centre Jacques Cartier, propose une lecture transversale de l'édition 2025 des EJC. Il revient sur les enseignements majeurs de cette première publication post-Entretiens, la singularité de la démarche franco-qubécoise et la manière dont ces réflexions nourrissent déjà les perspectives de l'édition 2026.

Quel regard portez-vous sur les grands enseignements de l'édition 2025 des Entretiens Jacques Cartier ?

L'édition 2025 marque une étape importante pour les Entretiens Jacques Cartier. Pour la première fois, une thématique transversale — résiliences et transformations — a été pensée comme un fil conducteur commun. Ce livre blanc permet d'en restituer clairement les principaux enseignements : **cette thématique a joué un rôle fédérateur, en traversant l'ensemble des colloques et des disciplines**, de la santé aux sciences humaines et sociales, des innovations technologiques à la culture ou aux territoires. Cela confirme la pertinence d'un tel cadrage thématique, capable de donner de la cohérence à la diversité des échanges.

Sur le fond, plusieurs enseignements se dégagent. Les colloques montrent d'abord que les transitions en cours relèvent moins d'une juxtaposition de transitions progressives ou sectorielles, que d'un moment de bascule de nos modèles économiques, sociaux et politiques. Les échanges montrent que **nous sommes à un point charnière, où l'adaptation ne suffit plus et où des transformations structurelles deviennent nécessaires**.

Cette idée de bascule met en lumière l'originalité et la force de la démarche d'innovation portée par les EJC : le croisement entre le monde académique, la recherche, les entreprises, les administrations et les collectivités. Ce dialogue entre acteurs aux logiques et aux temporalités différentes constitue une force majeure pour penser des réponses à la hauteur des enjeux.

Un deuxième enseignement majeur concerne la question de la gouvernance de l'innovation. Si l'on souhaite accompagner de véritables transformations, **l'innovation ne peut être laissée à elle-même**. Elle doit être gouvernée, pilotée, discutée collectivement. Les colloques montrent combien il est nécessaire d'intégrer pleinement les sciences humaines et sociales dans des réflexions souvent dominées par des approches techniques, notamment dans les domaines de la santé ou de l'environnement.

Enfin, un autre fil rouge traverse de nombreuses contributions : **la question des inégalités sociales et territoriales**. Les échanges rappellent que les transitions et les politiques de résilience ne peuvent être pensées indépendamment de ces inégalités, qui conditionnent fortement les capacités d'adaptation des populations et des territoires. Réduire ces écarts apparaît comme un enjeu profondément politique, au cœur des réflexions menées lors de cette édition.

En quoi ce livre blanc met-il en lumière les apports spécifiques des EJC, notamment dans le dialogue entre le Québec et les territoires d'Auvergne-Rhône-Alpes ?

Ce qui ressort de cette édition, c'est l'originalité profonde de la démarche portée par les EJC, qui repose à mes yeux sur un double mouvement. D'abord, celui d'un dialogue transatlantique fondé sur la comparabilité des situations plutôt que sur la recherche d'un modèle unique. **Les EJC ne visent pas à produire des solutions clés en main, mais à interroger nos propres manières de faire à la lumière de contextes différents**. Les territoires québécois et d'Auvergne-Rhône-Alpes sont confrontés à des enjeux similaires — qu'il s'agisse de transitions écologiques, de santé, d'innovation ou

de transformations sociales — tout en étant inscrits dans des cadres institutionnels, culturels et politiques distincts. C'est précisément cette mise en regard qui permet de prendre du recul, de questionner les évidences et d'enrichir les pratiques de part et d'autre.

Ensuite, **les Entretiens Jacques Cartier s'inscrivent dans une logique de continuum entre le monde académique, les décideurs publics, les entreprises et les citoyens**. Cette hybridation des regards et des pratiques permet de dépasser une approche strictement théorique pour aller vers des dynamiques plus opérationnelles. Les échanges favorisent la mise en relation, la structuration de réseaux et l'émergence de coopérations concrètes, parfois prolongées bien au-delà des temps de colloques.

Cette **capacité à articuler réflexion, mise en réseau et action** constitue, selon moi, l'un des apports majeurs des EJC. Elle leur permet d'agir comme un espace de médiation et d'expérimentation, où les idées circulent, se confrontent et peuvent, dans certains cas, se traduire en projets au service des territoires et de l'intérêt général.

Comment ces réflexions autour des résiliences et des transformations nourrissent-elles les orientations futures des EJC, notamment pour l'édition 2026 ?

L'édition 2025 constitue, à bien des égards, une base très solide pour penser la suite des Entretiens Jacques Cartier. Les réflexions menées autour des résiliences et des transformations permettent de poser un cadre particulièrement fécond pour aborder les enjeux à venir. La thématique retenue pour l'édition 2026 — **Liberté, responsabilité, souveraineté : des défis pour innover ensemble** — s'inscrit clairement dans le prolongement des travaux engagés cette année.

L'édition 2025 a permis de questionner en profondeur le sens et les finalités de l'innovation, en mettant en lumière les conditions dans lesquelles elle peut accompagner de véritables transformations. À partir de là, la notion de liberté peut être abordée de manière très concrète : quelle est la marge de manœuvre réelle des acteurs face à des transformations économiques, sociales ou environnementales qui semblent parfois subies, voire inéluctables ? Quelle capacité ont-ils à agir, à décider, à expérimenter dans des contextes de plus en plus contraints ?

La question de la responsabilité prolonge directement ces réflexions. Innover suppose d'assumer des choix, de piloter des trajectoires et de prendre en compte leurs effets à long terme, qu'ils soient sociaux, environnementaux ou environnementaux. Enfin, la notion de souveraineté invite à repenser les cadres d'action dans un monde profondément interdépendant, où les réponses aux défis contemporains ne peuvent être que collectives et partagées.

En ce sens, **l'édition 2025 répond avant tout à la question du pourquoi innover, tandis que l'édition 2026 permettra d'explorer plus explicitement celle du comment innover ensemble**. Il y a là une continuité intellectuelle forte, qui inscrit les Entretiens Jacques Cartier dans une réflexion de long terme, attentive à la fois aux transformations en cours et aux conditions concrètes de leur mise en œuvre. •



Merci à nos partenaires des EJC 2025

Le Centre Jacques Cartier remercie l'ensemble de ses partenaires pour leur mobilisation, leur confiance et leur engagement dans le succès des Entretiens Jacques Cartier 2025.

- Agence RG+
- Aéroports de Lyon
- Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises
- Axelera
- Cégep de Victoriaville
- Centrale Lyon
- Centre Léon Bérard
- Chambre de commerce et d'industrie Lyon métropole Saint-Étienne Roanne
- Chambre de commerce du Montréal métropolitain
- CLARA
- Clermont Auvergne Métropole
- Commissaire à la langue française
- Communauté métropolitaine de Montréal
- Compagnie nationale du Rhône
- Confédération des petites et moyennes entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Confédération des petites et moyennes entreprises du Rhône
- Conseil des relations internationales de Montréal
- CPE Lyon
- École de technologie supérieure
- École des mines de Saint-Étienne
- École nationale des travaux publics de l'État
- École nationale supérieure d'architecture de Lyon
- École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
- École normale supérieure de Lyon
- École supérieure des professions immobilières
- emlyon business school
- Everial Canada
- Fonds de recherche du Québec
- Gouvernement du Québec
- HEC Montréal
- Hospices Civils de Lyon
- Institut national de la recherche scientifique
- Institut Mérieux
- Institut national des sciences appliquées de Lyon
- Institut national de la santé et de la recherche médicale
- Le Vinatier – Psychiatrie Universitaire Lyon Métropole
- Medef Auvergne-Rhône-Alpes
- Métropole de Lyon
- Polytechnique Montréal
- Région Auvergne-Rhône-Alpes
- Science-po Lyon
- Siparex
- Tourisme Montréal
- Université catholique de Lyon
- Université Claude Bernard Lyon 1
- Université Clermont Auvergne
- Université d'Ottawa
- Université de Lyon
- Université de Montréal
- Université de Sherbrooke
- Université du Québec
- Université du Québec à Montréal
- Université Grenoble Alpes
- Université Jean Monnet Saint-Étienne
- Université Jean Moulin Lyon 3
- Université Laval
- Université Lumière Lyon 2
- Université McGill
- VetAgroSup
- Ville de Lyon
- Ville de Montréal

Éditeur
Centre Jacques Cartier, 26, place
Bellecour 69002 Lyon - FR

Direction de la publication
Amandine Bresselle, directrice
générale - CJC

Coordination éditoriale
Benjamin Augereau, responsable
communication, partenariats et
gestion de projets - CJC

Rédaction
Marie Privé

Conception graphique
et mise en page
Tiphaine Vezier

Illustrations / photographies
**iStock (illustrations) - Dream Art
Media/Geoffrey Reynard (photos
pages 26-31)**

Date de publication
Janvier 2026

Mentions légales
© **Centre Jacques Cartier**, 2026

Tous droits réservés.
Toute reproduction ou
représentation, totale ou partielle,
par quelque procédé que ce soit,
sans autorisation préalable, est
interdite.

**Le Centre Jacques Cartier
remercie l'ensemble des
porteuses et porteurs de projet
pour la production des fiches de
synthèse ainsi que les membres
du comité de programmation
et de prospective, chargés de
l'évaluation des projets.**

ANNEXES

Fiches de synthèse des colloques et rencontres

Chapitre 1 : Santé et sciences de la vie.....p.40

- 1.1. Un esprit sain dans un cerveau et un environnement sains : perspectives pour une santé mentale durable.....p.40
- 1.2. Des enjeux aux solutions au cœur des parcours intégrés des personnes âgées touchées par le cancerp.43
- 1.3. Innover en technologies médicales : pour une santé accessible, équitable et personnaliséep.48
- 1.4. 1. Exploration de la problématique PFAS sur le territoire de la Métropole de Lyon – Dialogue AURA-Québec pour *Une seule Santé*
2. PFAS et *Une seule santé* : vers une coopération Auvergne-Rhône-Alpes-Québec pour des territoires résilients.....p.50
- 1.5. BIRD : Biosurveillance, Innovation et Entrepreneuriat : Bâtir une Résilience Durable . p.53
- 1.6. Résilience et transformation en santé : vers des soins centrés sur les objectifs de vie des usagers p.55

- 1.7. Gagner en résilience en affrontant ensemble les prochaines urgences sanitaires p.59
- 1.8. Alimentation saine et durable : nouveaux enjeux et stratégies nutritionnelles et culturelles.. p.62
- 1.9. Développer une médecine du microbiote pour restaurer la symbiose hôte-microbes..p.66
- 1.10. La prévention en action : partager et utiliser les connaissances pour transformer les pratiquesp.69
- 1.11. L'approche *Une seule santé* pour répondre aux enjeux urbains de demain..... p.71

Chapitre 2 : Enjeux de l'innovation et des nouvelles technologies p.74

- 2.1. Écosystèmes d'innovation : caractéristiques & transformations majeures – Regards croisés Auvergne-Rhône-Alpes x Québec..... p.74
- 2.2. IA : À quelles transformations les organisations s'exposent-elles ? p.77

- 2.3. Entre tradition et innovation : renforcer les synergies pour accompagner les mutationsdans les métiers d'artp.81
- 2.4. Les nouvelles technologies en mobilité : freins ou accélérateurs des stratégies de mobilité et d'accessibilité municipales ? p.85
- 2.5. IA générative et formations universitaires : innovation, régulation et agentivité.....p.88

Chapitre 3 : Enjeux économiques et écoresponsables..... p.92

- 3.1. Acceptabilité sociale de la transition écologique (volet 2) : urbanité et santé..... p.92
- 3.2. Territoires en transition : rôle des acteurs des écosystèmes d'entrepreneuriat pour faire face aux défis environnementaux et sociétaux..... p.96
- 3.3. Rencontre France-Québec de l'économie circulaire : évaluer et outiller la transition..... p.99
- 3.4. Responsabilité des entreprises et transition vers la durabilité p.102

- 3.5. Corridor de collaboration Québec-Auvergne-Rhône-Alpes pour que la bioéconomie supporte la résilience des milieux industriels et municipauxp.104

Chapitre 4 : Culture et société.... p.106

- 4.1. Résilience et transitions : la ville festive est-elle inclusive ? p.106
- 4.2. Nos territoires en mouvement ! Communautés linguistiques minoritaires et extra-territorialité : regards croisés..... p.109
- 4.3. Allier recherche et pratique : levier d'actions transformatrices pour l'équité, la diversité et l'inclusion....p.111
- 4.4. Les jeunesses francophones : quels nouveaux repères pour la représentation de soi et l'inclusion ? p.114

Rencontre sectorielle : Commission internationale franco-canadiennep.117

Stratégies d'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur face à l'accélération du désordre mondialp.117

Chapitre 1 : Santé et sciences de la vie

1.1. Un esprit sain dans un cerveau et un environnement sains : perspectives pour une santé mentale durable

Date et lieu : 6 octobre 2025, Le Vinatier - PULM (Bron)
Nombre de participants : 70
Personnes contact : Cindy Pagès et Sylvia Topouzkhania
 (Le Vinatier - PULM)
S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ? Non
[➤ Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les enjeux majeurs en psychiatrie et santé mentale (grande cause nationale en France en 2025) sont les suivants :

- la nécessité de réinventer les pratiques psychiatriques face à un monde en pleine mutation, avec des défis sanitaires et sociaux complexes,
- la démocratisation des nouvelles thérapies de précision, notamment par la neuromodulation, pour offrir des traitements mieux ciblés et plus efficaces,
- la valorisation de la pair-aidance et des patients partenaires, reconnaissant l'expertise vécue des patients comme levier essentiel pour humaniser les soins et lutter contre la stigmatisation,
- l'intégration des neurosciences dans la conception des espaces de soins à travers des approches biophiliques, visant à créer un environnement favorable au bien-être mental.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience peut être comprise comme la capacité du secteur psychiatrique à s'adapter et à se transformer face aux défis actuels, en intégrant nouvelles technologies, expériences patients et innovations architecturales, afin de favoriser la pérennité et la durabilité des soins et du bien-être mental. Elle reflète aussi la volonté d'une collaboration interdisciplinaire et internationale pour répondre aux besoins complexes et évolutifs des patients.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Le colloque du 6 octobre au Vinatier a illustré la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » des Entretiens Jacques Cartier à travers plusieurs axes innovants et complémentaires :

- La neuromodulation et la psychopharmacologie ont été tout d'abord présentées comme des avancées majeures pour démocratiser les thérapies de précision, permettant des traitements plus ciblés et efficaces. Cette innovation traduit une adaptation et une transformation continue des pratiques psychiatriques face aux enjeux actuels, incarnant la résilience du secteur.
- la valorisation de la pair-aidance et la reconnaissance des patients partenaires ont ensuite mis en avant le pouvoir de l'expérience vécue comme levier de déstigmatisation et d'humanisation des soins. Ce modèle participatif crée de nouvelles dynamiques relationnelles entre soignants et soignés, renforçant l'engagement et la capacité d'adaptation des patients.
- Enfin, les approches biophiliques intégrant neurosciences et design architectural ont illustré la transformation dans la conception des espaces de soin, visant à favoriser le bien-être mental par des environnements plus sains et apaisants, ce qui répond aux mutations environnementales et sociétales.

Ainsi, ce colloque a mis en lumière la résilience comme capacité d'adaptation et de transformation portée par la recherche, l'innovation thérapeutique, la participation active des patients, et une conception renouvelée des environnements thérapeutiques. Ces nouvelles dynamiques montrent comment la psychiatrie s'adapte à un monde en mutation, par la coopération interdisciplinaire et la mise en œuvre de pratiques inclusives et durables.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Plusieurs pistes concrètes ont émergé :

- Développer et démocratiser l'accès à la stimulation cérébrale (neuromodulation)
- Structurer les dispositifs de pair-aidance et intégrer les patients partenaires dans les processus décisionnels et thérapeutiques
- Promouvoir des environnements de soins basés sur des principes biophiliques qui soutiennent le bien-être
- Encourager la recherche interdisciplinaire et l'innovation architecturale pour créer des espaces adaptés aux besoins des patients.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle et l'engagement citoyen jouent un rôle clé dans la réussite des solutions et pistes d'action en psychiatrie et santé mentale en France en 2025.

La coopération intersectorielle rassemble différents acteurs cliniques, sociaux, éducatifs et institutionnels pour coordonner les actions, favoriser le repérage précoce, la prise en charge globale et l'accompagnement durable des patients. Par exemple, la formation conjointe des personnels scolaires, soignants, travailleurs sociaux et patients partenaires permet un repérage plus

efficace et une réponse plus adaptée aux troubles psychiques émergents. Cette démarche intégrée facilite aussi le développement de parcours de soins de qualité, tout en humanisant la prise en charge. L'engagement citoyen, notamment via la pair-aidance, valorise l'expertise vécue des patients, ce qui contribue à la déstigmatisation et à renforcer leur implication dans leur parcours de soin et dans la co-construction des politiques de santé mentale. Cela favorise un système plus inclusif, où les usagers sont acteurs de leur santé.

Ainsi, en combinant expertises professionnelles, implication des patients et coopération multisectorielle, la résilience collective de la société face aux défis de santé mentale est renforcée, permettant des transformations durables et efficaces. Cela s'inscrit pleinement dans les priorités des programmes nationaux et du colloque évoqué, qui promeut une approche collaborative, interdisciplinaire et centrée sur la personne.

6. Citation "coup de projecteur"

Le titre de notre colloque « Un esprit sain dans un cerveau et un environnement sains : perspectives pour une santé mentale durable. » est déjà une phrase-clé !

Une autre phrase-clé pourrait être : « La résilience en santé mentale se construit par l'innovation, la collaboration et la reconnaissance de l'expérience vécue, ouvrant la voie à des soins plus humains et durables. » •

➤ [Revoir la conférence](#)

1.2. Des enjeux aux solutions au cœur des parcours intégrés des personnes âgées touchées par le cancer

Date et lieu : 6 octobre 2025, Centre Léon Bérard (Lyon)

Nombre de participants : 58

Personnes contact : Chiara Russo, médecin gériatre au Centre Léon Bérard (France), Dominique Tremblay, professeure titulaire à l'Université de Sherbrooke et directrice scientifique au Centre de recherche Charles-Le Moyne (Québec)

S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ?

Oui

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Le vieillissement de la population mondiale s'accélère et bouleversera nos sociétés. En 2050, la population de personnes âgées de 60 ans et plus dans le monde aura doublé alors que le nombre de personnes âgées de 80 ans et plus devrait, pour sa part, tripler entre 2020 et 2050¹. Ce phénomène exige une capacité de résilience inédite pour faire face et s'adapter à la singularité des soins aux personnes âgées touchées par le cancer (ATC). En effet, l'incidence de cette maladie augmente considérablement à l'âge avancé en raison de l'accumulation de facteurs de risque et des mécanismes de réparation cellulaire moins efficaces. Les registres montrent déjà une augmentation continue des diagnostics liés à l'âge, exerçant une pression à la hausse sur les coûts de la santé. Les enjeux décrits dans la littérature scientifique rejoignent les préoccupations des acteurs impliqués.

Les institutions, les instances en recherche, les partenaires communautaires et les experts cliniques œuvrant auprès des ATC déplorent les défis persistants de l'offre des soins liés à l'état de santé, aux besoins, aux attentes et aux choix de vie des personnes âgées touchées par le cancer, incluant les disparités selon l'âge et les inégalités d'accès aux soins et aux services comparativement aux adultes plus jeunes²⁻⁵. Les constats douloureux réalisés pendant la pandémie ont davantage mis en lumière les failles préexistantes des systèmes de santé, particulièrement pour les ATC^{6,7}.

Plusieurs décrivent la sous-représentation des ATC et l'inclusion de patients plutôt en forme qui ne correspondent pas à la réalité dans les études cliniques, les délais plus longs pour le diagnostic et l'accès aux traitements, les évidences de traitements sur ou sous-optimaux, et les besoins globaux non comblés^{8,9}. Ces problèmes persistent alors que des stratégies existent pour traiter le cancer et améliorer l'expérience de santé des ATC.

Ainsi, les confluences entre l'approche gériatrique et la cancérologie représentent un choix obligé en faveur de l'optimisation de la qualité des soins et services. Des experts en appellent à l'adaptation au déclin progressif des fonctions physiologiques liées à l'âge, à l'hétérogénéité de cette population et à l'impact physique et psychologique du cancer et de son traitement pour l'ATC et ses proches aidants^{10,11}. Même si les bénéfices d'une approche gériatrique en cancérologie font l'objet d'orientations prioritaires depuis plus de 25 ans, elle peine à s'intégrer à la pratique courante². Il est plus que jamais requis de repenser et optimiser l'offre de soins et services.

Des modèles de soins intégrés conjuguant bienveillance du soin et bientraitance offrent des opportunités d'amélioration soutenues par la recherche en science de la compassion. Cette bienveillance en santé se traduit dans la pratique lorsqu'elle est soutenue et mise en œuvre par les personnes, les organisations et les collectivités. La bienveillance envers les personnes âgées invite à les écouter, les comprendre, les accepter et les accompagner dans leurs choix, même leurs refus. Les décisions thérapeutiques se centrent sur leurs priorités individuelles et contribuent à soulager leurs préoccupations et leurs souffrances résultant de systèmes de santé mal adaptés et de soignants mal équipés en termes de connaissances, compétences et ressources¹².¹³ Il est donc impératif de mieux comprendre les facteurs facilitants et contraignants d'une approche gériatrique en cancérologie intégrée et bienveillante afin d'agir collectivement à la mise en œuvre de stratégies réalistes, partagées et

mutuellement acceptables pour aller de l'avant.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Sélection de définitions de résilience*

* Traduction libre

Résilience individuelle

« Stabilité fonctionnelle et saine après une situation d'adversité intense. »

« Effort conscient pour aller de l'avant de manière positive, réfléchie et intégrée, grâce aux leçons tirées d'une expérience d'adversité. »^{14, p.3}

Résilience d'équipe

« Capacité d'un groupe d'employés au sein d'une équipe à gérer la pression quotidienne du travail et de demeurer en bonne santé, à s'adapter au changement et à se positionner de manière proactive face aux défis professionnels futurs. »^{15, p.259}

« Processus dynamique permettant de faire face efficacement à l'adversité rencontrée par tous les membres d'une équipe. Trois mécanismes principaux sont mobilisés : minimiser, gérer et apprendre et se remettre. Minimiser implique une surveillance et une préparation afin de réduire au maximum l'impact de l'adversité ; gérer implique une gestion et une adaptation pendant une situation ; et apprendre et se remettre implique de tirer des leçons pour l'avenir et rétablir l'équilibre. »^{16, p.3}

Résilience organisationnelle

« Capacité d'une organisation à maintenir ses fonctions et à se remettre rapidement d'une situation d'adversité en mobilisant et en accordant aux ressources nécessaires. »^{17, p.31}

« Maintien d'une adaptation positive dans des conditions difficiles, de façon à ce que l'organisation en ressorte renforcée et avec des moyens plus importants. »^{18, p.3418}

Résilience des systèmes de santé

« Capacité des professionnels de santé, des organisations ou des systèmes de santé à : a) se préparer et prévenir ; b) intégrer et s'adapter afin de maintenir leur structure et leurs fonctions essentielles ; c) se remettre et tirer des leçons des crises, des chocs ou des facteurs de stress. »^{19, p.5}

« Capacité des systèmes de santé à maintenir leurs fonctions essentielles pendant une crise - soudaine ou prévisible, interne ou externe - afin de l'absorber. »^{20, p.11}

« Capacité du système de santé (une clinique, un service hospitalier, un hôpital, un territoire) à adapter son fonctionnement avant, pendant ou après des événements, et ainsi maintenir les opérations requises dans des conditions prévisibles comme imprévisibles. »^{21, p.xxvii}

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

- Les thèmes abordés sont directement reliés à un monde en mutation : vieillissement de la population, besoins grandissants en cancérologie, évolution des pratiques.
- Importance de soigner de façon équitable en gardant l'ATC au centre de la prise en charge.
- Renforcer la bienveillance dans les soins et changer le regard de la société envers l'âgisme.
- Le repérage précoce et la mise en commun des informations permettent de poser des inter-

ventions au-delà des murs des établissements de santé, vers la personne dans sa communauté, l'idée étant dans la transformation d'aller au-delà du système de santé.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Organisation du parcours de soins :

- Coordination Cancérologie – Gériatrie
- Favoriser le dialogue cancérologue-géronte.
- Promouvoir l'évaluation de la fragilité – outils d'évaluation et suivi gériatrique.
- Contribuer au développement des parcours de soins en oncogériatrie.
- Promouvoir la diffusion des référentiels et bonnes pratiques.
- Échanges avec acteurs territoriaux pour impulser une culture gériatrique en cancérologie.
- Soutenir la formation et l'information chez professionnels et grand public.
- Contribuer au développement de la recherche.
- Explorer le projet de vie et la qualité de vie de l'ATC et ses proches (évaluation approfondie par l'infirmière praticienne spécialisée en oncogériatrie).
- Modèle adapté en fonction des ressources et choix organisationnels : trajectoire pour une décision thérapeutique oncogériatrique adaptée à la personne.
- Implication d'intervenants dédiés et formés à l'oncogériatrie.
- Évolution dans les établissements agréés à organiser efficacement les trajectoires relatives aux personnes touchées par le cancer.
- Des marginaux sécants servant d'intermédiaires entre les mondes

dont les logiques d'actions sont différentes²².

- Ne pas sacrifier la culture de mesure; revoir la façon d'évaluer; écouter, pas « faire pour ».
- Connaissance et application des critères de base des « bons soins ».
- Construire avec les ressources en place, adapter, s'ouvrir.

Vers un parcours de soins moins hospitalo-centré :

- Relations Ville → Hôpital, mais également Hôpital → Ville.
- Outil de communication : dossier patient informatisé, partagé et sécurisé.
- Intégration des partenaires communautaires.
- Partenariat, travaux collectifs, mobilisation.

Implication et maintien de l'ATC au centre :

- Implication dans le diagnostic précoce: promouvoir l'information sur les signes à ne pas négliger (population et soignants), la santé et le maintien d'une vie active; modifier les facteurs de risque; maintenir une indépendance fonctionnelle; préserver la liberté de choix.
- Généralisation des programmes de pré-habilitation.
- Partenariat avec les intervenants œuvrant à l'accompagnement du soin cancérologique (exercice physique, nutrition, psychologie, etc.).

Thème pour le prochain colloque (2026) : « L'amour aux temps du cancer : théories et pratiques ».

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

- Sensibilisation de la société, des acteurs œuvrant aux paliers décisionnels et au sein du système de santé, ainsi que des personnes aînées envers le vieillissement, en vue de réduire l'âgisme.
- Implication des ATC et leurs proches le plus tôt possible et à toutes les étapes du parcours de soins pour une approche centrée vers la personne et optimiser la prévention et l'évaluation.
- Implication de l'ATC dans la recherche, valorisant son point de vue, sa sagesse, son expérience.
- Optimisation des mécanismes de transmission de l'information entre les intervenants.
- Implication dans les « 7 P » d'une approche gériatrique intégrée : Prévention, Précocité quant à l'intervention, Priorisation des actions, Projet de vie, Points d'ancrage communs, Prendre soin, Personnalisation.

6. Citation "coup de projecteur"

Vieillir n'est pas mourir ! Misons sur la « longévitalité » des personnes aînées touchées par le cancer, des proches aidants, des intervenants et des systèmes ! •

Annexe - Références

1. World Health Organization. Ageing and health 2022 [updated October 1, 2022. Available from: <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/ageing-and-health>.
2. Cook S, Alibhai S, Mehta R, Savard M-F, Mariano C, LeBlanc D, et al. Improving care for older adults with cancer in Canada: A call to action. *Curr Oncol*. 2024;31(7):3783-97.
3. Parks R, Cheung K-L. Challenges in geriatric oncology—A surgeon's perspective. *Curr Oncol*. 2022;29(2):659-74.
4. Seghers PAL, Alibhai SMH, Battisti NML, Kanesvaran R, Extermann M, O'Donovan A, et al. Geriatric assessment for older people with cancer: Policy recommendations. *Glob Health Res Policy*. 2023;8(1):1-8.
5. Soo WK, Yin V, Crowe J, Lane H, Steer CB, Dārziņš P, et al. Integrated care for older people with cancer: A primary care focus. *Lancet Healthy Longev*. 2023;4(6):e243-e5.
6. Patt D, Gordan L, Diaz M, Okon T, Grady L, Harmison M, et al. Impact of COVID-19 on cancer care: How the pandemic is delaying cancer diagnosis and treatment for American seniors. *JCO Clin Cancer Inform*. 2020;4:1059-71.
7. Tian Y, Qiu X, Wang C, Zhao J, Jiang X, Niu W, et al. Cancer associates with risk and severe events of COVID-19: A systematic review and meta-analysis. *Int J Cancer*. 2021;148(2):363-74.
8. Puts MTE, Papoutsis A, Springall E, Tourangeau AE. A systematic review of unmet needs of newly diagnosed older cancer patients undergoing active cancer treatment. *Support Care Cancer*. 2012;20(7):1377-94.
9. Williams GR, Pisu M, Rocque GB, Williams CP, Taylor RA, Kvale EA, et al. Unmet social support needs among older adults with cancer. *Cancer*. 2019;125(3):473-81.
10. Extermann M, Brain E, Canin B, Cherian MN, Cheung K-L, de Glas N, et al. Priorities for the global advancement of care for older adults with cancer: An update of the International Society of Geriatric Oncology Priorities Initiative. *Lancet Oncol*. 2021;22(1):e29-e36.
11. Scott F, Bossi P, Carola E, Cudennec T, Dielenseger P, Gomes F, et al. Addressing the quality of life needs of older patients with cancer: A SIOG consensus paper and practical guide. *Ann Oncol*. 2018;29(8):1718-26.
12. Gilbert P, Catarino F, Duarte C, Matos M, Kolts R, Stubbs J, et al. The development of compassionate engagement and action scales for self and others. *J Compassionate Health Care*. 2017;4(1):1-24.
13. Malenfant S, Jaggi P, Hayden KA, Sinclair S. Compassion in healthcare: An updated scoping review of the literature. *BMC Palliat Care*. 2022;21(1):1-28.
14. Southwick SM, Bonanno GA, Masten AS, Panter-Brick C, Yehuda R. Resilience definitions, theory, and challenges: interdisciplinary perspectives. *Eur J Psychotraumatol*. 2014;5.
15. McEwen K, Boyd CM. A measure of team resilience: developing the Resilience at Work Team Scale. *J Occup Environ Med*. 2018;60(3):258-72.
16. Tremblay D, Touati N, Kilpatrick K, Durand M-J, Turcotte A, Prady C, et al. Building resilience in oncology teams: protocol for a realist evaluation of multiple cases. *PLoS One*. 2022;17(5):e0268393.
17. Hillmann J, Guenther E. Organizational Resilience: A Valuable Construct for Management Research? *International Journal of Management Reviews*. 2021;23(1):7-44.
18. Vogus TJ, Sutcliffe KM, editors. Organizational resilience: towards a theory and research agenda. 2007 IEEE international conference on systems, man and cybernetics; 2007: IEEE.
19. Tan MZY, Prager G, McClelland A, Dark P. Healthcare resilience: a meta-narrative systematic review and synthesis of reviews. *BMJ Open*. 2023;13(9):e072136.
20. Turenne CP, Gautier L, Degroote S, Guillard E, Chabrol F, Ridde V. Conceptual analysis of health systems resilience: a scoping review. *Soc Sci Med*. 2019;232:168-80.
21. Hollnagel E, Wears R, Braithwaite J. From Safety-I to Safety-II: A White Paper: The Resilient Health Care Net: Published simultaneously by the University of Southern Denmark, University of Florida, USA, and Macquarie University, Australia; 2015.
22. Crozier M, Friedberg E. L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective. Paris: Editions du Seuil; 1977.

1.3. Innover en technologies médicales : pour une santé accessible, équitable et personnalisée

Date et lieu : 6 octobre 2025, I-Factory (Villeurbanne)

Nombre de participants : 150

Personnes contact : Jérôme Chevalier (INSA Lyon) et Anne-Laure Gorget (CNRS), Carl-Éric Aubin (Polytechnique Montréal)

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions

précédentes ? Oui en ligne pendant la pandémie, et TransMedTech en a organisé plusieurs notamment en innovation en santé au cours des dernières années avec différents partenaires.

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les systèmes de soins sont aujourd'hui soumis à de fortes pressions : baisse des moyens financiers, vieillissement de la population, augmentation des maladies chroniques et diminution des effectifs dans le secteur de la santé. Dans ce contexte, l'innovation est souvent perçue comme une réponse majeure. De nombreuses solutions sont en développement, que ce soit dans les laboratoires de recherche ou au sein de start-ups. Cependant, leur déploiement soulève des difficultés concrètes : financement de l'innovation, accessibilité des dispositifs pour tous les patients – y compris les plus vulnérables ou les publics « oubliés » jusqu'ici –, intégration dans les parcours de soins et mise à l'échelle des projets pilotes. C'est précisément à ces enjeux que nous souhaitons répondre en croisant recherche académique, clinique, industrie et utilisateurs finaux.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Dans le domaine de la santé, la résilience est la capacité des systèmes et des acteurs à absorber les chocs (crises sanitaires, contraintes financières, évolutions démographiques) tout en continuant à innover et à se transformer. Cela signifie concevoir des innovations qui ne soient pas seulement performantes techniquement, mais intégrables dans la réalité des soins, durables, accessibles et capables de s'adapter à des contextes très différents – du CHU universitaire aux pays à ressources limitées. Dans notre secteur, la résilience est aussi celle des équipes – chercheurs, cliniciens, industriels – qui travaillent ensemble sur des projets de long terme, parfois sur plusieurs décennies, dans le cas de la biotech, comme de la medtech.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Ce colloque montre concrètement comment la résilience et la transformation se déclinent dans la santé. Nous avons rassemblé des intervenants qui développent des solutions de rupture – bioimpression de valves cardiaques, orthèses connectées pour améliorer l'adhésion thérapeutique, simulateurs haptiques pour l'apprentissage du geste chirurgical, biomatériaux bioactifs pour préserver les tissus... Toutes ces innovations répondent aux défis des systèmes de soins en : – améliorant l'accessibilité et la personnalisation des traitements, – accélérant les processus de guérison, – intégrant des approches interdisciplinaires pour optimiser les résultats cliniques.

Mais elles interrogent aussi l'équité, l'éthique, l'impact économique et environnemental, ce qui en fait de véritables leviers de résilience. Enfin, le colloque met en regard les expériences du Québec et de la France, dans un contexte où l'intelligence collective est indispensable pour imaginer des systèmes de santé capables d'évoluer face aux mutations actuelles.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Les échanges ont permis d'identifier plusieurs pistes d'action : – Intégrer plus tôt les utilisateurs finaux (patients, cliniciens, aidants) dans la conception des dispositifs, comme

l'ont montré les projets sur les orthèses connectées et la bioimpression ; – Développer des outils de simulation et de planification chirurgicale pour améliorer la formation initiale et continue des soignants ; – Adapter les technologies aux contextes locaux pour assurer leur diffusion, y compris dans des pays à ressources limitées (exemple des projets Humanité & Inclusion et LMI) ; – Renforcer les partenariats public-privé de long terme pour faire passer les innovations du laboratoire à la clinique (exemple du biomatériau dentaire développé sur 20 ans).

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

Le développement d'innovations médicales efficaces et acceptées repose sur l'intégration des utilisateurs dès la conception : patients, cliniciens, aidants et associations. C'est ce qui permet de répondre à de vrais besoins et d'assurer l'adoption des dispositifs. Il dépend aussi de la pluridisciplinarité : ingénieurs, biologistes, médecins, industriels, acteurs du terrain et patients doivent travailler ensemble pour faire émerger des solutions transférables. Les projets présentés lors du colloque montrent que c'est dans cette intelligence collective que naissent les innovations les plus pertinentes et les plus durables.

6. Citation «coup de projecteur»

« Une santé accessible et équitable, c'est une santé courageuse, qui n'a pas peur de faire des choix. » Céline Saint Olive Baque, Noraker. •

1.4. 1. Exploration de la problématique PFAS sur le territoire de la Métropole de Lyon – Dialogue AURA-Québec pour Une seule Santé

2. PFAS et Une seule santé : vers une coopération Auvergne-Rhône-Alpes-Québec pour des territoires résilients

Le Symposium *PFAS et Une seule santé* fait suite à un colloque organisé à l'occasion des EJC 2024, *Les PFAS contaminants éternels : état des lieux enjeux et solutions*, le 6 octobre 2024, à l'Université de Montréal. Le Symposium organisé pour l'édition 2025, s'est déroulé en deux temps forts :

1. Un évènement à destination du grand public

Date et lieu : 6 octobre 2025, CPE (Lyon)

Nombre de participants : 100

2. Un évènement à destination d'un public de professionnels, d'institutionnels et d'académiques

Date et lieu : 7 octobre 2025, à l'occasion du salon Pollutec

Nombre de participants : 350

Personnes contact : Frédéric Laroche, Directeur général - Pôle AXELERA, Sébastien Sauvé, Professeur titulaire - Université de Montréal

➤ [Lien page Web du colloque 1](#)

➤ [Lien page Web du colloque 2](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les enjeux principaux liés aux PFAS sont les suivants :

- La mise en place d'un cadre réglementaire clair et stricte sur les différentes matrices (eau, air, sols et visant à encourager la substitution) à l'échelle nationale, européenne avec une intention d'homogénéisation au niveau international
- Poursuivre les travaux de recherche permettant d'accroître la connaissance sur ces substances et leurs impacts sur la santé et l'environnement (par le biais de soutiens financiers)

- Développer des solutions permettant de capter et d'analyser les PFAS pour être en mesure de pouvoir ensuite les détruire (par le biais de travaux de R&D avec des soutiens financiers spécifiques)
- Développer des solutions de destruction des PFAS commercialisables (ayant un modèle économique permettant leur mise sur le marché), en lien étroit avec un cadre réglementaire imposant le suivi et le traitement de ces polluants.
- Favoriser le dialogue et la coopération multi-acteurs : universités, industries, collectivités, pouvoirs publics, et citoyens et pluri-territoires pour faire accélérer la prise

en compte de ces enjeux et faire émerger des solutions concrètes.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience peut correspondre à la capacité de la chimie à développer des alternatives aux matériaux intégrant des PFAS, mais proposant les mêmes fonctions d'usages. Elle renvoie aussi au potentiel de cette filière pour développer des solutions qui vont permettre d'identifier les PFAS dans les milieux (eau, air, sol), de les caractériser, de les surveiller et de les analyser en temps réel, de les collecter, de les extraire, de les traiter, de les détruire.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Notre colloque illustre parfaitement la thématique « Résiliences et transformations » en explorant comment les territoires, les industries, les acteurs publics s'emparent du sujet des polluants éternels (per- et polyfluoroalkylées) qui redéfinissent nos priorités sanitaires et environnementales.

À l'intersection de la science, de la réglementation et de l'innovation, nous avons mis en lumière comment la recherche peut alimenter la nécessaire mutation de la société et des filières industrielles vers des pratiques et alternatives durables ainsi que l'adaptation des cadres réglementaires. En croisant les approches françaises et québécoises, ce dialogue unique a permis d'éclairer sur les leviers d'action pour renforcer la résilience

des écosystèmes et des populations. En proposant des regards croisés et des exemples concrets à travers le prisme de l'approche Une seule santé, i.e. une approche prenant en compte les interconnexions entre la santé des humains, des animaux et des écosystèmes dans un environnement partagé, nous avons pu explorer comment la crise sanitaire et environnementale des PFAS peut se transformer en une opportunité de changement, accélérant ainsi la transition vers un avenir plus durable et plus sûr.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Ce symposium s'inscrit dans un continuum de collaboration entre la France et le Québec sur la gestion des PFAS. En réunissant chercheurs, décideurs, industriels et grand public, nous jetons les bases d'un réseau structuré et pérenne sur les enjeux et solutions liés aux PFAS. L'objectif à long terme est de poursuivre cette dynamique en créant un pôle de coopération franco-québécoise alliant des expertises scientifiques et d'innovation industrielle et de politiques publiques pour mieux anticiper et mieux répondre aux défis des polluants d'intérêts émergents grâce à une approche intégrée Une seule santé.

Parmi les solutions/pistes d'actions concrètes qui ont émergées du Symposium :

- Confirmation de la nécessité de poursuivre ce dialogue Québec-AURA pour trouver des pistes de solutions face à cet enjeu de société (en s'inspirant des actions mises en œuvre sur les autres territoires)

- Lancement d'un AMI sur le territoire de la Métropole de Lyon visant à créer un espace de démonstration de solutions face aux polluants émergents, dont les PFAS.
- L'objectif est de mobiliser toutes les expertises de la recherche académiques et des entreprises autour d'un projet collaboratif visant à accélérer le développement de solutions face aux polluants émergents : identifier, caractériser, surveiller/analyser en temps réel, collecter/extraire, traiter/détruire, etc.
- Volonté de renforcer les collaborations entre la recherche et le monde économique par le biais du montage d'un consortium impliquant des acteurs français, européens et québécois (ex : programme Horizon Europe)

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

En réunissant des experts français et québécois, ce symposium a permis de favoriser un échange transatlantique sur les innovations technologiques, les stratégies de régulation et les opportunités de transition rapide vers des alternatives plus sûres. L'implication du public dans les discussions a permis d'intégrer les perceptions sociétales.

Cette approche multi-acteurs et multi-secteurs souligne que les PFAS sont une illustration parfaite de la nécessité d'une approche intersectorielle, systémique et sociétale, à l'image de l'approche Une seule santé. •

1.5. BIRD : Biosurveillance, Innovation et Entrepreneuriat : Bâtir une Résilience Durable

Date et lieu : 7 octobre 2025, IUT Clermont Auvergne, Université Clermont Auvergne (Clermont-Ferrand)

Nombre de participants : 80, dont 35 étudiants du Master 1 et 2 Diagnostic Biomédical

Porteuse de projet : Mahchid Bamdad (UCA)

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions

précédentes ? En partie et en continuité du colloque « Une seule Santé (One HEALTH) » organisé à INRS Centre Armand Frappier Santé/Biotechnologie

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les activités de recherche du groupe Résistance de l'UMR INSERM UCA IMOST 1240 s'articulent dans le domaine de Santé/Biotechnologie/Environnement. Nous développons des outils prédictifs biotechnologiques avec des partenariats public/privé qui sont applicables aux domaines de la santé et de l'environnement. Par conséquent, d'une manière plus générale en totale phase avec le concept de « Une seule Santé/ One Health ».

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience combine les notions de Résistance ; Adaptation et Transformation. Dans le domaine biotechnologie santé environnement, la résilience prend tout son sens par la capacité des systèmes vivants, techniques et humains à encaisser des perturbations, à s'adapter et à innover pour préserver la santé et la durabilité des écosystèmes.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Les conférences présentées lors du colloque BIRD par les chercheurs québécois et français décrivaient toutes des travaux autour des notions de Résistance ; Adaptation et Transformation.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

De la cellule qui tire la sonnette d'alarme à la biosurveillance du bassin Adour-Garonne, chaque observation éclaire une même vérité : comprendre, c'est déjà renforcer la résilience du vivant face aux stress de notre époque. En évaluant, en mesurant et en agissant, nous transformons la contrainte en opportunité. La résilience, c'est cela : faire du rejet une source d'apprentissage et du vivant un partenaire pour l'avenir.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle permet de relier la recherche, l'industrie et les acteurs publics pour transformer les connaissances scientifiques en actions concrètes de réduction et de surveillance des micropolluants. L'engagement citoyen renforce cette résilience collective en favorisant une culture de vigilance, de responsabilité et d'innovation partagée face aux défis environnementaux et sanitaires.

6. Citation "coup de projecteur"

« Face aux micropolluants et aux perturbations invisibles, notre résilience collective se construit dans l'action : celle qui relie la chimie, le vivant et la technologie pour restaurer l'équilibre entre santé humaine et environnement. » •

1.6. Résilience et transformation en santé : vers des soins centrés sur les objectifs de vie des usagers

Date et lieu : 7 octobre 2025, Centre international de recherche sur le cancer (Circ/OMS) (Lyon)

Nombre de participants : 100

Personnes contact : **Auvergne-Rhône-Alpes**, Philippe Michel, médecin de santé publique, professeur des universités – praticien hospitalier (Université Lyon 1 / Hospices civils de Lyon), Marc Chanelière, professeur des universités de médecine générale, Asma Fares, médecin de santé publique, praticienne hospitalière (Hospices civils de Lyon). **Québec**, Géraldine Layani, chercheuse clinicienne en médecine de famille, professeure adjointe clinique (Université de Montréal), Audrey L'Espérance, professeure adjointe en gestion de la santé et des services sociaux (École nationale d'administration publique).

S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ? Non

[➤ Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Le *Goal Oriented Care (GOC)*, ou soins orientés vers les objectifs, est né d'une idée simple : les soins ne devraient pas être guidés uniquement par les maladies et la gestion de leurs symptômes, mais par ce qui compte vraiment pour les patients – ses projets, ses valeurs et ses priorités. Le défi du *Goal Oriented Care* est de traduire cela en pratiques concrètes et réside dans le changement de paradigme vers des soins orientés sur les objectifs de vie. Cette notion a été introduite par James W. Mold au cours des années 1990, où il a proposé de placer les objectifs de vie – comme maintenir son autonomie, préserver ses relations ou continuer ses activités – au centre

des plans de soins, plutôt qu'une approche centrée sur la maladie (avec des objectifs chiffrés et cliniquement mesurables).

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Le Grand dictionnaire terminologique définit la résilience de façon générale comme la « capacité qu'a un système, une organisation, une société, une activité ou une construction humaine à résister à une perturbation importante sans que son fonctionnement ou ses caractéristiques soient compromis » (Office québécois de la langue française, 2025). Dans le secteur de la santé, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) définit la résilience des

systèmes de santé comme la « capacité des systèmes de santé à prévoir, absorber, se remettre et s'adapter de manière proactive aux chocs tels que les pandémies, le changement climatique, les conflits géopolitiques et les cybermenaces » (OCDE, n.d.).

Les systèmes de santé français, québécois et mondiaux sont confrontés à de multiples transitions. La résilience n'a pas pour unique but de résister aux crises, il est aussi nécessaire de transformer profondément les pratiques face aux changements de la population tels que le vieillissement et l'augmentation des maladies non transmissibles.

Le *Goal Oriented Care* renforce la résilience des patients et des systèmes de santé en centrant les soins sur les valeurs et priorités de vie plutôt que sur la maladie. Cette approche favorise l'autonomisation et le sentiment d'efficacité personnelle en permettant aux individus de définir des objectifs significatifs, ce qui renforce leur motivation et leur capacité d'adaptation face aux défis. En valorisant les forces plutôt que les déficits, elle nourrit une identité positive et mobilise les ressources personnelles et communautaires. Le dialogue continu entre patients, proches et professionnels crée des liens de confiance, renforce la résilience relationnelle et réduit la fragmentation des soins. Enfin, la flexibilité du GOC, fondée sur l'ajustement des objectifs dans le temps, soutient une résilience adaptative et organisationnelle, favorisant des systèmes de santé plus humains, collaboratifs et durables.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Le colloque du mardi 7 octobre 2025 a mis en avant des initiatives incarnant la transformation du système de santé vers une approche centrée sur les objectifs de vie. Ces initiatives valorisent de nouvelles fonctions (pair-aidant, patient partenaire, citoyen partenaire, etc.), de nouveaux outils (des plateformes mettant à égalité les usagers et les professionnels), des organisations innovantes favorisant la proximité et l'évaluation des objectifs de vie, ainsi que de nouvelles formes de gouvernance (engagement citoyen, autogestion, structures mixtes, etc.). Centrer les soins sur les objectifs de vie, c'est reconnaître la diversité des parcours de vie et proposer des réponses sur mesure, à l'instar de la médecine 5P du 21^e siècle : personnalisée, préventive, pilotée, de proximité et participative.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Au cours du colloque, plusieurs projets, implantés à différentes échelles, ont été présentés : (1) nano (professionnel de santé), (2) micro (cabinet médical, maison de santé), (3) méso (population locale) et (4) macro (population régionale). Les projets présentés au colloque ont fait émerger plusieurs solutions concrètes et pistes d'action structurantes autour des rôles professionnels, de la gouvernance et des dispositifs d'appui.

Concernant les rôles professionnels, la Maison des Femmes de Lyon a mis en avant un modèle de gestion différent des autres Maisons des Femmes géré par une seule équipe (codirigée par un médecin et la présidente d'une collectif associatif) avec des modalités de fonctionnement pensées autour des besoins des femmes victimes de violence. Le Dispositif d'appui à la coordination (DAC) Loire-Atlantique, une structure répondant aux demandes de structuration des parcours de santé complexes des personnes et de leurs aidants, a ensuite présenté son retour d'expérience du recrutement d'un patient partenaire afin d'intégrer la pair-aidance dans ses accompagnements.

Concernant les démarches intersectorielles, les projets comme COLLAB-INTER-360-Obésité et la Fabrique de santé durable promeuvent la co-construction intersectorielle santé-communauté-municipalité-citoyens, via la recherche-action, la participation et le partage du pouvoir décisionnel.

L'Incubateur de santé solidaire de Grigny-sur-Rhône renforce la solidarité interprofessionnelle pour améliorer l'accès aux soins.

La Communauté d'apprentissage intersectorielle COLLAB-INTER-360-Obésité en Chaudière-Appalaches favorise la collaboration entre les milieux de la santé, communautaire et municipal, ainsi que des citoyens et patients partenaires, dans une démarche de recherche-action participative, intégrant une analyse environnementale, une phase d'intéressement et

des ateliers de co-construction. La Fabrique de santé durable a pour objectif d'améliorer la santé durable des personnes vivant au Québec dans une démarche inclusive et de participation de la population avec un partage du pouvoir décisionnel.

L'Incubateur de santé solidaire de Grigny-sur-Rhône s'est donné l'objectif de remédier aux problématiques d'accès au système de santé locaux en favorisant notamment la solidarité interprofessionnelle et la coordination des parcours.

Concernant les outils, le Trek/Ba-romètre est une plateforme numérique et collaborative permettant de coconstruire les parcours en rapprochant les besoins de la personne (et de ses proches) avec les dispositifs médico-sociaux. Les approches organisationnelles et institutionnelles pour soutenir et renforcer la littératie en santé et la littératie organisationnelle ont ensuite été évoquées, en invitant les organisations à prendre en compte et soutenir la littératie en santé par une co-construction des outils par et pour ses usagers.

Concernant les lieux, la région de Lanaudière met en avant une réorganisation de ses services de première ligne avec l'accès à un guichet unique et intégré de proximité, avec des organes décisionnaires près du terrain impliquant les usagers et leurs représentants. Santé Commune, centre de santé communautaire autogéré de Vaulx-en-Velin, propose un modèle de fonctionnement alternatif s'adaptant de façon continue aux besoins des usagers et des professionnels.

Concernant la gouvernance, la gestion de proximité en santé a été présentée comme un moyen de répondre de façon plus efficace aux besoins locaux à travers la création d'instances locales de concertation, le respect du principe de subsidiarité et de la complémentarité des compétences cliniques et administratives, enforçant la réactivité et la résilience des systèmes locaux.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle et l'engagement citoyen constituent des leviers essentiels pour consolider et pérenniser les solutions identifiées lors du colloque, car ils favorisent une approche intégrée, équitable et adaptée aux réalités locales.

1. Construire des réponses globales à des enjeux complexes Les problématiques de santé, de précarité ou de violences nécessitent des solutions qui dépassent les frontières du secteur médical. La coopération intersectorielle (santé, social, communautaire, municipal, éducation, culture) permet d'articuler les ressources et de répondre à la multidimensionnalité des besoins. En créant des espaces de coordination (comme COLLAB-INTER-360-Obésité ou les DAC), les acteurs mutualisent leurs expertises et évitent la fragmentation des parcours.

2. Renforcer la pertinence et l'acceptabilité des actions. L'engagement citoyen — qu'il s'agisse de

patients partenaires, de proches ou de collectifs communautaires — assure l'ancrage des solutions dans l'expérience vécue. Cette participation améliore la légitimité sociale des projets et leur adéquation aux besoins réels. Elle favorise aussi une littérature partagée et la co-construction d'outils et de services compréhensibles et utilisables par tous.

3. Soutenir la résilience et l'innovation sociale. Les démarches participatives et intersectorielles créent un tissu relationnel de confiance, moteur de résilience collective. En partageant la gouvernance et les décisions (comme dans la Fabrique de santé durable ou Santé Commune), on développe une culture de coresponsabilité. Cette dynamique favorise l'innovation sociale — des solutions souples, expérimentales et adaptées aux contextes locaux.

4. Vers une gouvernance territoriale intégrée. Enfin, l'articulation entre institutions, acteurs locaux et citoyens permet de construire une gouvernance de proximité fondée sur la subsidiarité. Les décisions prises "au plus près du terrain" deviennent plus agiles, inclusives et durables, renforçant la cohérence entre les politiques publiques, les besoins des populations et les pratiques professionnelles.

6. Citation "coup de projecteur"

« On ne se lève pas pour son psychologue, on se lève pour ses projets, ses envies » – Emmanuel Urdu, patient partenaire, Dispositif d'appui à la coordination (DAC) Loire-Atlantique. •

1.7. Gagner en résilience en affrontant ensemble les prochaines urgences sanitaires

Date et lieu : 7 octobre 2025, Université Claude Bernard Lyon 1 (Lyon)

Ce colloque fut un événement novateur dont la planification a été inspirée par les défis des réactions à l'urgence sanitaire causée par la COVID-19. Les échanges et discussions ont permis de partager les réactions et solutions mises en place dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et au Québec, mais aussi au Canada et en France de même qu'au sein de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale de la santé. Ce colloque avait comme objectif de permettre des échanges entre les secteurs académiques, gouvernementaux et industriels afin de permettre une meilleure connaissance des différentes organisations mises en place et de voir comment elles pourraient travailler plus ensemble afin de gagner en résilience afin que les sociétés et citoyens puissent mieux affronter les prochaines urgences sanitaires.

Co-organisateurs : Yves Joanette, représentant VRI/VRCIPP, Université de Montréal et Directeur-fondateur du Pôle de préparation aux pandémies de l'Est du Canada, Bruno Lina, Président Université Claude Bernard Lyon 1 et Président du Infectious Diseases Cluster de France. **Co-responsables :** Arianne Trudeau, Directrice exécutive Médicament Québec et du Pôle de préparation aux pandémies de l'Est du Canada, Christophe Jacquinet, General Manager, Infectious Diseases Cluster de France. **Nombre de participants :** nombre de panélistes : 20, nombre de participants : 50

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Enjeux majeurs ayant fait l'objet des discussions entre panélistes

Le colloque incluait quatre panels portant sur des dimensions complémentaires (voir Programme) de la réaction à la pandémie et des défis à relever afin de permettre aux régions, pays et organisations européennes et internationales de mettre en place les actions requises afin de permettre une meilleure protection et bien-être de la population.

Parmi les éléments discutés, notons :

Les actions post-COVID-19 prises par les gouvernements du Québec, du Canada, de la France et de l'Union européenne afin de mettre en place des organisations pour permettre d'accroître les liens entre les acteurs de chacun des domaines requis pour faire face aux urgences sanitaires (domaines académiques, industriels/science de la vie, gouvernementaux) mais surtout d'accroître significativement les collaborations

entre ces domaines. La manière dont ces différentes organisations se sont mises en place afin de permettre d'atteindre les objectifs gouvernementaux et les besoins de la population :

- Organisations gouvernementales : MEIE, Québec; ISDE, Canada; Agence de l'Innovation en santé, France; Department of Epidemic and Pandemic Threat Management at the World Health Organization (WHO)
- Organisations pour la préparation aux urgences sanitaires : Médicament Québec, Pôle de préparation aux pandémies de l'Est du Canada; Infectious Diseases Cluster, France; Lyonbiopôle, AURA; Health Emergency Preparedness and Response, Union européenne.

Les priorités des experts du monde académique afin de se préparer aux prochaines urgences sanitaires

- Santé animale et zoonose
- Résistance anti-microbiotique
- Biologie et pathogénicité fongique
- Identification, diagnostic et correction cliniques
- Immunologie et infectiologie

Les orientations, besoins et priorités du secteur industriel en sciences de la vie :

- BioQuébec
- bioMérieux
- Fabentech

Parmi les échanges qui ont eu lieu, mentionnons :

- La prochaine pandémie sera-t-elle une zoonose ?
- Les recherches sur les arboviroses sont-elles suffisantes ?

- Comment mieux intégrer la surveillance environnementale à la préparation aux prochaines urgences sanitaires ?
- Comment stimuler la recherche de solutions contre l'antibiorésistance ?
- Comment accroître les collaborations entre AURA et Québec, entre la France et le Canada et entre pays et l'Union européenne et l'OMS.

2. Liens avec le principe de résilience et illustration du colloque pour un monde en mutation

La préparation aux prochaines urgences sanitaires et pandémies est un des éléments fondamentaux du besoin de résilience des sociétés actuelles. La pandémie COVID-19 fut une source de mutation importante à la fois pour les organisations gouvernementales, le monde académique et les industries en sciences de la vie. L'adaptation à cette urgence sanitaire et la préparation aux futures urgences constituent un principe de résilience pour toutes les sociétés. Les régions AURA et du Québec sont devenues des lieux de coordination et de mise en œuvre de la résilience aux prochaines urgences de santé. Ce colloque a donc permis de mieux connecter ces deux régions en lien avec le Canada et la France de même qu'avec l'Union européenne et l'OMS. En lien avec les urgences sanitaires, le monde fut et sera en mutation, une condition qui requiert un accroissement de sa résilience afin d'assurer la santé et le bien-être de ses populations.

3. Éléments de solutions et pistes d'action ayant émergé du colloque

Alors, comment se préparer collectivement à la prochaine pandémie ? Parmi les pistes d'actions envisagées, et les freins à lever, nous retiendrons :

- Rééquilibrer l'investissement dans les efforts de prévention.
- Saisir les opportunités offertes par les innovations technologiques en matière de surveillance (eaux usées, IA ...).
- Renforcer la coordination à tous les niveaux (locaux, régionaux, internationaux).
- Favoriser le partage des données et ressources (et l'interopérabilité).
- Contribuer à lutter contre la désinformation.
- Évoquer collectivement les enjeux de financement, de compétitivité et d'indépendance sanitaire liés à ces sujets.
- Rechercher des synergies entre financements publics et financements privés.
- Penser One Health, sans négliger l'aspect environnemental.
- Continuer à innover ensemble avec autant d'enthousiasme !

4. Importance de la coopération intersectorielle et de l'engagement citoyen

La coopération intersectorielle est fondamentale dans ce secteur et a fait l'objet de nombreux échanges. Les panels ont inclus des représentants gouvernementaux, académiques et industriels qui ont échangé et pas uniquement présenté. La participation des citoyens fut évoquée tout au long des panels, car l'objectif est la santé et le bien-être des citoyens.

5. Citation « Coup de projecteur »

« Travailler ensemble pour mieux comprendre et se préparer aux prochaines aux prochaines urgences sanitaires. »

« Importance cruciale d'assurer une collaboration effective entre les organisations mises en place et les secteurs académiques/gouvernementaux/industriels afin de mieux répondre aux besoins de la société et des citoyens lors des prochaines urgences sanitaires. » •

1.8. Alimentation saine et durable : nouveaux enjeux et stratégies nutritionnelles et culturelles

Date et lieu : 7 octobre 2025, Laboratoire CarMeN (Lyon)

Nombre de participants : ~110

Personnes contact : Dr Marie-Caroline Michalski (INRAE, laboratoire CarMeN) et Pr Benoît Lamarche (Institut NUTRISS, Université Laval)

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions précédentes ? Il s'agit d'une nouvelle initiative que nous souhaitons poursuivre lors de prochaines éditions.

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Une alimentation riche en aliments ultra-transformés (AUT) est aujourd'hui identifiée comme liée au développement de maladies cardio-métaboliques. Elle est très ancrée, poussée par les industriels et les publicités et rentrée dans les habitudes de consommation du fait de ses caractéristiques de palatabilité, praticité, accessibilité et abordabilité. Cette thématique aux enjeux de santé majeurs fait l'objet d'importantes recherches et pourtant de nombreuses questions restent à élucider. Celles-ci doivent impliquer tous les acteurs et tenir compte de la diversité des produits et de leurs usages, soulignant aussi la question de la définition de ces aliments. Les industriels disent être en attente de validations scientifiques concernant les impacts santé des différents produits et les mécanismes, ainsi qu'une définition claire ; les scientifiques expriment de surcroît un besoin crucial de soutien pour des projets de recherche transdisciplinaires sur les AUT, ainsi que de

politiques publiques pour encadrer la production et la consommation de ces produits – une alimentation riche en AUT étant déjà reconnue comme néfaste pour la santé.

En ce qui concerne les produits laitiers, leur importance dans une alimentation saine et durable est aujourd'hui reconnue mais leur place dans la consommation générale n'atteint pas le niveau indiqué dans les recommandations de santé. Il y a une confusion des consommateurs à cause de messages et d'idées reçues sur les aspects de santé. Les questions liées aux modes de production sont également clés : il faut s'intéresser à la qualité des produits (nutritionnelle et sensorielle), aux territoires et aux savoir-faire, ainsi qu'aux aspects environnementaux, et la question de leur conciliation se pose.

Il y a un enjeu majeur d'améliorer la santé des consommateurs au travers de l'alimentation tout en prenant en compte les problématiques environnementales : une transition radicale est nécessaire. Les produits les moins bons pour la

santé sont souvent les moins bons pour l'environnement, soulignant le concept de Santé Unique, planétaire et humaine. Quelle est la place de la recherche et de tous les acteurs de la chaîne dans cette transition ? Comment assurer un changement profond, radical, mais surtout immédiat ?

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La notion de résilience en alimentation-nutrition-santé renvoie à la capacité des systèmes alimentaires à résister, s'adapter et se transformer face aux crises — qu'elles soient sanitaires, économiques, climatiques ou sociales — tout en garantissant une alimentation saine, durable et accessible à tous. Pour les chercheurs, la résilience implique l'étude des interactions entre alimentation, nutrition, environnement, économie et comportements alimentaires afin d'identifier des leviers d'adaptation durables. Les producteurs y voient la possibilité de diversifier leurs cultures, de renforcer les circuits courts et de préserver la fertilité des sols et la biodiversité. Les industriels cherchent à sécuriser leurs chaînes d'approvisionnement et à innover vers des produits plus sains et moins impactants pour l'environnement. Les consommateurs développent des pratiques alimentaires plus conscientes et locales, en ayant besoin qu'elles correspondent à leurs moyens et à leurs goûts. Quant aux collectivités et décideurs politiques, ils jouent un rôle clé dans la mise en place de politiques publiques favorisant l'autonomie alimentaire, la réduction des inégalités et la durabilité des territoires.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Un monde soutenable pour nous et les générations futures nécessite des transformations profondes au niveau alimentaire dans toute la chaîne de valeurs et impliquant l'ensemble des acteurs, des transformations qui doivent s'inscrire dans le temps. Le monde est en effet en mutation : les maladies chroniques ne cessent d'augmenter, notamment l'obésité, et du point de vue de la santé environnementale et de l'impact des activités humaines, nous venons de dépasser la 7^{ème} limite planétaire : la situation est plus qu'inquiétante. Les enjeux liés à la filière des produits laitiers illustrent cette thématique car il y a un besoin de prioriser la stratégie pour transformer la filière et la rendre résiliente, compte tenu de l'importance avérée des produits laitiers dans une alimentation saine et durable : préserver les savoir-faire, préserver l'environnement, favoriser et promouvoir la qualité des produits, les rendre accessibles et attractifs pour les consommateurs, permettre d'atteindre les recommandations alimentaires pour la santé. La question des AUT illustre aussi cette thématique : c'est un point clé. Une transition alimentaire qui assure la santé de l'homme tout autant que celle de la planète est une nécessité et constitue la direction que nous prenons. Cependant, l'ubiquité des AUT dans nos modes alimentaires contemporains représente un frein aux mutations nécessaires des systèmes alimentaires.

Le colloque souligne la nécessité d'avancer sur ce sujet : on ne peut pas continuer comme ça et toute la responsabilité ne peut pas reposer sur les choix des consommateurs, à la fois influencés et soumis à des contraintes ! Le dialogue entre les différentes parties prenantes (producteurs, industriels, consommateurs, scientifiques, collectivités et politiques) ressort comme capital à améliorer et le pouvoir d'action de chacune de ces parties prenantes à mieux considérer.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Concernant les enjeux liés aux aliments ultra-transformés (AUTs):

- Améliorer la définition des AUT et leur caractérisation, les définitions actuelles présentant des limites vu la grande diversité de types et de compositions de produits, et ne pas oublier que leur formulation et leur composition restent un facteur majeur dans les effets santé.
- Adresser la reformulation d'AUTs mais également des stratégies pour favoriser l'évolution des pratiques alimentaires en vue de limiter la consommation d'AUTs et de favoriser celle des fruits et légumes et céréales complètes.
- Ces actions devront être réalisées en lien avec les acteurs des territoires (via les SAT au Québec et PAT en AURA) et les acteurs de la (grande) distribution.
- S'intéresser au rôle des cantines (centrales en France, absentes au Québec).
- Concernant les enjeux liés aux produits laitiers et filières Appellation d'Origine Protégée (AOP) :

- Œuvrer à trouver un équilibre entre les pratiques d'élevage (proportion d'herbe pâturée), les performances (production de lait, émissions GES, bien-être animal, biodiversité, etc.) ET la qualité des produits laitiers.
- Concernant le rôle en santé : éclairer l'impact santé des différents types de produits laitiers selon les conditions de production et le rôle du microbiote, tester des stratégies pour augmenter la consommation des produits laitiers (ces produits n'étant actuellement pas consommés tous les jours contrairement aux recommandations : augmenter les opportunités de consommation, bien informer pour éviter la confusion avec des messages parfois polémiques sur les réseaux sociaux).
- Concernant les filières AOP : l'état et les collectivités ont été identifiés comme ayant des rôles clés, ainsi que la recherche qui a un rôle dans la capacité de réponses aux enjeux posés par les AOP laitières, à relever les pratiques sociétales et à poser les enjeux en termes de politiques publiques.

En terme de coopération :

Renforcement de la collaboration entre les équipes lyonnaises (laboratoire CarMeN, en lien avec l'Institut Thématique en alimentation de la ComUE Université de Lyon) et l'Université Laval (Centre NUTRISS) sur ces thématiques, en partenariat avec les autres acteurs impliqués (producteurs, industriels, collectivités locales notamment). Des échanges à ce sujet avec le Vice-Recteur aux affaires internationales de l'Université Laval ont eu lieu dans le but de favoriser l'échange d'étudiants et les thèses en co-tutelles.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle est indispensable : l'alimentation est un sujet qui nous touche tous, le but est commun et les responsabilités partagées entre la production, l'offre (agriculteurs, industriels, collectivités locales, restauration collective, grande distribution, publicitaire), les choix et comportements (consommateurs), la politique et la législation (élus). Il en va de même pour la préservation de notre habitat. Ainsi, nous devons pouvoir avancer ensemble, favoriser le dialogue, prendre en compte les points de vue de chacun et imaginer des solutions durables prenant en compte l'ensemble du système alimentaire, de la fourche à la fourchette. La plus récente version du rapport de la commission EAT-Lancet est claire à ce sujet : l'accès à une alimentation santé est non seulement un droit fondamental, mais également une responsabilité collective. Les citoyens ont donc un rôle à jouer dans l'alimentation durable et l'on peut d'ailleurs l'observer à travers de nombreuses initiatives (e.g., pétition contre la loi Duplomb ; exemple de la marque « C'est qui le patron » qui co-crée des produits avec les consommateurs et qui rémunère justement les producteurs). Les approches bottom-up sont en réalité puissantes, il est indispensable de bien informer les consommateurs, ce qui peut engendrer une dynamique d'engagement efficace et accélérer tout processus de changement.

6. Citation "coup de projecteur"

« Le symposium s'inscrit dans le mieux comprendre, dans l'échange des bonnes pratiques entre 2 territoires, dans le co-construire et prendre le temps de s'écouter, dans l'ébauche de solutions de transitions avec l'ensemble des regards, points de vue et expertises. Il intègre la question d'innovation, incluant l'innovation sociale et publique pour prendre en compte les contextes. Il souligne les forts enjeux de transdisciplinarités et la nécessité d'établir la stratégie scientifique sur le long terme. »

« Le bien manger sain et durable est une responsabilité collective de tous les acteurs : producteurs, industriels, consommateurs, scientifiques, collectivités et politiques ». •

1.9. Développer une médecine du microbiote pour restaurer la symbiose hôte-microbes

Date et lieu : 8 octobre 2025, Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) (Lyon)

Organisateurs : Hospices Civils de Lyon (Groupe d'Étude du Microbiote, GEM-HCL) et Centre Hospitalier Universitaire de Montréal (CHUM)

Co-responsables scientifiques : Dr Nicolas Bénech (HCL) et Pr Bertrand Routy (CHUM)

Nombre de participants : environ 90 (chercheurs, cliniciens, industriels, étudiants)

S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ?

Première édition sur cette thématique spécifique, en continuité avec le symposium sur l'alimentation durable (EJC 2025).

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Le microbiote constitue un levier majeur d'innovation en santé, à la croisée de la biologie, de la nutrition, de la médecine et des sciences sociales. Les enjeux actuels concernent la transformation des connaissances fondamentales en applications cliniques concrètes – diagnostics prédictifs, traitements à base de micro-organismes vivants ou inactivés, et nutrition de précision. La complexité biologique et écologique du microbiote impose de repenser les cadres réglementaires, éthiques et médico-économiques pour développer des nouveaux outils de soins efficaces complémentaires des autres approches thérapeutiques et diagnostiques. Enfin, la formation des professionnels de santé à ces nouvelles approches intégratives est un défi structurant pour permettre une diffusion effective des innova-

tions dans le soin et la construction d'une médecine personnalisée incluant la symbiose humaine et sa composante microbienne.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Le microbiote est une illustration biologique de la résilience : il incarne la capacité d'un écosystème complexe à restaurer son équilibre après une perturbation. Sur le plan médical, restaurer la symbiose hôte-microbiote, c'est rétablir la capacité du corps à s'autoréguler face aux agressions (infections, inflammations, traitements anticancéreux). Cette métaphore de la résilience s'étend aussi aux systèmes de santé : développer une médecine du microbiote, c'est promouvoir une approche préventive, durable et adaptative de la santé humaine dans une approche à la fois systémique et personnalisée.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Notre symposium a cherché à explorer comment une approche de recherche translationnelle autour du microbiote constitue un modèle de transformation scientifique, médicale et sociétale. Il a illustré comment la résilience de notre symbiose hôte-microbiote est au cœur des outils de soin de cette nouvelle médecine à travers la régénération biologique du microbiote (Pr Routy, Dr. Emilie Plantamura – Maat Pharma), mais aussi des intermédiaires métaboliques clés du dialogue biologique entre le microbiote et l'hôte avec pour exemple notamment la complexe régulation du métabolisme des acides biliaires (Pr. O. Barbier) ou des fibres issues de notre alimentation (Pr. Marette, Dr. Nazare). Le développement d'une approche médicale incluant le microbiote comme outil thérapeutique et diagnostique implique également la transformation des pratiques cliniques et de recherche pour s'adapter à de nouveaux outils de soin émergent comme la transplantation de microbiote fécal ou le développement de probiotiques de nouvelle génération.

Plusieurs exemples concrets présentés au cours de la journée ont permis d'illustrer ce nécessaire développement « d'outils de résilience » permettant la restauration d'un écosystème intestinal favorable à la santé : l'utilisation de thérapie

ciblant le microbiote pour améliorer la réponse à l'immunothérapie chez les patients avec un cancer (Pr. Routy, Dr. Elkrief), ou protéger des infections intestinales à *C. difficile* (Dr. Bénech). Ces approches thérapeutiques sont à concevoir également dans une stratégie de soin incluant des outils issus de l'étude du microbiote à visée diagnostique et pronostique (Dr. Alexandre Tronel – Pelican Health, Dr. Laurence Josset, Dr. Derosa).

Cette approche « holistique » de la symbiose humaine a également été mise en perspective avec l'intervention inaugurale du Dr. Vavre qui a illustré comment cette symbiose a évolué au cours du temps et en quoi ses dynamiques ont été particulièrement modifiées par notre mode de vie moderne.

En réunissant chercheurs, cliniciens et industriels du Québec et de la région Auvergne-Rhône-Alpes, notre symposium a également incarné la nécessaire coopération internationale pour permettre à ce domaine innovant de la médecine du microbiote de participer à la transition vers une médecine intégrative et personnalisée.

Le déroulé du colloque a ainsi pu traduire concrètement la mutation des paradigmes médicaux en cours : d'une approche centrée sur la maladie à une approche écosystémique du soin en ouvrant notamment sur les enjeux sociétaux qui en découlent en termes de régulation et d'appropriation des outils de soin développés (Dr. Brives).

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Plusieurs axes opérationnels de collaboration ont été identifiés :

- Développement d'outils diagnostiques prédictifs basés sur le microbiote (prédiction de la réponse thérapeutique, de la tolérance des traitements) en intégrant l'analyse des phages du microbiote fécal chez les patients avec un cancer et possiblement en particulier dans le cadre de traitement par immunothérapie avec des perspectives de collaboration entre la plateforme d'analyse du virome développée par Laurence Josset (HCL) et le CHUM (Pr. Routy et Dr. Elkrief)
- Renforcement de partage de bio-banques cliniques avec partage d'expertises et de cohortes entre le Groupe d'Etude des HCL (Dr. Benech) et le CHUM (Pr. Routy et Dr. Elkrief) et l'Université Laval (Pr. Barbier)
- Coopération entre laboratoires académiques, hôpitaux et start-ups (Maat Pharma, Pelican Health) pour accélérer la mise sur le marché de nouvelles biothérapies et outils analytiques.
- Intégration de la dimension nutritionnelle dans les parcours de soin et les outils permettant une modulation du microbiote dans les maladies cardiovasculaires (collaboration Pr. Marette et le CRNH, Dr Nazare).

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La médecine du microbiote requiert une approche intersectorielle associant chercheurs, cliniciens, entreprises, institutions publiques et citoyens. La coopération AURA-Québec illustre cette démarche intégrée, combinant expertise clinique, recherche translationnelle et innovation industrielle. L'engagement citoyen, via l'éducation à la santé et la participation aux études de cohorte, est essentiel pour comprendre les interactions entre mode de vie, environnement et microbiote. Une gouvernance partagée de ces innovations – éthique, transparente et participative – constitue un gage de durabilité et de confiance dans cette nouvelle médecine vivante.

6. Citation « coup de projecteur »

« Qui suis-nous ? Restaurer la symbiose hôte-microbes, c'est réapprendre à soigner le vivant par le vivant en intégrant la diversité des écosystèmes que nous hébergeons dans notre vision de la Santé. » •

1.10. La prévention en action : partager et utiliser les connaissances pour transformer les pratiques

Date et lieu : 8 octobre 2025, Centre Léon Bérard (Lyon)

Organisateurs : INSERM U1296, Centre Léon Bérard-Université Lyon 1 / Université de Montréal / Centre de Recherche du CHUM

Personnes contact : Béatrice Fervers, Lise Gauvin, Julien Biaudet-De Gasperin, Sophie Marcoux, Anne Claire Cadore

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Il existe un fossé considérable entre les savoirs scientifiques et leur application concrète dans le domaine de la prévention des cancers et plus largement des maladies non-transmissibles. En ce qui a trait aux cancers, on estime que 30% à 40% pourraient être évités grâce à l'adoption de modes de vie plus sains et des actions pour rendre les environnements moins nocifs. Par ailleurs, la désinformation, les « fake news » et les perceptions erronées des connaissances créent une infosphère à la fois compliquée et peu propice à la mise en œuvre d'actions individuelles et collectives. Les déterminants commerciaux (marketing, lobbying) influencent les comportements de santé et les environnements auxquels sont exposées les collectivités. De plus, il y a un décalage temporel entre la production de connaissances et leur mise en œuvre dans les interventions cliniques et de santé publique. Globalement, la difficulté à valoriser le partage de connaissances dans les pratiques professionnelles conjugue à la difficulté à valori-

ser la prévention qui, souvent, ne produit pas d'effets visibles font en sorte qu'une part importante des problématiques de santé évitables demeurent omniprésentes dans nos sociétés.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience, dans ce contexte, signifie :

La capacité à maintenir et adapter les efforts de prévention malgré les obstacles (désinformation, invisibilité des retombées de la prévention, pressions économiques).

La culture même de la recherche, où une étude singulière, un résultat isolé, ne saurait être considéré seul comme une « preuve solide » ; et donc une culture de la démonstration rigoureuse, répétée, collective, au long cours. La persévérance dans la co-construction de solutions, même lorsque les résultats sont incertains ou longs à émerger. L'engagement continu des acteurs (chercheurs, citoyens, décideurs) pour transformer les pratiques en profondeur.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Le colloque illustre cette thématique de plusieurs façons. Notamment par :

- La mise en lumière des tensions entre savoirs et pratiques, et les efforts pour les dépasser.
- La valorisation des expériences concrètes (Nutriscore, QUALAXIA, coACTIF, mobilisation citoyenne).
- La promotion de dynamiques intersectorielles et participatives pour transformer les politiques de santé.
- L'adaptation des stratégies de diffusion des connaissances face à un monde en mutation (désinformation, évolutions sociales).
- La capacité à ne pas être naïf face aux « vents contraires » et à y répondre avec des plaidoyers fondés sur les données probantes issues de la recherche scientifique.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Parmi les pistes concrètes :

- Partenariats durables entre chercheurs, citoyens et acteurs économiques. Y compris via des formes organisationnelles innovantes (ex. de l'institut écocitoyen) et des démarches portées par les collectivités qui incluent davantage les chercheurs (CLS).
- Approches inclusives de la prévention, évitant la stigmatisation.

- Valorisation du savoir expérientiel et des démarches participatives.
- Outils de diffusion adaptés aux contextes locaux et aux publics.
- Exemples inspirants comme Nutriscore, QUALAXIA, et les projets en santé environnementale.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

Ils sont essentiels car :

- La santé se joue à 80 % hors du système de santé, dans les environnements sociaux, économiques et culturels.
- Les citoyens sont porteurs de savoirs expérientiels et peuvent devenir des relais puissants de prévention.
- Les acteurs économiques peuvent être mobilisés comme partenaires de santé.
- La co-construction des connaissances permet une meilleure appropriation et une diffusion plus efficace.

6. Citation «coup de projecteur»

« La prévention est un chantier qui doit se renouveler perpétuellement car les chemins sont nombreux et sinueux ... mais certes le succès est possible par le biais de partenariats et d'avancements des connaissances. » Cette phrase résume l'esprit du colloque : lucide sur les défis, mais résolument tourné vers l'action collective, la transformation et la réussite. •

1.11. L'approche *Une seule santé* pour répondre aux enjeux urbains de demain

Date et lieu : 8 octobre 2025, Parc de la Tête d'Or – I-Factory, Campus LyonTech, La Doua (Villeurbanne)

Nombre de participants : 50

Personnes contact : Isabelle Weiss, cheffe de projet SHAPE-Med@Lyon (Université Claude Bernard Lyon 1) et Guillaume Fauvel, directeur de la santé (Ville de Lyon)

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions précédentes ? Oui, en partie. Toutefois, une conférence intitulée « Une seule santé : biosurveillance et modèles innovants pour optimiser le suivi de la santé végétale, animale et humaine » avait été organisée en 2024 par l'Université Clermont Auvergne et le Centre Armand Frappier et une autre intitulée « One Health : quels freins et leviers pour décloisonner la santé humaine, animale et environnementale pour viser « une seule santé ? » l'a été par les Hospices Civils, la Métropole et la Ville de Lyon en 2023.

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Cette journée visait à entretenir la réflexion entre acteur.rices québécois et français sur l'approche Une Seule Santé en milieu urbain, en explorant son intégration dans la prise de décision en santé publique. Les enjeux principaux identifiés portent sur les questions de transdisciplinarité, de sciences participatives et d'intersectorialité.

L'approche Une Seule Santé nous invite à changer de paradigme et à sortir d'une vision anthropocentrique afin de prendre en compte l'impact des politiques urbaines sur l'ensemble du vivant, humains, animaux et végétaux, et à considérer les espaces urbains comme des écosystèmes.

En outre, cette approche ouvre le monde occidental à d'autres manières de voir le monde, comme c'est le cas au sein de communautés vivant dans plusieurs pays du sud, qui intègrent une vision systémique et parfois cosmologique.

Cette vision doit être partagée aux acteur.rices du développement urbain et aux décideurs : la mobilisation des pouvoirs publics autour de cette question représente un enjeu majeur.

Enfin, un autre enjeu majeur consiste à passer de la philosophie à la pratique dans les politiques publiques de nos villes : c'est ce que nous avons tenté d'illustrer à partir de cas pratiques issus de réalités variées, tant en France qu'au Québec et ailleurs dans le monde.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience est au cœur de l'approche Une Seule Santé qui invite à des solutions intégrées pour protéger les écosystèmes, le vivant. Dans un contexte de changement global, les espaces urbains, souvent vulnérables aux canicules, inondations et pollutions..., doivent être aménagés de manière résiliente et l'approche Une Seule Santé permet de repenser nos modes de vie et de promouvoir la durabilité (en réduisant l'empreinte écologique, en renforçant la biodiversité, la végétalisation, la participation citoyenne...)

L'approche Une seule santé propose une méthodologie transdisciplinaire, capable de structurer cette réflexion, elle invite à construire des villes capables de s'adapter, de protéger et d'innover pour les générations futures, des villes plus résilientes en somme.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Notre colloque illustre parfaitement la thématique « Résiliences et transformations » en proposant une réflexion transversale sur les défis sanitaires, environnementaux et sociaux contemporains dans un monde en mutation. L'approche Une Seule Santé incarne la résilience par son ambition d'intégrer

santé humaine, animale et environnementale. Les dynamiques de transformation ont été au cœur des échanges et les études de cas présentées ont montré comment la résilience s'opère à différentes échelles, du local au global (glocal).

En outre, en se référant à d'autres savoirs et d'autres cultures plus durables et résilientes, ce colloque a pu incarner une nouvelle dynamique, où différents experts dialoguent avec la société civile, les décideurs, les politiques, pour construire des futurs plus durables et inclusifs.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Plusieurs propositions ont émergé : former les acteurs des villes et les décideurs à l'approche Une Seule Santé et à l'utilisation des outils disponibles en est une.

La conférence déambulatoire organisée au Parc de la Tête d'Or a permis de découvrir cette approche à travers des thématiques telles que les zoonoses, la gestion des espaces verts et les prescriptions de nature, illustrant ainsi l'interconnexion qui existe entre santé humaine, animale et environnementale : elle mérite d'être dupliquée à Lyon et adaptée outre-Atlantique.

Les équipes présentes ont présenté des expérimentations qui méritent d'être poursuivies et suivies.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle et l'engagement citoyen sont définitivement au cœur de l'approche Une Seule Santé, comme développé ci-dessus.

6. Citation "coup de projecteur"

« L'approche intégrée et unificatrice Une Seule Santé vise à équilibrer et optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. Elle reconnaît que la santé des humains, des animaux domestiques et sauvages, des plantes et de l'environnement au sens large sont étroitement liées et interdépendantes. L'approche mobilise de multiples secteurs, disciplines et communautés à différents niveaux de la société. » •

2.1. Écosystèmes d'innovation : caractéristiques & transformations majeures – Regards croisés Auvergne-Rhône-Alpes x Québec

Date et lieu : 6 octobre 2025, I-Factory (Villeurbanne)
Nombre de participants : environ 90 (académiques, institutionnels, industriels, structures d'accompagnement)
Personnes contacts : Benoît Martin, Responsable du Pôle Universitaire d'Innovation Lyon Saint-Étienne (PUI IMPULSE), Gaëlle Calvary, Coordinatrice du PUI Grenoble Alpes porté par l'Université Grenoble Alpes, Jérémy Matias, Chef de projet PUI CAP-I-TERR, Université Clermont Auvergne, Vincent Aimez, Vice-recteur à la Valorisation et aux partenariats, Université de Sherbrooke
S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions précédentes ? Première édition du format AURAxQuébec sur la thématique des écosystèmes d'innovation, appelée à se poursuivre.
[➤ Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les échanges ont mis en évidence plusieurs transformations structurantes :

Une refondation de la gouvernance de l'innovation publique en France, avec la création des Pôles Universitaires d'Innovation (PUI), dont trois situés en Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon Saint-Étienne, Grenoble Alpes, Clermont Auvergne). Ces pôles visent à rapprocher recherche, transfert et entrepreneuriat sur des bases collectives et territorialisées.

Au Québec, l'émergence des Zones d'innovation, soutenues par Investissement Québec et les universités, incarne une dynamique similaire de

décloisonnement et de coopération intersectorielle.

Une montée en puissance des acteurs intermédiaires (SATT, incubateurs, plateformes technologiques, fablabs, pôles d'innovation ouverte) jouant un rôle d'interface entre recherche publique et monde économique.

Le besoin de nouvelles formes d'articulation entre innovation technologique, sociale et environnementale, plaçant les sciences humaines et sociales (SHS) au cœur des stratégies d'innovation responsable.

Ces enjeux traduisent une double nécessité : renforcer la souveraineté scientifique et économique, tout en ancrant l'innovation dans une logique de durabilité et d'inclusion.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience est ici comprise comme la capacité des écosystèmes d'innovation à se réorganiser face aux mutations rapides – technologiques, écologiques ou géopolitiques – sans perdre leur cohérence collective. Pour les acteurs des PUI et du Québec, elle repose sur trois leviers :

L'agilité institutionnelle, en adaptant les cadres de financement et de gouvernance à la réalité du terrain. La coopération transfrontalière, en s'inspirant de modèles complémentaires (France-Québec) pour maintenir la continuité de l'innovation dans les crises. L'intégration des SHS, qui permettent d'anticiper les mutations sociétales, environnementales et économiques, pour "dérisquer" l'innovation.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Le colloque a illustré cette thématique à travers trois temps de discussion, qui ont permis de croiser les regards entre universités, entreprises, pouvoirs publics et structures d'appui à l'innovation :

- Temps 1 – Maturité et transformations des écosystèmes d'innovation - Ce premier temps a exploré la manière dont les PUI en France et les Zones d'innovation au Québec structurent de nouvelles chaînes de valeur intégrées. L'accent a été mis sur la construction d'interfaces public-privé (ex. Axel'One, SantéAdom) et sur les modèles de

financement pérennes fondés sur la confiance et la co-construction.

- Temps 2 – Conditions d'émergence des spinoffs académiques - Les interventions de chercheurs-entrepreneurs (Manuel Rosa Calatrava, Ulrich Darbost) et d'acteurs du financement (Bpifrance, PULSALYS, ACET) ont souligné l'importance de soutenir les chercheurs et étudiants dans la durée, via des dispositifs d'accompagnement et d'incubation adaptés. L'approche québécoise, centrée sur la formation et l'entrepreneuriat étudiant, a trouvé un écho dans les démarches de maturation françaises.
- Temps 3 – L'innovation publique et sociale, levier de transformation - Ce dernier temps a mis en évidence le rôle déterminant des SHS dans la mise en société des technologies. Le programme québécois STIMULES et les initiatives françaises Public Factory (Sciences Po Lyon) et INNOVACS (UGA) ont démontré comment les sciences sociales et les approches participatives contribuent à des innovations plus durables, inclusives et acceptables.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Parmi les pistes de collaboration et d'actions concrètes ressorties des discussions :

- Donner une suite canadienne :
- Profiter des prochains EJC au Québec pour continuer le dialogue via un colloque liant les ZIs et le PUI tout en mettant en avant les opportunités liées à la culture francophone de l'innovation
- Se donner des pistes de travail sur des sujets cibles SHS

- Comment favoriser l'identification, par le monde socio-économique, des "bonnes" compétences/ressources en SHS ? Méconnaissance de disciplines très hétérogènes. Quelle visibilité/lisibilité ?

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

L'un des enseignements majeurs du colloque est que la résilience des écosystèmes d'innovation dépend de leur capacité à impliquer l'ensemble des acteurs :

- Les coopérations intersectorielles (universités, entreprises, collectivités, citoyens) assurent la diversité des approches et la solidité des projets.
- L'engagement citoyen et la prise en compte du facteur humain permettent d'assurer la légitimité sociale et l'usage "non-détourné" des innovations.
- Les démarches de co-design, de recherche participative et de médiation (notamment dans les SHS) favorisent une innovation plus juste, partagée et responsable.

Ainsi, l'innovation n'est plus seulement un moteur de compétitivité, mais un outil de transformation sociale et territoriale, capable de renforcer la cohésion dans un monde en mutation. •

2.2. IA : À quelles transformations les organisations s'exposent-elles ?

Date et lieu : 6 octobre 2025, emlyon business school (Lyon)
Co-porté par emlyon business school et HEC Montréal, a réuni chercheurs, experts et acteurs économiques autour d'une même interrogation : Comment l'intelligence artificielle et la data transforment-elles en profondeur les organisations, leurs modes de travail et leurs modèles de gouvernance ?

L'essor fulgurant de l'IA générative est stupéfiant. Un outil comme ChatGPT a été rapidement rejoint par d'autres provenant des principaux joueurs en technologie de l'information : CoPilot, Gemini, Claude, Grok par exemple. Ces outils ont bouleversé les usages individuels. Mais cette appropriation rapide contraste fortement avec une intégration organisationnelle beaucoup plus lente.

De nombreuses études en témoignent, ainsi que des freins rencontrés : (McKinsey, 2024 ; BCC, 2024; MIT NANDA Lab, 2025). L'événement visait donc à mieux comprendre ce décalage, à identifier les leviers et obstacles de la transformation organisationnelle à l'aide de l'IA générative, et à croiser les regards entre disciplines et territoires (France – Québec), d'un point de vue académique et en termes de retours d'expériences concrets.

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Comprendre les transformations à l'œuvre : De quoi parle-t-on ?

Comme l'a souligné Ludovic Bugand, il est difficile d'isoler les transformations liées à l'IA des dynamiques socio-économiques plus larges. Elles s'inscrivent dans la continuité de plus de deux siècles de rationalisation industrielle, désormais prolongée par une gouvernance par les nombres.

L'IA ne constitue pas une rupture isolée, mais un nouvel épisode du continuum numérique. Depuis de nombreuses années les entreprises automatisent et numérisent les processus, poussant vers une utilisation

beaucoup plus intensive des données. Ces transformations ne sont pas neutres : elles touchent à la manière de concevoir, d'organiser et de réguler le travail.

Et cela rejoint les propos de Mabrouka El Hachani. Ces transformations imposent de repenser l'articulation entre l'humain et la machine, les configurations productives et la soutenabilité des modes de production. Ceci pousse ainsi à davantage parler d'adoption et de démarche réflexive afin de favoriser et de mieux évaluer la pertinence des outils et solutions technologiques disponibles. Garder à l'esprit un horizon à long terme est clé.

2. Entre transformations subies et transformations agies

Plusieurs intervenants ont souligné le caractère subi de certaines transformations numériques, souvent imposées par des temporalités extérieures :

- Celle des éditeurs et plateformes, qui imposent un rythme d'adoption rapide, parfois guidé par le marketing technologique. Les nouveaux outils sont introduits sur le marché à un rythme soutenu, parfois difficile à suivre en termes d'intégration.
- Celle des projets internes, qui ne laissent que peu d'espace à la flexibilité, au dialogue et à l'expérimentation. Ce volet de la temporalité vient de deux tendances distinctes :
- Premièrement, les entreprises semblent craindre d'être dépassées par leurs concurrents et annoncent des initiatives IA très rapidement, sans nécessairement avoir une réflexion stratégique sur celle-ci.
- Deuxièmement, il y a également des projets fantômes. Ce sont les nombreuses initiatives individuelles, faites par les employées, qui peuvent miner la cohérence des pratiques organisationnelles, menaçant souvent la sécurité des données des organisations.

Les organisations manquent parfois de ressources – humaines, temporelles ou financières – pour orchestrer une transformation maîtrisée. Au Québec, comme l'indique Nathalie De Marcellis-Warin, un dispositif d'accompagnement existe et est gradué selon la maturité des entreprises et les ressources disponibles, permettant de moins subir la transformation et d'encourager des démarches d'appropriation progressive.

3. La question du dialogue et des métriques

Une idée forte a émergé : la transformation n'est pas qu'une question de technologie, mais de dialogue social. Plutôt que de chercher uniquement à mesurer la transformation uniquement par des indicateurs techniques, les intervenants plaident pour y ajouter une évaluation sociale :

- Mesurer la qualité du dialogue entre acteurs, créer des espaces pour faire vivre ce dialogue ;
- Évaluer la discutabilité et la transparence des choix technologiques ;
- Faire du dialogue une technologie sociale à part entière.

Les métriques deviennent alors des objets de discussion et de négociation, non des instruments de contrôle.

4. Invisibilisation du travail, chaînes sociotechniques et gouvernance

L'un des points également discutés fut la nécessaire mise en visibilité du travail caché derrière l'IA. La conception de modèles d'IA et de leur déploiement réussi repose sur une infrastructure de données et de travail humain souvent invisible (Gestion des données ; micro-tâches dispersées ; Entretien des systèmes).

L'introduction du numérique implique une reconfiguration profonde des activités, où les chaînes de valeur deviennent des chaînes de travail hybrides entre humains et non-humains. Benoit Aubert l'a particulièrement bien noté. Cette invisibilisation interroge la gouvernance des transformations et la responsabilité des organisations dans la conception et la supervision de ces chaînes.

Pour les organisations, la gouvernance doit s'exercer sur au moins trois volets. Il importe de conserver un contrôle sur les données de l'entreprise. On ne peut céder à des acteurs externes le contrôle et le droit d'utilisation de ces ressources essentielles. Il faut également conserver une expertise dans la durée. L'introduction des outils d'IA remplace souvent les emplois d'entrée dans les organisations, réels terrains d'apprentissages. Mais alors exposés à moyen et long terme à une perte de compétences et d'expertises. Ultimement, l'organisation reste responsable des résultats et des actions, sans pouvoir s'en départir.

5. Des retours d'expérience marquants – Illustration de ces transformations

Jean-Christophe Richard, Professeur des Universités - Praticien Hospitalier Chef de service de Médecine Intensive - Réanimation, HCL

Dans le domaine de la santé, l'IA devient un outil incontournable, même si l'ensemble des applications possibles reste à déterminer. Faire face à la génération constante de données, souvent produites en temps réel, est impossible à analyser pour un individu, là où l'IA offre cette capacité d'analyse, mais avec laquelle collaborer et non laisser gérer.

Aymeric Dussart, Vice-président, Finances et administration, et chef de la direction financière, Aéroports de Montréal.

En tant que lieux de passages, les aéroports et notamment ADM veulent offrir à leurs clients et les différentes parties prenantes une fluidité et une

opérationnalisation la plus efficace. Améliorer la performance de l'organisation du trafic des personnes, des bagages, des avions est un enjeu clé. A ADM, ces outils permettent d'optimiser les processus et la synchronisation des activités de déglacage des avions en hiver, réduisant ainsi les temps d'attente.

Fanjuan Shi, CIO, Groupe Prosol

Suivre en temps réel les interactions clients, surtout lorsqu'ils sont nombreux, et sentir le pouls des activités permet de prévoir les actions requises avant même qu'un client en fasse la demande, d'anticiper les mouvements de stocks, les besoins en personnel, de même que les activités connexes. Pour un grand groupe, il devient essentiel de développer un environnement sécurisé permettant aux gestionnaires d'utiliser l'IA de manière efficace.

6. Une optimisation du temps comme valeur ajoutée

Lorsqu'ils sont utilisés de manière adéquate l'IA permet une accélération des activités et des gains de temps.

- Pour les aéroports, optimiser le mouvement des passagers et les embarquements et débarquements permet d'éviter ou de retarder des investissements coûteux (agrandissements par ex).
- Dans la santé, il y a un vrai gain de temps dans l'analyse d'images. Toutefois, il faut garder un humain dans le processus. Comment être certain de ne pas avoir raté de cas spécifiques ? Quel risque est-on prêt à prendre en confiant les activités à l'IA ?
- Dans le domaine du détail, les gains en temps réel sont évidents,

même si l'organisation n'en est pas toujours consciente, générant un bien meilleur suivi des sentiments de nos clients et de leur lien avec nos marques. Cela permet d'avancer, mais dont les impacts à long terme doivent être mesurés.

Déployer ou non un modèle dans une organisation doit s'appuyer sur une analyse solide du projet. Les données sont-elles disponibles ? De bonne qualité et en quantité suffisante ? L'enjeu de gestion des accès à ces données et modèles est crucial, tout autant que de leurs utilisations pour maîtriser leur valeur ajoutée réelle.

7. Comment en faire une transformation réussie ?

En conclusion, les participants voient de grandes opportunités pour les outils d'IA dans les organisations. Les échanges convergent sur une définition partagée : Une transformation agie et non subie, fondée sur le dialogue, la formation, et la co-construction.

Tous s'entendent pour dire qu'une intégration réussie demandera une visibilité des implications à long terme, de même qu'une gouvernance explicite de ces initiatives, ainsi que des espaces de réflexivité. •

2.3. Entre tradition et innovation : renforcer les synergies pour accompagner les mutations dans les métiers d'art

Date et lieu : 7 Octobre 2025, SEPR l'École des métiers (Lyon)

Nombre de participants : +170

Personnes contact : Eric Allard (Cégep de Victoriaville), Eva Libran Perez (Université Jean Monnet Saint-Étienne), Carolina Leon (SEPR), Jean Stephan Faure (Chambre des métiers et de l'Artisanat Lyon Rhône)

S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ?

Non, il s'agit d'une première édition

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Dans le domaine des métiers d'art et de la formation professionnelle, plusieurs enjeux structurants se dessinent. Les mutations redéfinissent non seulement les procédés de fabrication, mais aussi les modèles économiques, les pratiques de création et la relation aux publics.

La double transition écologique et numérique, qui transforme les pratiques artisanales et les modes de production. Les artisans doivent repenser leurs processus, matériaux et circuits, tout en préservant la qualité et l'authenticité des savoir-faire. Sur le plan numérique, les défis résident dans l'intégration d'outils tels que la conception assistée par ordinateur (CAO), la fabrication numérique ou la réalité augmentée, tout en préservant l'identité artisanale et la créativité. L'enjeu est de former des profils capables de conjuguer savoir-faire manuel et compétences technologiques, comme l'a souligné François Malterre (SEPR) à travers les expériences pédagogiques menées

dans les workshops internationaux DNMADE à la SEPR.

La demande en traçabilité, durabilité et responsabilité sociale s'intensifie. Les artisans doivent s'adapter à de nouvelles réglementations (éco-conception, matériaux biosourcés, certifications RSE). Des acteurs économiques comme Roland Flores (AJNOR) ont témoigné de cette évolution : les clients attendent désormais des pratiques vertueuses et des démarches responsables, qui deviennent de véritables leviers de compétitivité.

Le dialogue entre formation professionnelle, recherche, et le secteur économique apparaît comme un levier clé pour accompagner les mutations du secteur, favoriser l'employabilité et renforcer la compétitivité des entreprises artisanales et l'innovation pédagogique dans la formation professionnelle, pour proposer des parcours flexibles, collaboratifs et connectés aux besoins réels des entreprises et des territoires. Les expériences partagées par l'Université Jean Monnet et le Cégep de Victoriaville ont montré

que l'innovation naît de la coopération intersectorielle, un modèle à consolider en France et à renforcer au niveau international.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience pour le secteur des métiers d'art est la faculté d'intégrer et de s'adapter aux nouvelles technologies, aux exigences environnementales et aux évolutions sociétales, tout en préservant les savoir-faire, la créativité et la valeur humaine du geste. Elle s'exprime dans la capacité des artisans, des entreprises et des établissements de formation professionnelle à transformer les contraintes en opportunités créatives.

Pour les acteurs de la formation professionnelle cela signifie aussi former des professionnels capables d'évoluer dans un monde incertain, dotés d'esprit critique, d'agilité et de sens de l'innovation. La résilience se traduit par la mise en œuvre de pédagogies hybrides, intégrant le numérique tout en maintenant la transmission du geste et du savoir-faire. Pour les entreprises, il s'agit de repenser les matériaux, réduire l'impact carbone, diversifier les approches de conception tout en conservant l'excellence artisanale. Pour la recherche, la résilience passe par documenter, interpréter et valoriser la transformation des pratiques afin de maintenir un lien fort entre tradition et modernité.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Dans ce colloque nous avons abordé les mutations technologiques, environnementales et sociétales dans les secteurs des métiers d'art. Pour répondre aux défis, le colloque a mis en avant le dialogue entre tradition et mutation, en réunissant des partenaires de France et du Québec, et venant d'univers différents : formateurs, chercheurs, artisans et institutions. Les discussions ont également souligné que les transformations ne doivent pas être subies, mais accompagnées par des politiques publiques, des dispositifs de formation adaptés et des collaborations internationales.

Ainsi, le modèle québécois présenté par Denis Dechamps, Eric Allard et Ghislain Carrier (Cégep de Victoriaville / INOVEM), où la recherche appliquée, la formation professionnelle et l'industrie coopèrent au sein des CCTT (Centres de transfert technologique), a été cité comme une source d'inspiration concrète pour renforcer la résilience du secteur en Europe.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Créer des passerelles durables entre centres de formation professionnelle, universités et entreprises afin de développer des projets conjoints autour de l'innovation artisanale et de la durabilité.

Donner de la visibilité aux métiers d'art en collaborant avec les politiques locales afin de mettre en place des ateliers, journées de visibilité ect. en dehors des structures attendues (chambres de commerce, ateliers d'artistes...) mais directement à la rencontre du public

Abattre les obstacles d'entrée dans les formations professionnelles artisanales en créant des "pôles de prêt matériel" comme il en existe dans les Cégep, afin que les apprenants entrants n'aient pas à acheter une malette d'outils coûteuse dès leur première année à l'école, dans un domaine artisanal qu'ils découvrent et dont ils ne sont pas encore certains qu'il vont aller jusqu'au bout. Dans les Cégep, un système de "malette à outils" est mis en place pour chaque filière (bois, bijouterie...) et grâce à une caution, les apprenants évitent l'achat à prix coûtant et neuf de tout le matériel dont ils ont besoin.

En collaboration avec le ministère de l'éducation nationale, revaloriser la formation professionnelle des métiers d'art dans les collèges/lycées, par exemple auprès de visites d'apprentis en métiers d'art dans les établissements afin de faire comprendre que la filière professionnelle n'est pas moins valorisante et qu'au contraire, apprendre un savoir-faire est une tâche complexe et magnifique.

Laisser l'opportunité aux jeunes (collège, lycée) de choisir leur filière en connaissance de cause, en ayant une année de césure ou bien des stages plus régulièrement afin de ne pas pousser les "bons élèves" à l'université et les élèves "moins scolaires" dans des formations pro ou

techniques qui ne leur conviennent pas forcément (cf. L'année Lumière, partenaire de la SEPR, inspiré du modèle Danois de césure scolaire)

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle est la condition essentielle pour faire émerger des réponses durables et partagées aux mutations du secteur. En reliant formation professionnelle, recherche et économie, elle favorise la circulation des savoirs et des innovations, tout en renforçant la compétitivité et la visibilité des métiers d'art.

Accompagner les mutations dans le secteur des métiers d'art passe forcément par une prise de conscience et un engagement citoyen. En effet, les métiers d'art sont encore trop considérés à la marge, souvent apparentés à une forme de loisir non viable sur le long terme. Hors, de nombreux artisans et de nombreux programmes nationaux valorisent les savoir-faire, notamment, grâce aux journées européennes des métiers d'art, ou à la reconnaissance des MOF. Ces initiatives restent cependant adressées à un public déjà averti, privilégié et ciblé. Si nous imaginons pouvoir sortir du cadre des institutions établies et réellement donner de la visibilité dans la vie citoyenne aux métiers d'art, alors, ceux-ci seront plus ancrés au réel, et surtout, plus proche de leur public. Comme discuté lors des ateliers, sensibiliser les citoyens aux métiers d'art revient aussi à redorer le blason de ces professions et donc, de lutter contre l'appauvrissement ou la perte des savoir-faire qui caracté-

térise chaque nation en imaginant réussir à recruter plus de jeunes générations dans ces formations.

6. Citation coup de projecteur

« La résilience des métiers d'art réside dans leur capacité à conjuguer sens et innovation. C'est dans le dialogue entre formation professionnelle, recherche et monde économique, et dans la coopération entre territoires, que se construisent les métiers d'art de demain. » •

2.4. Les nouvelles technologies en mobilité : freins ou accélérateurs des stratégies de mobilité et d'accessibilité municipales ?

Date et lieu : 8 octobre 2025, HDM (Lyon)

Nombre de participants : entre 50 et 100 (public franco-qubécois, acteurs publics, universitaires, entreprises, opérateurs de mobilité)

Personnes contact : Pierre Soulard, Métropole de Lyon, Laurent Chevrot – Directeur général, Agence de Mobilité Durable de Montréal

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions précédentes ?

Oui, dans la continuité des échanges France-Québec autour des mobilités durables initiés lors des précédentes éditions des Entretiens Jacques Cartier.

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

La mobilité urbaine vit une mutation accélérée sous l'effet des nouvelles technologies : numérisation des services, exploitation massive de la donnée, émergence de l'intelligence artificielle, véhicules connectés, micro-mobilités et plateformes de partage. Ces transformations promettent une meilleure efficacité, une individualisation des services et une optimisation des ressources publiques. Mais elles soulèvent aussi de nouveaux défis :

Enjeux sociaux : risque d'exclusion des publics moins connectés ou situés dans des zones mal desservies.

Enjeux environnementaux : les promesses de durabilité des innovations technologiques ne se concrétisent pas toujours ; certaines favorisent même l'hypermobilité.

Enjeux de gouvernance : montée en puissance d'acteurs privés mondiaux (GAFAM, plateformes de micro-mobilité) face à la puissance publique, question de souveraineté des données et de maîtrise des infrastructures.

Enjeux économiques : fragilité des modèles d'affaires de certaines solutions numériques (trottinettes, MaaS, véhicules autonomes), et besoin d'une régulation cohérente pour garantir leur pérennité. L'enjeu central est donc de replacer la technologie au service des politiques publiques de mobilité inclusive, durable et maîtrisée.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Dans le champ de la mobilité, la résilience renvoie à la capacité des territoires et des systèmes de transport à absorber les crises (énergétiques, climatiques, économiques ou sociales) tout en continuant à garantir l'accessibilité pour tous. Face à la dépendance croissante aux solutions technologiques, la résilience signifie :

Conserver une marge d'action publique et humaine dans la régulation des mobilités, au-delà des seuls outils numériques.

Diversifier les solutions de mobilité (marche, vélo, transport collectif, covoiturage, autopartage...) pour éviter la dépendance à une seule technologie.

Assurer la sobriété numérique, en choisissant des outils sobres, souverains et adaptables.

Maintenir la capacité de décision locale, notamment par la maîtrise de la donnée et la mutualisation des connaissances.

Ainsi, la résilience consiste à apprivoiser les technologies plutôt que les subir, en les orientant vers des objectifs d'inclusion, d'équité territoriale et de durabilité.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique ?

Le colloque propose d'examiner, à travers un dialogue franco-québécois, comment les villes peuvent tirer parti des technologies sans renoncer à leurs valeurs de service public. Trois dimensions structurent la journée : Regard critique rétrospectif sur les promesses des dix dernières années en matière de « smart city ».

Analyse des enjeux actuels : inclusion, gouvernance, souveraineté des données, sobriété et efficacité environnementale.

Ateliers participatifs explorant les opportunités et limites de technologies concrètes (curb management, gestion de la donnée, MaaS, mobilité partagée, IA...).

Les échanges visent à définir une posture commune de la puissance publique face aux innovations technologiques, en identifiant les leviers d'action pour en faire des outils de résilience et d'intérêt général.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Les échanges ont permis de dégager plusieurs axes d'action concrets pour renforcer la maîtrise publique du numérique en mobilité et orienter les technologies vers des usages plus inclusifs et durables :

- Renforcer la gouvernance publique de la donnée de mobilité
- Développer des plateformes locales de connaissance des mobilités, interopérables entre collectivités et partenaires.
- Favoriser des solutions numériques souveraines, ouvertes et frugales, limitant la dépendance à des opérateurs privés internationaux.
- Expérimenter des approches technologiques au service de la régulation et de l'intérêt général
- Exemples concrets : outils de curb management pour la gestion du stationnement et des livraisons, plateformes de covoiturage public, dispositifs d'analyse prédictive pour la sécurité ou la planification.

- Promotion de solutions fondées sur l'IA utile, au service de la décision publique plutôt que du seul pilotage automatique.
- Mettre la technologie au service de l'inclusion
- Intégrer la dimension sociale dans le déploiement des innovations : tarification sociale (ex. FreeVélo'V), accompagnement des publics éloignés du numérique, développement de services accessibles à tous (vélo, mobilité partagée).
- Encourager la mutualisation et le partage d'expériences entre territoires
- Les comparaisons entre les démarches québécoises et françaises ont fait émerger la nécessité d'outils partagés et d'un apprentissage collectif face aux géants technologiques.
- En résumé, les projets concrets qui en découlent visent à rendre la technologie réellement utile à la transition écologique et sociale des mobilités, tout en assurant la robustesse et la réversibilité des dispositifs déployés.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La réussite de ces transformations repose sur une coopération étroite entre acteurs publics, chercheurs, entreprises et citoyens :

La coopération intersectorielle permet de dépasser les logiques de silos :

Les collectivités garantissent le cadre de l'intérêt général et la cohérence territoriale ;

Les entreprises et start-up apportent l'agilité et l'innovation technique ;

Les universitaires contribuent à l'évaluation, à la réflexion éthique et à la diffusion des connaissances. Ce croisement des approches favorise une innovation plus responsable et mieux régulée.

L'engagement citoyen est un levier essentiel pour légitimer et ajuster les politiques de mobilité :

Les outils numériques peuvent soutenir la concertation, la co-construction des politiques publiques et l'appropriation des nouveaux services par les habitants.

Les démarches participatives (ex. capteurs citoyens, enquêtes collaboratives, plateformes de concertation) permettent d'adapter les solutions aux besoins réels et d'éviter les biais technologiques.

Ainsi, la résilience collective en matière de mobilité se construit par une gouvernance partagée, où la technologie n'est qu'un moyen au service d'un projet commun de territoire.

6. Citation « coup de projecteur »

« Face aux géants du numérique, notre force réside dans la coopération : relier nos données, nos territoires et nos intelligences pour construire une mobilité vraiment publique. » •

2.5. IA générative et formations universitaires : innovation, régulation et agentivité

Date et lieu : 8 octobre 2025, Maison des Sciences humaines de Clermont-Ferrand (Clermont-Ferrand)

Nombre de participants : 101

Personne contact : Béatrice Drot-Delange (Université Clermont Auvergne)

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions

précédentes ? Ce colloque est la suite du colloque « IA générative et co-élaboration de connaissances en éducation » qui s'est tenu à Québec les 17 et 18 octobre 2024

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les enjeux majeurs soulevés par l'intégration de l'intelligence artificielle générative (IAg) dans les formations universitaires et la recherche touchent à l'équité, à l'intégrité académique, au rapport au savoir et à la pédagogie, à la régulation institutionnelle et enfin à la recherche en éducation et formation. Plus globalement, c'est la réussite scolaire et éducative qui est questionnée.

Les recherches présentées ont montré que l'utilisation efficace de l'IAg bénéficie principalement aux étudiants qui possèdent déjà un rapport au savoir réfléchi et les compétences de base nécessaires, creusant ainsi les inégalités. L'IAg soulève aussi d'importants enjeux concernant le plagiat et l'intégrité académique, les enseignants exprimant parfois une perte de contrôle et une insécurité quant à l'évaluation.

Les participants ont également souligné que l'IAg posait un risque réel d'asservissement, d'autant que l'illusion d'efficacité et de toute-puissance qu'elle génère masque les risques de biais et d'hallucinations. L'enjeu est alors de cultiver l'agentivité épistémique — la capacité à travailler en commun face aux défis rencontrés — et de s'assurer que l'utilisateur de l'IAg est l'auteur de ses idées, posant la question du travail authentique, notion ayant fait débat.

Les participants ont ensuite constaté que la régulation mise en œuvre par les institutions éducatives (sous forme de chartes ou de cadres d'usage) est souvent en retard face à la dynamique d'innovation technologique. Les participants ont discuté la tension entre la volonté de responsabilisation et un cadrage institutionnel autoritaire. L'idée défendue a été globalement que la réussite éducative peut être favorisée par des usages créatifs de l'IAg, accompagnant les personnes dans le développement d'une posture misant sur l'utilisation éclairée, l'intégrité et la transparence.

Enfin, les participants ont constaté que, d'un côté, la recherche sur les utilisations de l'IAg en éducation est confrontée à une saturation de publications scientifiques d'une portée limitée (recherches one shot, catégorisations simplistes, écrasement des contextes). D'un autre côté, les participants notent que les processus de sélection et de publication des revues sont longs comparés au rythme très rapide des mutations de l'IAg. Il importe donc de créer des forums de synthèse permettant de partager rapidement des résultats consolidés mais non encore publiés.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Dans le contexte universitaire et en lien avec l'IAg, la résilience renvoie à la capacité de l'enseignement supérieur à s'adapter de façon critique et constructive à la transformation numérique, sans perdre ses valeurs fondatrices. L'analyse proposée par Thérèse Laferrière, et les échanges avec les participants, ont permis de mettre en évidence plusieurs visions de la résilience : une vision positive et proactive (souvent liée à l'agentivité épistémique) et une vision critique défensive (liée à la dépendance cognitive).

Dans l'approche positive, la résilience est étroitement liée à l'agentivité épistémique et aux comportements proactifs. Par exemple, le fait de pouvoir surmonter un blocage grâce à l'IAg est explicitement considéré comme un acte de résilience. Utiliser l'IAg pour générer un « premier jet » de texte et vaincre le syndrome de la page blanche est un comportement proactif. Toutefois, il n'est pas

toujours facile de distinguer agentivité épistémique et comportement proactif du comportement défensif.

Dans l'approche délégative défensive, la notion de « résilience passive » émerge pour caractériser des usages qui ne favorisent pas l'apprentissage, même s'ils permettent à l'étudiant d'achever une tâche. C'est le cas par exemple lorsque l'IAg est utilisée comme un substitut direct de source d'information ou comme un raccourci pour se débarrasser des devoirs. Dans ce cas, l'utilisateur s'efface ou subit l'IAg au lieu de prendre le contrôle. Cela illustre une manifestation de dépendance cognitive plutôt que d'agentivité constructive.

Ainsi, les participants ont distingué clairement la résilience qui résulte d'une affirmation et d'un contrôle actif de l'outil (proactif/agentif) de celle qui traduit une dépendance ou une fuite de l'effort (défensive/dépendance cognitive), tout en reconnaissant les nuances complexes des usages liés aux insécurités académiques.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Les échanges illustrent la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » en documentant à la fois la nature potentiellement disruptive de la mutation technologique liée à l'arrivée de l'IAg et les mécanismes d'adaptation (résilience et nouvelles dynamiques) mis en place par les individus et

les institutions pour y faire face. La mutation technologique impose des transformations majeures du cadre institutionnel, des pratiques pédagogiques et évaluatives dont les acteurs ont conscience et auxquelles ils participent.

Tout au long de la journée, les interventions ont mis en évidence comment les acteurs du monde universitaire (Enseignants, étudiants, chercheurs et institutions) peuvent réinventer leurs pratiques pour faire face à cette innovation technologique majeure. Plus précisément, les échanges ont insisté sur la manière dont était opérée une reconfiguration du temps, des tâches et des responsabilités.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Les échanges ont fait émerger plusieurs pistes d'action concrètes et des projets visant à composer avec l'intégration rapide de l'IAg dans l'éducation.

Des pistes d'action pédagogique et didactique visent à développer l'agentivité épistémique, notamment collective, et l'esprit critique des apprenants face à l'IAg. Pour ce faire, les participants ont évoqué la conception d'une IA « guidante » et non « répondante ». Une telle IA devrait poser des questions ouvertes, inciter l'élève ou l'étudiant à justifier ses choix et à exploiter son raisonnement.

Des participants ont témoigné de la modulation de la place de l'IAg dans

les évaluations au fil des semestres pour s'assurer que les étudiants développent leurs propres capacités. Ils ont également souligné la nécessité de mettre en place des cours d'acculturation à l'IAg afin de mieux comprendre son fonctionnement, ses limites et ses biais (pour démystifier la dimension magique associée à cette technologie), mais aussi sensibiliser les utilisateurs aux impacts environnementaux et sociaux du numérique éducatif.

Finalement, en ce qui concerne le développement technologique comme tel, l'importance de favoriser une innovation responsable permettant d'intégrer les outils technologiques dans une logique d'ouverture, de collaboration et d'éthique a été soulignée. Pour plusieurs participants, l'innovation dans le domaine de l'IAg devrait se traduire par la co-construction de solutions entre enseignants, étudiants, chercheurs et concepteurs d'outils.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération, en particulier la recherche participative et décentralisée, a été mise en avant comme méthode à privilégier pour répondre aux problèmes soulevés par l'évolution très rapide de l'IAg. De même, le développement d'une recherche itérative en partenariat avec des groupes locaux est préconisé pour être à même de réinvestir les résultats d'une année à l'autre. Cette décentralisation permet en effet une plus grande agentivité locale.

C'est par la coopération intersectorielle qu'il sera possible de définir des régulations partagées fondées sur les valeurs communes d'intégrité, d'ouverture et de transparence, de mutualiser les savoirs et les expériences pour développer une culture numérique critique, de renforcer l'intelligence collective dans la manière d'intégrer les technologies à l'éducation et de garantir un usage responsable et durable des outils, prenant en compte les impacts sociaux et environnementaux. L'engagement des acteurs de la communauté éducative et des citoyens est donc indispensable pour que les usages de l'IAg mènent à l'émancipation plutôt qu'à l'asservissement. La capacité des institutions à s'adapter dépend en partie de l'agentivité des chercheurs et de la profession enseignante. En somme, face à la mutation technologique imposée par l'IAg, la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen sont les nouvelles dynamiques nécessaires pour construire des cadres flexibles, des recherches pertinentes et des pratiques pédagogiques ancrées dans la réalité des acteurs et des contextes.

6. Citation « coup de projecteur »

« Entre les mains de collectifs d'enseignants motivés et formés, les nouveaux instruments d'intelligence artificielle offrent de nouvelles pistes. Mais les risques d'asservissement à des systèmes largement disponibles en dehors des écoles et dispensant de penser sont également réels. » (Georges-Louis Baron). •

3.1. Acceptabilité sociale de la transition écologique (volet 2) : urbanité et santé

Date et lieu : 6 et 7 octobre 2025, Organisation mondiale de la santé (Lyon 7e) / École supérieure des Professions immobilières (Lyon).

Nombre de participants : 65

Porteurs : Samuel Depraz (ESPI) et Stéphanie Yates (UQÀM)

S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ?

Suite de l'édition 2024 de la session « Acceptation sociale de la transition écologique », UQÀM / Sciences Po Lyon, tenue à Montréal.

➤ [Lien vers la page Web du colloque, première journée](#)

➤ [Lien vers la page Web du colloque deuxième journée](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

La formation aux métiers de l'immobilier et à l'aménagement urbain est particulièrement exposée aux questions soulevées par la transition écologique. Le bilan carbone du secteur de la construction est généralement considéré comme le second secteur le plus émetteur de CO₂, après les transports, et les contraintes actuelles pesant sur les marchés soulèvent également des questions d'abordabilité du logement, tout comme de financement de la filière du bâtiment. Dans ce contexte de tensions et de mutation de l'activité immobilière, il a donc semblé particulièrement important de questionner la capacité des acteurs du secteur (collectivités locales, institutions, entreprises) à s'adapter au contexte, ce qui inclut la prise en compte de l'impératif écologique, mais aussi – comme l'intitulé de la session de cette année le souligne – les conditions de bonne

santé des populations urbaines.

L'autre point important que l'on constate dans les projets d'aménagement, au sens large, est le déficit marqué d'acceptation sociale des contraintes nées des politiques publiques d'adaptation à la transition écologique. Cela s'observe, dans les faits sinon dans les discours, du côté des opérateurs immobiliers, soucieux de préserver leurs marges et peu réceptifs aux coûts d'externalité induits par la prise en compte des questions environnementales ; mais c'est aussi le cas de la part des populations urbaines elles-mêmes, souvent critiques face à des restrictions imposées au quotidien dans leur espace de vie, malgré toute la légitimité des arguments écologiques.

Ces deux impasses actuelles – nécessité d'adaptation aux enjeux écologiques et sanitaires et déficit d'acceptation sociale des politiques environnementales – constituent ainsi la base robuste du croisement

entre les travaux menés par les équipes de recherche de l'ESPI, d'une part, et de l'ESG-UQÀM, d'autre part, pour analyser les dynamiques en cours des projets d'aménagement et d'équipement du territoire.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience est à entendre, pour les acteurs du secteur immobilier, comme la capacité à se rétablir après une rupture, un changement majeur, notamment en ce qui concerne les modèles d'affaires qui permettent aux opérations immobilières de voir le jour. Si les crises sont cycliques en matière de production urbaine, la résilience n'est actuellement pas encore établie dans l'aménagement urbain : la crise de la production de logements, la crise du crédit et la tension sociale relative à l'abordabilité des logements, avec des concurrences d'usage vives et nouvelles dans les territoires, prouvent que le rétablissement n'est pas encore avéré, tandis que les dérèglements environnementaux, pris au sens large, s'intensifient (pics de chaleur, inondations, exposition aux polluants éternels, etc.).

Penser la résilience en matière d'aménagement urbain, ce n'est donc plus aujourd'hui un retour à l'état initial, au statu quo ante. Il s'agit nécessairement de la recherche d'un nouveau point d'équilibre intégrant toutes les innovations techniques et sociales compatibles avec l'urgence écologique.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Les interventions des spécialistes de l'aménagement urbain qui ont eu lieu dans cette session des Entretiens Jacques Cartier 2025 ont clairement laissé entendre que la résilience ne pouvait s'entendre sans transformations. C'est d'ores et déjà le cas dans l'agenda politique des institutions nationales comme des collectivités locales, qui ont intégré dans leur programmation urbaine un faisceau très diversifié d'actions favorables à la santé et à l'environnement – les deux enjeux allant souvent de pair. C'est moins vrai auprès des habitants, qui peuvent montrer une certaine résistance au changement – d'où la nécessité de développer une approche globale des enjeux, à la fois en termes de thématiques et d'accompagnement à la transition.

Plusieurs axes d'intervention ont été mis en avant, mais un consensus a clairement émergé en faveur d'une approche intégrative de l'aménagement urbain, capable de considérer chaque action au prisme d'un modèle systémique que l'OMS résume par la notion de One Health (une seule santé). L'aspect fondamental de la collecte de données permettant un diagnostic et une mesure de l'état des territoires et des populations (données environnementales et climatiques, indicateurs socio-économiques) a également été mis en avant, avec des Évaluations d'Impact sur la Santé (EIS) ou le Guide ISadOrA en France, permettant une prise de conscience collective sur les questions de santé et de bien-être en ville. Ceci peut ensuite

conduire à des politiques identifiées sous le terme « d'urbanisme favorable à la santé », avec des mises en réseau de villes et des transferts de compétence fructueux.

Un débat a émergé sur la nécessité d'avoir une approche équilibrée et strictement technique des territoires, au prisme des priorités écologiques et sanitaires révélées par les indicateurs et la mesure, ou bien une approche plus politique, ciblant d'abord les territoires les plus vulnérables, puisqu'une même exposition à un risque aura des effets bien plus importants sur des territoires moins capables de résilience.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

En parallèle d'une approche centrée sur le bien-être, parfois résumée par la notion de care, certaines dimensions sont apparues comme des points communs, ou des plus petits dénominateurs communs à toutes les approches centrées sur un urbanisme favorable à la santé et à la transition écologique. Parmi elles :

- L'identification des « iniquités territoriales » au Québec, ou des « injustices spatiales » en France, comme nécessaire supplétif à une approche centrée sur la seule donnée. La prise en compte des vulnérabilités différenciées des populations à l'alaé environnemental ou sanitaire est une clef majeure d'acceptation sociale de la transition écologique ;
- Une réflexion sur les santés urbaines, entendues au pluriel. À la fois celle des habitants (approche anthropocentrée), mais aussi celles des autres sphères du vivant (animal, végétal, approche écocen-

trée) : cet élargissement permet ainsi de concilier nécessairement les approches écologiques et sanitaires dans un même geste politique ;

- Dans les approches citoyennes et participatives, le levier émotionnel permis par des approches ludiques ou événementielles facilite énormément l'engagement des habitants les moins coopératifs a priori pour les engager dans la réflexion commune.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

L'engagement citoyen est, par nature, à la base d'une approche intégrée des enjeux écologiques et sanitaires dans les politiques urbaines. L'importance d'un travail de terrain auprès des populations urbaines a été révélée dans une table ronde spécifiquement dédiée à la participation citoyenne aux projets d'aménagement par trois intervenants, tous engagés dans des associations de médiation scientifique et de mobilisation citoyenne autour de l'aménagement urbain ; ils ont montré ainsi à quel point ce maillon est nécessaire pour faciliter la prise en compte de la parole citoyenne dans la production de la ville.

D'autre part, tous les intervenants académiques ont aussi souligné que la participation constitue, en réalité, le seul levier d'atténuation du déficit d'acceptation sociale des contraintes liées à la transition écologique. Mais ce travail de détail, au plus près des habitants, se fait très difficilement par l'institution elle-même : il faut un degré de confiance et de proximité qui est

surtout permis par l'engagement citoyen, donc une part de bénévolat et de conviction militante.

6. Citation “coup de projecteur” :

« Vulgariser nos travaux de recherche sans relâche : c'est bien de mener des études, c'est bien d'échanger entre nous et de faire de l'open data ; cela représente pour moi un engagement fort et durable. Cependant, il est tout aussi essentiel de faire connaître nos actions de recherche auprès de la presse et du grand public ; c'est un engagement que je considère comme fondamental et pérenne ».

Séverine ALLEGRA, VP recherche de l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne

« Habiter, ce n'est pas que se loger, c'est aussi produire ses ressources et son espace, et l'on n'habite jamais seul : nous sommes toujours cohabitant et toujours en cohabitation (...). Lorsque les penseurs de la transition écologique parlent de « petits gestes », pour moi c'est presque une aporie : il n'y a pas de petit geste cohabitant. Tout geste de cohabitation, toute pratique de cohabitation est productrice. (...). Nous cohabitons avec d'autres humains, mais aussi avec des non-humains, et nous prenons de plus en plus conscience de cela ».

Michel LUSSAULT, Professeur à l'ENS de Lyon, conférence de clôture de la session. •

3.2. Territoires en transition : rôle des acteurs des écosystèmes d'entrepreneuriat pour faire face aux défis environnementaux et sociétaux

Date et lieu : 7 octobre 2025, Espace conférences IUT de Roanne (Roanne)

Nombre de participants : 187

Porteurs et porteuse : Sandrine Le Pontois, Stéphane Foliard (Université Jean Monnet Saint-Etienne), Denis Grégoire (HEC Montréal)

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les populations d'Auvergne-Rhône-Alpes et du Québec font présentement face à plusieurs défis qui interpellent les acteurs des écosystèmes d'entrepreneuriat. Que l'on parle de crises climatique ou politique, d'enjeux d'intégration ou de productivité, des problèmes de pauvreté, de santé mentale, d'itinérance ou encore du renouveau des modèles de services publics, les mutations et nouvelles dynamiques d'un monde en transition peuvent à la fois imposer de nombreuses contraintes, tout comme elles peuvent aussi appeler et permettre de nouvelles opportunités d'action que les acteurs des écosystèmes entrepreneuriaux peuvent saisir.

L'entrepreneuriat peut être vu comme la capacité des acteurs à transformer leurs idées en action pour créer de la valeur sous toutes ses formes pour soi et pour les autres. L'idée d'impact est la volonté par l'acte d'entreprendre d'apporter un bénéfice social, sociétal ou environnemental par l'activité propo-

sée. Or poursuivre des projets d'entrepreneuriat d'impact pour faire face aux défis précédemment cités n'est pas chose facile. Comment ces défis de transition créent-ils des opportunités de transformation et de résilience pour nos territoires ? Comment favoriser l'acceptabilité des projets développés localement en s'assurant d'une cohérence avec les niveaux nationaux ? Comment partager la valeur de ces projets développés de manière décentralisée en associant universités, collectivités territoriales, initiatives citoyennes et entreprises ? Plus largement, quelles démarches adopter dans le champ de l'entrepreneuriat (innovation, utilité, robustesse, sobriété) pour favoriser des changements écosystémiques et multisectoriels à l'échelle de nos territoires, par l'accompagnement et la formation notamment ? Comment plus généralement nos territoires comme laboratoires d'initiatives peuvent aider à changer certaines représentations de l'entrepreneuriat et aider aux grandes orientations politiques ? Pour explorer ces questions centrales, nous avons réuni des acteurs clés de l'entrepreneuriat d'impact dans nos territoires (i.e., entrepre-

neurs, chercheurs de différents champs disciplinaires, étudiants, accompagnateurs, mentors, investisseurs, représentants des pouvoirs publics locaux et régionaux) pour échanger sur les pratiques les plus porteuses et susceptibles d'avoir un maximum d'impact.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience en entrepreneuriat ne se limite pas à la simple capacité de « rebondir » après une crise. Elle est désormais comprise comme une capacité proactive à s'adapter, à innover et à transformer les modèles économiques et sociaux face aux défis environnementaux et sociétaux. La résilience implique une transformation profonde des pratiques, inspirée par le vivant et les écosystèmes, en gardant en tête la capacité de régénération des ressources employées, quelle que soit leur nature. Le point central des échanges (présentations, table-ronde, atelier) est la question de l'adaptabilité et de la capacité de s'émanciper des modèles classiques pour intégrer la coopération, la diversité et la frugalité comme socles de création d'une nouvelle stabilité. Les objectifs ont été d'identifier les points de convergence et de cohérence entre les niveaux locaux et nationaux, de tisser les liens entre transformations, sobriété, résilience et acceptabilité, enfin d'imaginer ensemble de nouvelles formes de collaboration et d'opérationnalisation de ces politiques dans nos territoires. La résilience devient donc un processus dynamique, où les acteurs entrepreneuriaux doivent repenser leurs modes d'action pour anticiper et accompagner les transitions,

plutôt que de chercher à revenir à un état antérieur.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

La journée de Roanne a mis en lumière l'importance des écosystèmes d'entrepreneuriat (universités, associations, collectivités, entreprises) dans la construction de territoires résilients. L'association québécoise OSEntreprendre, présente à Roanne, illustre cette approche : en accompagnant plus de 70 000 personnes en 2024, elle montre comment la sensibilisation et le soutien à l'entrepreneuriat peuvent renforcer la capacité collective à faire face aux mutations. Les intervenants ont souligné que la résilience passe par i/ la coopération entre acteurs (académiques, institutionnels, économiques) pour co-construire des solutions adaptées aux enjeux locaux (exemples présentés à Roanne : laboratoire de recherche dans la ville, mémoire patrimoniale et grande distribution, ...), ii/ l'innovation sociale et environnementale, intégrant les transitions écologique et économique comme des opportunités de création de valeur partagée (exemples présentés à Roanne : l'habitat intergénérationnel, ou bien l'habitat évolutif, ...), iii/ l'apprenance collective où la capacité à apprendre et à transformer son environnement devient un atout clé (exemples présentés à Roanne : comprendre l'étalement urbain, retisser le savoir-faire artisanal local et le valoriser, ...), enfin iv/ la remise en question du culte de la performance au profit de modèles plus sobres et solidaires (exemples

présentées à Roanne : la résilience sociétale inspirée par la Nature, ...). Notre journée a insisté sur la solidarité entre les acteurs et les nécessaires formes de transition (sociale, économique, environnementale, comportementale).

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Les EJC ont été l'occasion de tisser des liens interdisciplinaires et intersectoriels entre nos deux territoires et sur chacun des territoires. L'incubateur porté par l'IUT de Roanne va voir se développer une programmation d'interventions multi-acteurs sur la thématique de la transition et de la résilience (2026). Une coopération entre des chercheurs du laboratoire COACTIS (sciences de gestion et du management) et l'association OSEntreprendre est en cours de construction sur la thématique du bien-être des étudiants entrepreneurs. Enfin, un montage de projet commun est en cours avec HEC Montréal. Retour sur la table ronde : « Si l'un des gestes les plus fréquemment posés par les gestionnaires est de partager de l'information décisionnelle, les entrepreneurs sont dans une position différente : ils sont à la recherche d'informations, de conseils et partenariats qui doivent leur permettre de réduire le niveau d'incertitude de leur projet à impact : aussi, le geste qu'ils doivent le plus souvent poser est celui de « demander quelque chose à autrui. » (Denis Grégoire).

Citation “coup de projecteur”

« Qu'est-ce qu'on fait ensemble lundi prochain ? » •

3.3. Rencontre France-Québec de l'économie circulaire : évaluer et outiller la transition

Date et lieu : 8 octobre 2025, Maison de l'environnement (Lyon)
Nombre de participants : 80
Personnes contact : Oriane Marignier (CIRIDD), Emilie Chiasson (CERIEC), Daniel Normandin (CERIEC), Maël Lahmar (CERIEC)
S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ?
 C'est la 5^{ème} participation du CERIEC-CIRIDD aux EJC.
[➤ Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

La mise en place d'une économie circulaire souhaite favoriser une utilisation efficiente de ressources et la création de filières locales en faveur de la résilience du territoire. Cependant, le système actuel fondé très majoritairement sur une économie linéaire nous oblige à construire de nombreuses boucles. Pour cela, il est nécessaire d'identifier les verrous et les leviers à l'adoption de pratiques circulaires. Plusieurs questions se posent alors : quels sont les outils et les indicateurs, existants et en développement, pour l'évaluation et le suivi de l'économie circulaire ? Comment adapter leur utilisation au contexte spécifique des milieux preneurs (échelle : territoire, organisations, etc.) et accélérer leur adoption ? Qu'en est-il de la représentation et de la diffusion des données ?

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

L'économie circulaire lie de manière concrète la transition écologique aux mutations économiques. C'est l'une des voies qui permet d'opérationnaliser le développement durable et de rendre les territoires et les entreprises plus résilients, notamment face aux bouleversements géopolitiques et au changement climatique. Le modèle vise à découpler la croissance économique de l'épuisement des ressources naturelles, et à limiter l'impact des activités sur l'environnement. L'économie circulaire répond ainsi à l'impératif de résilience et aux besoins des générations futures en contribuant à préserver les ressources. Dans un monde en crises et en transformations, il faut impérativement engager les institutions publiques, les entreprises et les filières dans des démarches de circularité. Le partage interdisciplinaire d'expertises, de données et d'innovations est essentiel pour atteindre ces finalités.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Bien que la transition vers l'économie circulaire soit bel et bien enclenchée depuis une dizaine d'années, les modes de production et de consommation du Québec, de la France et, plus largement, du reste du monde, sont encore largement linéaires. Selon l'organisme néerlandais Circle Economy, l'indice de circularité de l'économie mondiale ne serait que de 7,2%, et en retrait. Ainsi, l'économie mondiale actuelle carbure à la surconsommation et au gaspillage de ressources, générant pollution et déchets, alors que plusieurs ressources essentielles se trouvent déjà à un niveau critique sur le plan de leur disponibilité et que les cibles de réduction de GES ne peuvent être atteintes sans, minimalement, accroître substantiellement la circularité globale de l'économie.

Suscitant de plus en plus d'intérêt, le développement et l'analyse de données entourant l'économie circulaire demeure toutefois encore émergente et constitue un champ de recherche en plein essor. Vu l'absence de l'existence d'observatoires de l'économie circulaire au Québec et en France, les données sont fragmentées et les pistes de recherche sont encore nombreuses.

Notre colloque a interrogé les deux bouts du spectre liés aux données de l'économie circulaire qui nous permettent de mesurer les transformations : l'acquisition de données et les analyses qui peuvent en

être produites. En effet, il existe aujourd'hui peu de systèmes de collecte de données. Le colloque a donc interrogé sur l'accessibilité et la transparence de celles-ci. Les échanges se sont appuyés sur des méthodologies récentes des dernières années comme le Circularity Gap de Circle Economy, l'indice de durabilité établi par l'ADEME ou le « Passeport numérique du produit » établis pour 2027 dans les domaines du bâtiment et de la batterie.

Le colloque a ainsi permis de mettre en commun les connaissances, d'éclairer les participants sur l'état de la recherche appliquée en économie circulaire en ce qui a trait de la mesure, des indicateurs et des outils développés pour suivre et analyser la transition vers l'économie circulaire, au Québec et en France.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Les échanges ont particulièrement mis en lumière le décalage entre le monde de la recherche et le travail de terrain des collectivités et entreprises. Renforcer ce lien et le partage des travaux de chacun, d'un côté pour l'apport de la théorie et du cadre et de l'autre pour faire remonter les réponses du terrain sont plus que nécessaires.

En effet, la recherche considère que le sujet des indicateurs de l'économie circulaire est couvert alors que les acteurs de terrain constatent un vide d'informations montrant la disparité de connaissances entre ces groupes.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle est intrinsèquement nécessaire à la mise en place de l'économie circulaire et sa contribution à la résilience. En effet, elle s'applique à tous types de filières et nécessite l'apport des entreprises, collectivités et citoyens. C'est le dialogue qui est primordial pour sa mise en place est le transfert de connaissances pluridisciplinaires d'un secteur à un autre.

6. Citation «coup de projecteur»

« La société va gagner à avoir un contact plus fort entre recherche et entreprise. »

Marc Journeault, professeur à l'École de Comptabilité de l'Université Laval, responsable du Centre de recherche en Comptabilité et Développement Durable (CerCeDD), co-titulaire du Réseau de recherche en économie circulaire du Québec (RRECQ), Parrain du Centre International de Ressource et d'innovation pour le développement durable (CIRIDD). •

3.4. Responsabilité des entreprises et transition vers la durabilité

Date et lieu : 8 octobre 2025, IAE Clermont-Ferrand (Clermont-Ferrand)

Nombre de participants : Plus d'une centaine

Personnes contact : Selim Mankai, Enseignant chercheur en finance (IAE Rouen), Martin Boyer, Professeur en finance (HEC Montréal), Véronique Guichard, Manager RSE (Michelin), Didier Martin, Avocat à la Cour (Senior partner) (Bredin Prat), Ivan Tchotourian, Professeur en droit des affaires (Faculté de droit de l'Université Laval), Cédric Desachy, Commissaire aux comptes, Expert-comptable et auditeur durabilité (AGILI(3F)), Lyon, Bertrand Valiorgue, Professeur de stratégie et gouvernance des entreprises (Emlyon business school)

S'agit-il d'une suite de colloque organisé les éditions précédentes ?

Non

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

L'un des enjeux majeurs est de garantir une information à la fois fiable et utile à la prise de décision. Cela suppose une gouvernance rigoureuse des données, incluant la traçabilité, les contrôles internes et la cohérence avec les états financiers. La question de l'assurance de durabilité devient centrale : il faut progresser vers des audits réellement comparables entre secteurs.

Le risque juridique, notamment lié au devoir de vigilance et aux contentieux climatiques ou sociaux, doit être mieux maîtrisé dans un contexte européen encore fragmenté. Enfin, il est essentiel d'articuler la double matérialité avec la stratégie financière et l'allocation du capital, tout en intégrant la chaîne de valeur complète, y compris les fournisseurs situés hors de l'Union européenne.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience renvoie à la capacité des organisations à s'adapter durablement face aux chocs économiques, réglementaires ou environnementaux sans compromettre leur viabilité. Elle ne se limite pas à la gestion de crise : elle suppose une anticipation des risques, une allocation prudente du capital et une gouvernance capable de réagir rapidement. Être résilient, c'est maintenir la performance financière tout en intégrant les contraintes ESG et les attentes sociétales. La résilience repose ainsi sur la solidité des modèles économiques, la qualité de l'information extra-financière et la cohérence entre stratégie, financement et création de valeur à long terme.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Ce colloque illustre pleinement la thématique de la résilience et de la transformation en explorant la manière dont les entreprises et leurs parties prenantes s'adaptent à un environnement réglementaire, social et climatique en constante évolution. Les échanges ont montré que la résilience ne se construit pas seulement par la conformité, mais par une transformation réelle des pratiques de gouvernance, de reporting et de gestion des risques. Les interventions ont mis en évidence la nécessité de passer d'une logique de contrainte à une logique d'opportunité, où la durabilité devient un levier stratégique et financier. En croisant les regards du droit, de la finance et de l'audit, le colloque a illustré de nouvelles dynamiques de coopération entre secteurs et territoires pour accompagner ce changement de modèle.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

D'abord, la nécessité de simplifier les indicateurs de durabilité afin de se concentrer sur les informations réellement pertinentes. Ensuite, le renforcement de la gouvernance de la donnée ESG, avec des procédures de contrôle, d'audit et de traçabilité comparables à celles du financier. Les participants ont également souligné l'importance d'une meilleure articulation entre les conseils

d'administration, les auditeurs et les équipes opérationnelles pour garantir la cohérence stratégique. Enfin, la coopération intersectorielle et l'harmonisation européenne ont été identifiées comme leviers essentiels pour rendre les dispositifs plus efficaces, comparables et crédibles.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle et l'engagement citoyen jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre des transformations durables. La coopération entre entreprises, chercheurs et acteurs financiers permet de mutualiser les connaissances, d'harmoniser les standards et de créer des outils communs de mesure et de suivi. Elle réduit les coûts de conformité et favorise l'émergence d'innovations partagées.

L'engagement citoyen, quant à lui, renforce la légitimité des démarches de durabilité. Il permet d'intégrer les attentes sociales, environnementales et éthiques dans la stratégie des organisations. En combinant expertise technique et participation citoyenne, on obtient des décisions plus justes, mieux acceptées et ancrées dans une vision collective de la transition environnementale.

6. Citation «coup de projecteur»

«La résilience n'est pas comment résister, mais aussi comment se transformer».

3.5. Corridor de collaboration Québec-Auvergne-Rhône-Alpes pour que la bioéconomie supporte la résilience des milieux industriels et municipaux

Date et lieu : 8 octobre 2025, INP Pagora (Grenoble)

Nombre de participants : 30

Porteurs de projet : Antoine Julien (Grenoble INP – Pagora), Karine Souffez (Institut national de la recherche scientifique), Christine Chirat (Grenoble INP – Pagora), Philippe Constant (Institut national de la recherche scientifique)

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions précédentes ? Première collaboration entre les deux institutions dans le cadre des EJC

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Il est possible de faire plus pour valoriser davantage la biomasse végétale. Toutefois, cela présente des défis, tant sur le plan des coûts qui sont élevés, que sur le plan de la complexité des procédés et des écosystèmes à mobiliser.

La biomasse est une ressource précieuse dont il faut optimiser et rationaliser l'usage. Dans le secteur forestier, par exemple, l'approvisionnement en biomasse issue du bois de la forêt européenne sera un enjeu dans les prochaines années, et implique la mise en place de stratégies nationales de reforestation.

La difficulté de circonscrire les marchés et de maturer les technologies les mieux alignées aux besoins figure également parmi les principaux défis.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Elle signifie de devoir s'adapter aux changements climatiques et à la raréfaction des ressources par des solutions nouvelles, parfois disruptives, qui amènent des transformations profondes dans les pratiques des chercheurs, de l'industrie et des municipalités.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Toutes les présentations ont illustré la thématique. Une approche de résilience sous-tend autant la production de bioéthanol à partir de résidus lignocellulosique, la bioraffinerie de précision à partir de la génomique environnementale, la valorisation de la biomasse forestière par la méthode en cascade pour faire plus avec moins ou la

transformation de l'industrie autour de pratiques de développement durable. La réelle transformation ne peut toutefois s'opérer secteur par secteur ou milieu par milieu. Elle passe nécessairement par une mobilisation des parties prenantes et par la mise en place de nouvelles dynamiques entre les milieux académiques, municipaux et industriels. Les nouvelles générations, qui assurent désormais la relève scientifique dans le domaine, sont porteuses d'espoir et de transformation en ce sens qu'elles mettent une pression pour qu'un véritable changement s'effectue, tant par leurs exigences de consommation durable que leurs attentes que la science sensibilise et s'actualise par des solutions nouvelles qui font une différence.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Trouver le bon procédé pour le bon type de biomasse
Travailler de concert avec l'industrie pour développer des technologies qui sont alignées sur les marchés
Soutenir les preneurs de décision dans le maintien des orientations politiques au fil du temps pour permettre à la recherche de se faire et de disposer du temps nécessaire pour développer des technologies matures, capables de valoriser la matière première à son plein potentiel
Utiliser la science comme instrument de sensibilisation auprès de la population pour transformer les mentalités
Embrasser la complexité inhérente au développement du secteur de la bioéconomie

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

Bâtir un monde sans émission ne peut se faire seul dans un laboratoire. La science a beau être la plus avancée, si elle utilise des procédés qui coûtent trop cher, l'industrie ne fera pas le virage. Il faut trouver des solutions gagnantes pour tous si on vise à ce que la bioraffinerie pénètre l'ensemble des secteurs, des régions et des entreprises. Il faut aussi sensibiliser le grand public, dont les pratiques de consommation mettent la pression nécessaire sur l'industrie pour qu'elle pivote. La mobilisation des décideurs est aussi clé pour que les incitatifs nécessaires à la création de startups et de maturation technologique soient mis en place et que les politiques tirent chacun des secteurs vers le haut.

6. Citation «coup de projecteur»

« Cartier, Cartier, ô Jacques Cartier,
Si t'avais navigué à l'envers de l'hiver,
Cartier, Cartier, si t'avais navigué
Du côté de l'été, aujourd'hui on aurait
Toute la rue Sherbrooke bordée de cocotiers
Avec, perchés dessus, des tas de perroquets
Et tout le Mont-Royal couvert de bananiers. »

Paroles de Robert Charlebois. •

4.1. Résilience et transitions : la ville festive est-elle inclusive ?

Date et lieu : 6 octobre 2025, à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Lyon (Lyon)

Nombre de participants : 115

Personne(s) contact : Valérie Disdier et Lou Herrmann
(Cité anthropocène - Lyon)

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions précédentes ? Non

[➤ Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Nous sommes aujourd'hui soumis à deux enjeux très forts qui entrent en tension : le discrédit de la parole scientifique avec la montée des vérités alternatives d'une part, et la nécessité d'ouvrir l'audience des savoirs et d'aller vers tous les publics et notamment ceux plus éloignés des questions abordées.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

À Cité anthropocène, la notion de résilience est centrale dans le développement du programme "École de la Résilience", communauté d'acteurs (économiques, culturels, sociaux, industriels, monde de la recherche, institutions publiques, société civile) réunis autour des enjeux de transition et d'adaptation écologique. La résilience constitue dès lors une notion clé décrivant la possibilité de (ré)inventer des politiques et pratiques d'adaptation et de transition indispensables dans un contexte de changement global.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Notre colloque "Résilience et transitions : la ville festive est-elle inclusive ?" met en lumière la nécessité de penser autrement : à différentes échelles, en croisant une pluralité d'acteurs et de points de vue, avec de nouvelles méthodes, afin de s'engager vers une inclusion plus grande des événements festifs urbains. De même, l'organisation d'un DJ Set au sein d'un amphithéâtre répond à ces questions de transformation et d'imagination de nouvelles perspectives pour le monde actuel : il est nécessaire de repenser nos manières de faire la fête dans un contexte de changement global et de renforcement de toutes les inégalités. Car la fête est une affaire sérieuse et politique.

L'invitation d'universitaires reconnues ainsi que de doctorantes et d'étudiant·es a permis un échange transgénérationnel témoin des enjeux de résilience et de transformations propres à la thématique

de la saison 2025 des Entretiens Jacques Cartier.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Le colloque a été l'occasion de faire dialoguer les expériences croisées des villes de Lyon et Montréal, faisant ainsi émerger des pistes d'action en faveur d'une ville festive plus inclusive.

La gouvernance s'est imposée comme une question centrale pour construire une inclusion non pas seulement théorique, mais matériellement réalisable et désirable pour les personnes concernées. Dans cette perspective, la participation des personnes marginalisées dans et par la fête (personnes en situation de handicap, personnes de la rue, personnes âgées, etc.) et la reconnaissance de leur expertise d'usage ressort comme une nécessité.

De même, la mobilisation des expertises militantes - notamment en termes de prévention des violences sexistes et sexuelles - apparaît comme une piste fructueuse pour pallier les déficits de formation des organisateurs de fêtes, les outiller et faire remonter les enjeux de terrain. Il ressort ainsi que le croisement des expertises constitue un incontournable pour passer d'une rhétorique de l'accessibilité - souvent limitée à une vision normative peu adaptable - à une pensée de l'inclusion, plus fine et spécifique. La déconstruction des normes, ainsi que des archétypes qu'elles charrient, a occupé une part importante de l'analyse des pratiques, notamment autour

d'une critique de la figure du "bon handicap", celui du fauteuil roulant sur lequel se trouve une personne autonome, particulièrement productive en termes de normes architecturales, qui ne représente en réalité que 10% des personnes en situation de handicap. À ce propos, il a été proposé de refondre les critères d'évaluation dans le milieu de l'architecture, en déconstruisant les conceptions dominantes de la qualité dans les prix, pour aller vers une reconnaissance des ouvrages inclusifs et éthiques valorisant la diversité.

La question du design d'espace a également émergé comme perspective. Dans une approche critique tout d'abord, de dénonciation des effets dévastateurs du design hostile sur les personnes déjà vulnérables. Dans une perspective d'action d'autre part, à travers des exemples instructifs de conception d'espace de soin dans un cadre festif.

De manière plus générale, il a été souligné l'urgence à dépasser le paradigme sécuritaire - générateur d'exclusion (la sécurité de qui?) - en décolonisation la nuit, c'est-à-dire en repensant le rapport entre occupant·es et occupé·es, en envisageant la diversité comme une richesse plutôt que comme une menace, en intégrant les marges.

Il a enfin été proposé d'utiliser le caractère éphémère des événements festifs urbains pour en faire des laboratoires d'expérience : penser la fête comme un moyen d'explorer des perspectives nouvelles, originales et créatives afin de les appliquer, ultérieurement, à la ville dans sa globalité.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

Les échanges ont effectivement montré que l'engagement citoyen, sous forme de participation aux processus et de prise en compte des expertises d'usage, constitue un préalable indispensable pour dépasser les approches normatives de l'accessibilité et construire une réelle inclusion.

De même, les discussions ont souligné la nécessité de coopération intersectorielle pour dépasser les simples stratégies d'affichage en matière d'inclusion et construire de réelles solutions. Le croisement d'expériences de terrain, issues du milieu professionnel mais également de milieux militants, avec des analyses plus académiques, a fait émerger des initiatives ainsi que des perspectives de festivités plus inclusives non pas seulement théoriquement, mais matériellement possibles et souhaitables.

6. Citation "coup de projecteur"

« Dans la fête, on pense pouvoir rencontrer les autres, on ne rencontre souvent que les nôtres. » •

4.2. Nos territoires en mouvement ! Communautés linguistiques minoritaires et extra-territorialité : regards croisés

Date et lieu : 7 octobre 2025, Université Lumière Lyon 2 (Lyon)

Nombre de participants : 14

Personnes contact : Véronique Lacoste, Adeline Vasquez-Parra, Jim Walker

S'agit-il d'une suite d'un colloque organisé les éditions précédentes ?

Non

[➤ Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

D'une part, la difficulté d'homogénéiser les pratiques éducatives et universitaires à des fins linguistiques : l'idée de normaliser une langue d'enseignement, de recherche ou d'expression culturelle peut renforcer la légitimité d'un espace académique, mais elle risque aussi d'exclure des apprenants ou des chercheurs dont la langue, les références ou les trajectoires ne correspondent pas à cette norme. Cela soulève des questions de justice linguistique, d'inclusion et de pluralité épistémique.

D'autre part, la mobilisation conjointe des jeunes et des aînés dans l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants représente un défi, mais aussi une richesse. Dans des territoires où cohabitent plusieurs langues et mémoires, la transmission intergénérationnelle devient un levier pour créer des espaces d'appartenance partagée, tout en évitant les replis identitaires.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience renvoie ici à la capacité des institutions éducatives, culturelles et communautaires à se réinventer face à la diversité croissante des publics et des savoirs. Elle implique moins un retour à un état antérieur qu'une transformation continue : accepter la porosité des identités, repenser les curricula et reconnaître la valeur des expériences migratoires, autochtones et diasporiques dans la production du savoir.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Le colloque met en lumière des formes concrètes de résilience intellectuelle et sociale : comment les communautés, les enseignants, les médiateurs culturels et les chercheurs transforment les contraintes linguistiques, institutionnelles ou mémorielles en occasions de renouveler leurs pratiques.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

La création de laboratoires d'écriture et de recherche plurilingues, favorisant la collaboration entre chercheurs et communautés locales.

Le développement de programmes d'intégration intergénérationnelle, où jeunes et aînés participent à des ateliers sur la mémoire et la transmission culturelle en lien avec les territoires.

Une réflexion sur les politiques linguistiques visant à reconnaître la diversité interne du français et à valoriser les apports des langues migrantes.

Enfin, une volonté commune de décloisonner les disciplines pour mieux comprendre les mutations contemporaines à travers des approches croisées (histoire, littérature, sociologie, éducation, études culturelles, jurilinguistique).

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

Ces transformations ne peuvent advenir qu'à travers une coopération entre les milieux académique, associatif et institutionnel. L'université seule ne peut répondre aux défis de la diversité linguistique ou de l'inclusion sociale : elle doit dialoguer avec les acteurs de terrain.

L'engagement citoyen, quant à lui, permet de relocaliser les enjeux globaux, en transformant des communautés en laboratoires vivants de la résilience. La rencontre entre savoirs savants et savoirs vécus ouvre ainsi la voie à une éthique du commun, fondée sur la cohabitation, la reconnaissance et la création collective.

6. Citation «coup de projecteur»

« Rassemblons nos forces pour faire de la diversité linguistique non pas un obstacle mais le grand atout de nos sociétés. » •

4.3. Allier recherche et pratique : levier d'actions transformatrices pour l'équité, la diversité et l'inclusion

Date et lieu : 8 octobre 2025, École Normale Supérieure de Lyon (Lyon)

Nombre de personnes participantes : 72

Personnes contact : Lisanne Tremblay, chargée de projet (Réseau internationale francophone de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'égalité/équité, diversité et inclusion (REFEDI)), Florence Françon, chargée de mission égalité et non-discrimination (ENS de Lyon), Fadila Hamouni, responsable de l'équité, la diversité et l'inclusion (HEC Montréal)

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Dans le contexte socio-politique actuel, les enjeux liés à l'égalité/l'équité, à la diversité et à l'inclusion (EDI) se multiplient. Les résistances à l'égard des politiques, programmes et actions en ce domaine deviennent plus visibles et prennent de l'ampleur, entraînant parfois une remise en question de leur impact, voire de leur légitimité. Les personnes engagées dans la mise en œuvre de ces initiatives se trouvent directement exposées à ces tensions. Par ailleurs, on observe un affaiblissement du soutien politique et une réduction des ressources allouées aux actions EDI.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La résilience renvoie à la capacité des sociétés et des organisations à continuer d'agir face aux inégalités, ainsi qu'aux résistances et aux reculs des questions d'EDI. Elle implique de maintenir l'engagement malgré

les obstacles, les remises en cause ou les changements de priorités institutionnelles. Si les résistances à l'EDI sont souvent fondées sur des perceptions, voire des émotions, y répondre par des fondements scientifiques ne devient-il pas une nécessité ? La résilience peut ainsi se manifester par l'augmentation des liens entre la recherche scientifique et l'évolution des pratiques sur le terrain.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Le colloque a illustré la manière dont les acteurs et actrices de l'EDI peuvent renforcer leur résilience face à la fragilisation des acquis observée au cours des dernières années, tant au Québec qu'en France. La journée a mis en lumière la nécessité d'innover, de transformer les pratiques et de fonder l'action sur des données probantes issues de la recherche.

L'alliance entre la recherche et la pratique a ainsi été présentée comme

une clé de transformation durable, permettant de co-construire des solutions adaptées aux réalités de terrain. Les échanges ont mis en évidence la richesse des dialogues interprofessionnels et intersectoriels, ainsi que le rôle des recherches-actions dans la transformation des connaissances scientifiques en outils concrets d'inclusion. Ces démarches contribuent à déconstruire les idées reçues et à renforcer la légitimité de l'EDI au sein des milieux professionnels et institutionnels.

Les échanges ont également permis d'aborder les défis concrets du dialogue entre recherche et pratique, en s'interrogeant notamment sur la manière de traduire les résultats scientifiques en actions tangibles et d'opérationnaliser des notions complexes, telles que l'intersectionnalité.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Les échanges ont permis de faire émerger de nouvelles perspectives sur la manière de conduire des recherches-actions en EDI et sur les conditions de réussite d'une véritable collaboration entre personnes chercheuses et praticiennes.

Plusieurs défis ont été identifiés :

- la nécessité de produire des visions communes, malgré des temporalités et logiques différentes entre recherche et réalités organisationnelles ;
- la négociation du sens et du langage (choix des termes, définitions partagées) ;
- la renégociation des positions

de savoirs entre personnes chercheuses et praticiennes, dans une temporalité longue et fondée sur la confiance.

Des leviers d'action ont été soulignés :

- démystifier la recherche et reconnaître la capacité de chaque personne à produire des connaissances ;
- instaurer un dialogue de confiance entre les équipes de recherche et les personnes praticiennes ;
- identifier les bons interlocuteurs et interlocutrices et impliquer les instances décisionnelles ;
- documenter les effets concrets des démarches EDI pour en démontrer les bénéfices durables.

À travers différents ateliers, les personnes participantes ont pu explorer et s'approprier des initiatives innovantes, afin d'en favoriser le transfert et l'adaptation dans leurs propres milieux. Voici quelques exemples marquants :

- un parcours interuniversitaire de développement des compétences en EDI, destiné aux étudiantes et étudiants de tous niveaux, misant sur la collaboration et la co-création (projet développé et coordonné par HEC Montréal) ;
- les micro-expérimentations du Pacte pour l'inclusion au travail des personnes immigrantes, visant à tester et ajuster des pratiques inclusives directement en milieu professionnel (projet du Pôle Ideos de HEC Montréal) ;
- le projet INCLUDE, combinant enquête, expérimentation et réalité virtuelle pour favoriser l'empathie et l'inclusion dans l'enseignement supérieur (projet présenté par l'Institut Français de l'Éducation) ;

- ainsi qu'une conférence sur les stéréotypes cognitifs et la prise de décision en recrutement, offrant des outils concrets pour réduire les biais (conférence offerte par Isabelle Régner, professeure et chercheuse à l'Université Aix-Marseille et VP à l'égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations).

Ces initiatives traduisent la volonté commune de passer de la sensibilisation à la transformation structurelle, en renforçant les liens entre recherche, formation et action.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération intersectorielle et l'engagement citoyen jouent un rôle déterminant dans la mise en œuvre de solutions durables en matière d'EDI. L'exemple du RQEDI illustre cette dynamique : le réseau vise à faire en sorte que les principes d'EDI soient compris, intégrés et mis en pratique dans toutes les sphères d'activité des organisations. Il agit en accompagnant et soutenant les personnes expertes et la relève en EDI, en créant des espaces de dialogue, de partage et de développement des compétences, et en cocréant des solutions innovantes et concrètes.

La dynamique de coopération autour de l'EDI prend désormais une dimension internationale. Le Réseau interna-

tional francophone de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'EDI (REFEDI), récemment cofondé par le RQEDI et la Conférence permanente des chargées de mission Égalité et Diversité (CPED), réunit des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche à travers l'espace francophone. Son objectif est de favoriser les échanges, de diffuser les connaissances et de mutualiser les pratiques et les expériences. Ce réseau contribue ainsi à renforcer la portée et la reconnaissance des initiatives en EDI à l'échelle francophone.

En favorisant le dialogue entre la recherche, les institutions, les entreprises et la société civile, ces exemples de collaborations permettent de croiser les expertises, de mutualiser les ressources et de créer des projets adaptés aux réalités de terrain. Elles nourrissent une culture de co-construction entre savoirs, pratiques et expériences, essentielles pour bâtir des environnements plus équitables, inclusifs et résilients.

6. Citation "coup de projecteur"

« La recherche permet des assises pour avoir une vision du monde factuelle. »

« [La recherche-action nécessite] plusieurs cycles qui amènent à un changement. Il faut prendre en compte cette temporalité en termes d'impact pour changer les pratiques de l'institution, ce qui permettra éventuellement d'influencer la culture. » •

4.4. Les jeunesses francophones : quels nouveaux repères pour la représentation de soi et l'inclusion ?

Date et lieu : 8 octobre 2025, Université Lyon 3 (Lyon)

Les intervenants principaux : Manuel Jobert et Justine Souque (Université Jean Moulin Lyon 3), Nicoletta Armentano (Université de Pérouse), Thierry Auzer et Christine Perego (Caravane des dix mots), Jonathan Paquette, Martin Meunier, Jacob Legault-Leclair, Megan Cotnam-Kappel et la doctorante Coline Moreau (Université d'Ottawa)

➤ [Lien vers la page Web du colloque](#)

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

Les enjeux observés se cristallisent autour de la vitalité linguistique, de l'hégémonie de l'anglais, de l'évolution de la citoyenneté à l'ère numérique et de la nécessité d'une meilleure inclusion des jeunesses francophones.

1. Enjeux linguistiques et identitaires : il est crucial de lutter contre le sentiment d'insécurité linguistique et la glottophobie chez les locuteurs de français, particulièrement ceux en situation de minorité au Canada. Cet effort passe par la valorisation de la diversité des usages et la légitimation des parlers locaux.

2. Enjeux académiques et professionnels : la langue française doit s'imposer comme une langue vivante de recherche, de formation et de pratique professionnelle dans un contexte mondial largement dominé par l'anglais.

3. Enjeux numériques et éthiques : Les réseaux sociaux sont des espaces ambivalents. Bien qu'ils permettent l'expression et l'appartenance, ils sont aussi traversés par des discours haineux, sexistes, racistes et discriminatoires, nécessitant une éduca-

tion à la citoyenneté éthique. L'enjeu pédagogique est de dépasser les conceptions normatives et comportementales de la citoyenneté numérique (axées sur la sécurité et la conformité) pour mettre l'accent sur l'engagement, la création et le pouvoir d'agir des jeunes. De plus, la citoyenneté elle-même se déploie désormais dans des espaces hybrides, ne se limitant plus au binaire en ligne/hors ligne.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

Bien que l'expérience francophone puisse être vue comme une question d'ouverture et d'échanges plutôt que de pure résilience, la résilience est incarnée par la capacité des acteurs à développer des mécanismes de résistance et d'affirmation face aux pressions linguistiques et culturelles :

1. Résistance linguistique : la résilience se manifeste par la création d'outils numériques gratuits comme le Dictionnaire des Francophones (DDF), considéré comme un levier d'inclusion, d'affirmation/émancipation et de sécurisation linguistique. La valorisation de la diversité des

usages par la communauté est un acte de résistance contre la standardisation et l'insécurité linguistique.

2. Résistance académique : la résilience est illustrée par le maintien de réseaux scientifiques internationaux de langue française, tels que l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF) ou l'Association Internationale des Criminologues de Langue Française (AICLF). Ces réseaux sont un rempart contre la marginalisation du français dans les sciences sociales.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Le colloque démontre comment les communautés francophones s'engagent dans des transformations majeures pour garantir leur vitalité dans un monde en mutation, s'appuyant sur de nouvelles dynamiques numériques, sociales et structurelles :

1. Transformation lexicographique et numérique : Le DDF incarne une double rupture avec la lexicographie traditionnelle en valorisant les usages des parlants et en s'ouvrant aux contributions citoyennes. Il s'agit d'une patrimonialisation vivante du français comme langue plurielle. Par ailleurs, l'espace numérique (le web) n'est pas seulement un reflet passif de la langue, mais un moteur actif de transformation et d'hybridation continue, qui accélère la circulation des néologismes (comme clavarage).

2. Transformation de la citoyenneté éthique : le projet Vivre, réfléchir et agir en ligne promeut une transformation des approches éducatives en se focalisant sur le développement du pouvoir d'agir des jeunes (tra-

duction d'empowerment). L'objectif est d'articuler l'Être (identités, émotions), le Faire (actions concrètes) et le Savoir (littérature critique) pour former un citoyen éthique.

3. Transformation par les réseaux : La francophonie ne repose plus sur une normalisation de la langue, mais sur une mise en relation et une collaboration entre toutes les communautés francophones, pensées en réseaux et de manière décloisonnée. Cette dynamique fait de la diversité linguistique une source de vitalité.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Plusieurs outils et pistes d'action concrets sont présentés pour sécuriser la langue, transformer l'éducation et renforcer l'influence francophone :

1. Le Dictionnaire des Francophones (DDF) : outil central qui agrège plus de 600 000 mots et expressions, il valorise la diversité linguistique du Canada et du monde. Il utilise des étiquettes valorisantes (ex. : « emploi courant en Acadie ») pour renforcer le sentiment de fierté linguistique et reconstruire la légitimité chez les jeunes générations.

2. Le projet Vivre, réfléchir et agir en ligne : Un projet de recherche visant à co-définir, avec les jeunes, ce que signifie être un citoyen éthique en ligne, explorant leurs vécus sur les réseaux sociaux.

3. Pistes éducatives : Les résultats de la recherche invitent à dépasser les approches normatives pour co-construire des scénarios d'agir éthique situés (Faire) et à développer une littérature critique et éthique du numérique et de l'IA. Il est également essentiel de reconnaître les dimensions affectives et identitaires

des usages numériques (Être).

4. Stratégie professionnelle : Il est conseillé aux jeunes de combiner le français à la maîtrise d'autres langues (plurilinguisme). Ce plurilinguisme est un atout qui donne au français une place dans les espaces de savoir et de pouvoir et permet d'accéder à des postes d'influence.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

La coopération et l'engagement citoyen sont des piliers fondamentaux des solutions proposées, notamment en matière de légitimité et de production de savoirs :

1. Engagement citoyen en linguistique : Le DDF repose sur une lexicographie collaborative et est ouvert aux contributions des citoyens à travers le monde. L'hétérogénéité des sources, qui inclut les contributions citoyennes, lui confère sa légitimité. L'autorité descriptive est partagée entre experts et locuteurs.

2. Engagement citoyen en éducation/recherche : Le projet Vivre, réfléchir et agir en ligne utilise une approche méthodologique qualitative, critique et participative. Les jeunes sont considérés comme des collaboratrices et collaborateurs clés

dans la production de savoirs. L'utilisation des ateliers de co-analyse permet de valider et d'enrichir les interprétations avec les élèves.

3. Coopération intersectorielle et réseaux : La force de la francophonie réside dans ses réseaux. Les associations scientifiques et académiques comme l'ASLF (sociologie), l'AICLF (criminologie) et le Concours Jean-Pictet (Droit International Humanitaire) fédèrent des universitaires, praticien-ne-s et chercheurs de différents pays, garantissant que le français reste une langue de savoir, de solidarité et d'émancipation.

6. Citation "coup de projecteur"

« Si la francophonie se pense en termes pluriels et décloisonnés, la diversité linguistique devient une source de vitalité. »

Cette citation résume la nouvelle dynamique du réseau francophone et la thématique de la résilience par l'union.)

« En intégrant la diversité linguistique et culturelle, le français devient un levier d'inclusion, d'innovation et de dialogue. »

Cette phrase met en évidence les effets concrets de la transformation linguistique pour les jeunes et le rôle moteur du français. •

Rencontre sectorielle : Commission internationale franco-canadienne

Stratégies d'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur face à l'accélération du désordre mondial

Date et lieu : 6 octobre 2025, Université Jean Moulin (Lyon 3)

Nombre de participants : 36 vice-présidents/vice-présidentes et directeurs/directrices des relations internationales, dont un établissement observateur non membre du CJC (Université du Québec à Trois-Rivières)

Personnes contact : Séverine Dalynjak (Université de Lyon), Perrine Cézard (École de technologie supérieure)

La commission s'est réunie pour la 3^e fois consécutive dans la continuité des discussions qui se sont déroulées lors de la première commission internationale à Lyon en 2023 initiée par l'École de technologie supérieure (ÉTS) et l'Université de Lyon sur les Stratégies d'internationalisation des établissements d'enseignements supérieurs (ÉES), puis en 2024 à Montréal sur la Contribution de la diplomatie scientifique à l'élaboration des politiques internationales des États et de son intégration dans la gestion des relations internationales des universités.

1. Quels enjeux majeurs observez-vous aujourd'hui dans votre domaine d'activité ?

À l'heure où la diplomatie scientifique contribue à l'élaboration des politiques internationales des États et que les établissements d'enseignement supérieur affirment leur rôle d'acteurs pour répondre aux questions sociétales cruciales, le paradoxe entre internationalisation accrue et exigences de sobriété écologique dans un contexte de tensions géopolitiques s'impose comme enjeu majeur du secteur des relations internationales.

Au niveau géopolitique, il convient de repenser les partenariats en les diversifiant, en étant prudent vis-à-vis de certains pays dont les décisions gouvernementales peuvent porter atteinte aux libertés académiques et à l'autonomie universitaire, et en renforçant les réseaux francophones et européens. Les stratégies d'internationalisation des universités doivent devenir plus « agiles » pour s'adapter aux crises géopolitiques et environnementales, en renforçant la cohérence entre recherche, innovation et relations internationales.

Dans ce contexte, l'attrait des talents s'impose comme facteur d'attractivité et de concurrence mondiale accrue au sein de coopérations plus durables et ciblées. Dans le processus de recomposition des partenariats « multipolaires », les mobilités internationales doivent devenir plus responsables, bien que confrontées à des politiques incitatives de formation et de recherche. Les établissements universitaires du Québec et de la France voient ici une première différence majeure : l'international est plus près en Europe que pour le Québec, et la diversité des moyens de transport, en particulier verts, en France facilite les choix responsables.

Or, il est important de rappeler que les compétences interculturelles acquises lors d'un séjour à l'étranger sont déterminantes et c'est la responsabilité des établissements d'enseignement d'offrir un accès à ces apprentissages qui complèteront de manière indélébile et durable le parcours académique et professionnel. Le rôle des professionnel(le)s des relations internationales devient donc essentiel comme conseil à la prise de décision au regard de l'impact environnemental des activités internationales et des bénéfices tangibles pour l'ensemble des communautés étudiantes et académiques.

2. Qu'est-ce que la notion de « résilience » signifie pour vous et pour votre secteur ?

La notion de résilience observée est celle de résilience sociale et économique.

Sociale. Pour les universités, il s'agit d'adopter des stratégies d'internationalisation « agiles » pour s'adapter aux déséquilibres géopolitiques accrus, et de réaffirmer le rôle transformateur des universités dans l'innovation, dans une optique partenariale productive et inclusive.

Économique. La diversification des partenariats internationaux et des sources de financement garantit la pérennité des projets de recherche-formation et leur consolidation dans une optique de valorisation de la recherche comme un levier de productivité économique et d'innovation. Cela fait de la résilience non seulement une réponse aux crises, mais aussi un moteur de transformation positive et durable pour le secteur des relations internationales.

3. En quoi votre colloque illustre-t-il la thématique « Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation » ?

Notre rencontre sectorielle s'insère dans la thématique « **Résiliences et transformations : nouvelles dynamiques pour un monde en mutation ?** » en abordant deux thèmes majeurs :

- Le premier axé sur l'agilité de nos stratégies d'internationalisation a trait à une nouvelle dynamique de gouvernance, reposant sur la rationalisation de nos partenariats dans un monde en mutation pour s'adapter aux évolutions géopolitiques qui entraînent des stratégies de repli, tel qu'observé dans de nombreux pays anglophones. La résilience implique la nécessité de prendre des risques raisonnés et de reconsidérer les politiques menées de manière cohérente et responsable. L'objectif consiste à rester compétitif, à maintenir les politiques d'accueil et à co-construire des partenariats fiables basés sur des valeurs communes afin de répondre aux besoins d'employabilité et de création de la valeur. Enfin, il s'agit de faire de la recherche un levier d'influence et de diplomatie scientifique.
- Le second aborde la question des résiliences économique et sociale face aux enjeux du développement durable (au-delà des restrictions et mesures compensatoires) et explore la manière dont les stratégies d'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur et les collaborations scientifiques peuvent soutenir les enjeux de développement durable et en faire un sujet de gouvernance universitaire. Les établissements innovent en réformant leurs pra-

tiques de mobilité et en intégrant une dimension sociale et éthique.

4. Quelles solutions, quelles pistes d'action ou quels projets concrets ont émergé de vos échanges ?

Les déséquilibres géopolitiques, climatiques et économiques amènent les établissements d'enseignement supérieur à repenser leurs stratégies d'internationalisation et à tendre vers une sélection plus attentive et ciblée des partenariats actuels et à les développer en misant sur une vision plus long terme pour la recherche et pour la mobilité.

1. Agilité et recentrage des stratégies d'internationalisation

- Une attractivité qualitative
- Une diplomatie scientifique assumée présentant la recherche comme un levier d'influence directe des politiques publiques et une forme de valorisation des savoirs scientifiques
- Rationnaliser les partenariats : faire émerger des alliances stratégiques (avec des partenaires fiables ou au sein d'alliances d'universités européennes), géographiques (de proximité Europe/France, outre-Atlantique France/Canada) ou thématiques (EJC – francophonie, Euraxess- attrait des talents) de long terme, fondées sur la confiance et la complémentarité scientifique.
- Diversifier les partenariats : éviter la dépendance à un seul pays ; prendre appui sur la diplomatie scientifique et la force des réseaux pour maintenir son rôle d'influence dans des aires géographiques considérées comme « clés » pour la recherche et le sourcing des

talents malgré des mesures protectionnistes (États-Unis, Chine) ; encourager les partenariats multipolaires et les doubles diplômes, qui ont démontré leur résilience.

- S'adapter aux contextes géopolitiques : agir avec prudence, mais sans immobilisme, en évaluant continuellement les risques liés aux partenaires et en s'adaptant à son environnement.

2. Mobilités durables pour des partenariats responsables accrus

- Veiller à articuler les stratégies internationales et de transition écologique des universités.
- Définir des stratégies combinant des mesures incitatives (sensibilisation, valorisation des récits d'expérience, primes, bonus mobilité verte Erasmus, mesures compensatoires) et coercitives (quota carbone, limites et objectifs collectifs), tout en laissant place à la co-construction et au dialogue.
- Développer des référentiels clairs définissant les attentes des mobilités internationales, afin d'en améliorer la qualité, notamment en termes de compétences interculturelles
- Développer la culture du voyage responsable en matière de modalités de transport (le train vs l'avion, les mobilités « vertes ») ou de durée (longue vs une multitude de courts séjours), en développant des outils pour sensibiliser à l'impact environnemental des déplacements (ex : calcul d'empreinte carbone individuelle)
- Encourager les rencontres virtuelles à certains moments du parcours, en équilibrant leur impact environnemental, notamment après un premier contact en présentiel.

Projets et initiatives concrètes

Les solutions envisagées consistent à s'insérer dans les initiatives nationales, européennes et internationales ciblées pour identifier des mécanismes de financements (Horizon Europe, Erasmus+, ANR, autres) au service d'actions structurantes de recherche-formation-innovation et pour attirer des talents à haut potentiel (masters, doctorats, chercheurs), plutôt que de viser des volumes chiffrés.

- Affirmation du rôle des universités dans la diplomatie scientifique et la circulation des savoirs, dont le développement de plateformes de données et publications ouvertes en Europe et au Canada
- Attrait des scientifiques internationaux : déploiement de politiques volontaristes d'attractivité et de recrutement ciblé des talents (France : campagne « Choose France for Science ») et d'appui sur la force du réseau européen EURAXESS pour les accompagner dans leur mobilité.
- Attrait des étudiants internationaux : Sensibilisation des étudiants internationaux à la mobilité durable via le programme de mobilité verte Erasmus+, instrument d'encouragements financiers et organisationnels.
- Réduction de l'impact environnemental : fixation d'objectifs collectifs à l'échelle d'une université pour réduire l'impact carbone des mobilités (ex : SciencesPo Lyon a déployé l'outil « compte carbone mobilité », le schéma directeur DDRSE de l'INSA Lyon vise à

réduire l'impact des mobilités de 20% d'ici 5 ans, en conservant la mobilité obligatoire ; l'Université de Laval mène un projet pilote qui ambitionne d'évaluer l'empreinte carbone individuelle des missionnaires) ; L'ÉTS compense les GES de ses déplacements grâce à un mécanisme qui permet de contribuer à un fonds de recherche sur les changements climatiques.

- Maintien et renfort des diplômes en partenariat internationaux sur les zones géographiques en tension (double diplôme, cotutelle de thèse, etc.)

Les leviers majeurs de résilience identifiés face au désordre mondial sont une internationalisation plus agile, plus sélective, quoique diversifiée et plus durable, fondée sur la souveraineté scientifique, la responsabilité environnementale et une coopération ciblée.

5. En quoi la coopération intersectorielle et l'engagement citoyen peuvent-ils contribuer à ces solutions/pistes ?

Le partage d'expertise, de ressources et de données, dans une approche comparée entre deux territoires, Auvergne-Rhône-Alpes et Québec/Canada francophone, constitue un atout précieux pour une meilleure appréhension des questions clés et pour coconstruire des partenariats bilatéraux novateurs et responsables au service de la formation-recherche-innovation.

6. Citation «coup de projecteur»

« Les universités doivent réinventer leurs relations internationales : plus résilientes, responsables, plurielles et éthiques, ancrées dans la durabilité et l'agilité stratégique, tout en restant ouvertes à la circulation mondiale des savoirs et des talents. » Annie Bouthillette, vice-présidente des relations institutionnelles, École de technologie supérieure.

« La volonté stratégique des deux côtés de l'Atlantique de travailler ensemble est plus que partagée, tout comme l'est notre chère francophonie, dont les relations internationales des établissements d'enseignement supérieur sont un vecteur essentiel ! », Jim Walker, vice-président internationalisation et alliance européenne, Université Lumière Lyon 2.



*Créateur de liens entre l'Auvergne-Rhône-Alpes,
le Québec et la francophonie canadienne.*

centrejacquescartier.com
entretiensjacquescartier.com
contact@centrejacquescartier.com